

étranger

LA MORT DE SEKOU TOURÉ

Le long règne d'un autocrate

« Nous préférons la pauvreté dans la liberté à la richesse dans l'esclavage ». — Le jeune tribun s'adresse au général de Gaulle venu soumettre au peuple d'Afrique de l'ouest d'une « communauté française ». La scène se passe en août 1958. Le jeune homme, Ahmed Sékou Touré, se tient debout, le bras droit levé, sous les acclamations, Ahmed Sékou Touré trouve sa dimension de héros populaire : son destin désormais va s'identifier pleinement avec celui de son pays.

Visage énergique, regard presque dur, physique bâti pour la lutte, tout dans le personnage révélait une volonté peu commune. Mais le sourire éclatant, communicatif, était celui d'un homme habitué à tenir les foules sous son charme. Ce sourire, l'imaginaire l'a répété à l'infini, jusque dans la toile des bobines. Car le « Chef suprême de la Révolution » avait un goût inné pour la mise en scène, comme en témoignaient des discours-fléurs, où les propos violents et pittoresques étaient appuyés par d'amples mouvements de ses bras entourés de la tunique africaine bleue.

L'homme, alors, ne s'embarrassait guère de nuances : il s'agissait de séduire et d'entraîner plutôt que de convaincre. Sachant passer du lyrisme révolutionnaire au ton le plus familier, c'est dans les langues locales, soussou ou malinké, qu'il avait ses meilleurs effets d'orateur. Fier de descendre du grand Samory, premier chef farouche de la résistance noire, n'hésitant pas à mêler prières et danses aux discours, il avait davantage présent en lui l'orgueil des tribus peules que la ferveur de l'islam.

Les adversaires de Sékou Touré ne virent en lui qu'un démagogue brouillon et tyrannique, servi par l'histoire, grisé par son propre rythme, qui avait pris les apparences trompeuses d'une sorte de moine. Son frère Ibrahimi, son « lieutenant » Diallo Safoulaye, furent des conseillers toujours écoutés.

D'un tempérament volontariste et joueur, aimant à brusquer l'événement, il savait aussi se dégaier avec adresse et empathie. Rebelle à tout dogmatisme, l'auteur de la Révolution en Afrique ne fut qu'un théoricien rigoureux : sa loi fondamentale n'était pas celle d'un dogmatisme, mais celle d'un homme d'action et de combat.

Autodidacte doué, petit fonctionnaire devenu grand dignitaire de l'Afrique occidentale française, le président guinéen eut des débuts qui auraient pu s'achever en « assimilé » médiocre. Mais, dès l'école, il vit en rupture avec l'ordre établi : il est renvoyé du collège pour avoir organisé une grève de la faim, exclu de l'administration coloniale à cause de ses activités politiques. Car la révolte l'a déjà conduit à l'engagement révolutionnaire. Bientôt promu à la tête du jeune syndicat guinéen, il fait figure d'homme avisé, « marxiste » d'instinct.

En 1953, le jeune leader trouve l'occasion de donner sa mesure. Il déclenche une grève générale pour obtenir l'application du code du travail en Guinée. Après plus de deux mois, le gouverneur de l'AOF doit lui accorder gain de cause. Pour les habitants de Conakry, Sékou Touré entre déjà dans la légende.

Dans sa lutte contre l'administration coloniale, il lui reste une dernière étape à franchir. En 1958, il recueille les fruits de sa popularité : maire, député, il est chargé de former le conseil de gouvernement guinéen. Mais le nouveau notaire a d'autres ambitions que l'autonomie mesurée offerte par la loi-cadre. Usant avec habileté de ses pouvoirs, le premier en Afrique à briser les chaînes, installe des conseils de village élus, africainise la fonction publique. En 1958,

la Guinée fut le seul pays d'Afrique française à choisir l'indépendance, mais était aussi le seul à s'y être, dans une certaine mesure préparé.

Menacée par l'isolement monétaire, désorganisée par une émigration massive, l'économie de la jeune République dépitait rapidement. En 1963, le chef d'Etat dénonçait « les manœuvres réactionnaires de la nouvelle classe mercantile », mais engageait une politique de libéralisation. Ces dernières années, il se félicitait même d'avoir associé des capitaux étrangers à la mise en valeur minière du pays.

Revenu à des solutions pragmatiques, le leader restait attaché aux slogans et aux rites du socialisme le plus intransigent. En 1967, il lance la « révolution culturelle » : milices populaires, méditation des poèmes et des pensées du maître, retour aux langues africaines... La charme des premiers temps s'est dissipé, sans doute rompu. Sans l'écho des foules, le mot d'ordre, cette fois, reste une forme

de la lutte contre des ministères français lors du complot de 1965. Entre les deux pays, la reprise du dialogue n'eut pendant longtemps que des résultats médiocres. Le président guinéen dut, dans un premier temps, demander assistance au camp socialiste. Familier des pays de l'Est dès son jeune âge, il se rend en 1960 à Pékin, puis à Moscou. La même année que Fidel Castro, il reçoit le prix Lénine de la paix, qui consacre en lui le précurseur impétueux des luttes du tiers-monde. Mais il se refuse à toute allégeance.

En 1961, il dénonce le « complot des enseignants », où il croit reconnaître « un plan machiavélique tendant à déclencher une révolution marxiste ». Il va donner alors des gages à l'Ouest. A Washington, en 1962, il rencontre le président Kennedy et obtient de substantiels avantages pour l'équipement de son pays. Il s'agit de la suite se dérouler à nouveau de l'Occident. Honneur insigne, l'URSS devait, en

Avec les pays de l'ex-AOF, il s'engageait à l'art — difficile pour lui — du bon voisinage. Il ne sut pourtant les dissuader de rejoindre l'Organisation commune africaine et malgache. La maladresse avec laquelle il mit publiquement en cause MM. Houphouët-Boigny et Senghor en 1965 et en 1966, témoignage de l'arrogance qu'il éprouvait à l'époque. Plus récemment, il devait multiplier les gestes de conciliation.

Complots...

En 1967 pourtant, le chef de l'Etat guinéen fait part de son souhait de rétablir le dialogue avec la France. Ce n'est alors qu'un « ballon d'essai ». Paris accueille son initiative avec circonspection. Très vite, cette prudence se révèle justifiée. A Conakry, le chef de la révolution guinéenne annonce la découverte d'un nouveau complot dans lequel sont impliqués plusieurs Etats africains, dont la Côte-d'Ivoire, et la France elle-même. Treize personnes, dont l'ancien confident, M. Keita Fodebe, sont condamnées à mort.

En 1970, des mercenaires guinéens et portugais tentent de reprendre le pouvoir à Conakry. Les affrontements auraient fait trois cents morts. A la faveur de ce dernier événement, une certaine solidarité africaine autour de la Guinée se reconstitue. A l'instinct, la population sent les rangs autour de son chef suprême. Et même s'il s'avère ensuite que la tentative de putsch était surtout le fait de Guinéens de l'extérieur, M. Sékou Touré apparaît le seul garant de l'unité nationale.

A l'ONU, la France, les Etats-Unis, l'Espagne et la Grande-Bretagne refusent de s'associer à la condamnation du Portugal par le Conseil de sécurité. Voilà qui n'est pas de nature à réchauffer les relations entre Paris et Conakry. L'épisode du débarquement « portugais » va être suivi par une recrudescence de la répression. Quarante-cinq personnes sont condamnées à mort et exécutées. M. Sékou Touré démontre une fois de plus qu'il n'attache aucune importance à l'opinion internationale.

Cette escalade de la terreur est suivie, sur le plan diplomatique, par une normalisation des relations avec la Côte-d'Ivoire et le Sénégal. En 1972, MM. Sékou Touré et Houphouët-Boigny concluent même leur « amitié éternelle ». Avec la France, il faudra attendre l'élection de M. Giscard d'Estaing, en mai 1974, pour que le dialogue soit réamorcé. Le 14 juillet 1975, après seize ans de brouille entre les deux pays, les « retrouvailles » entre Paris et Conakry sont officiellement célébrées. M. Sékou Touré fait un geste de bonne volonté en libérant des détenus politiques incarcérés à Conakry. M. Lecanuet, ministre d'Etat, se rend dans la capitale guinéenne en 1975, préparant la visite officielle que M. Giscard d'Estaing effectuera en décembre 1976. L'accueil du président de la République française est chaleureux, et des accords de coopération seront bientôt négociés.

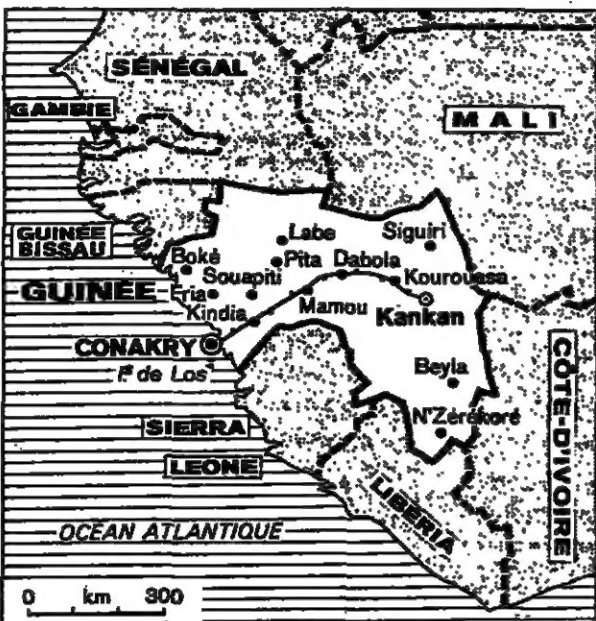
Parallèlement à cette normalisation des relations entre la Guinée et ses voisins africains et occidentaux, la situation intérieure ne s'améliore pas. L'économie guinéenne est moribonde, et la répression s'est banalisée. A Paris, les épouses de disparus politiques en Guinée rappellent incessamment que la Guinée reste un Etat répressif et policier.

En septembre 1982, ce rappel sur la situation des droits de l'homme en Guinée pèse sur la visite officielle que le chef de l'Etat guinéen effectue en France. Les socialistes français ne se privent pas de faire comprendre qu'ils désapprouvent l'instauration à Paris de celui qui, en 1977, comparait M. Mitterrand à Hitler... Mais Conakry donne de nouveaux gages à Paris en soutenant la position de la France au Tchad. Lors de la conférence franco-africaine de Vittel, en octobre 1983, M. Mitterrand offre à M. Sékou Touré une aura de respectabilité.

Déçu par sa coopération avec le camp socialiste, le chef de l'Etat guinéen peut répondre à ses partenaires occidentaux qu'il est prêt à réorienter en partie sa diplomatie. Lors des travaux du deuxième congrès du Parti démocratique de Guinée, en décembre 1983, un tournant est pris : le slogan n'est plus la « révolution », mais la « production ». Avec cette « ouverture à l'Ouest », le chef de l'Etat guinéen entend faire redémarrer l'économie de son pays. Allié de toujours, le Maroc aide puissamment la Guinée, mais cette coopération reste insuffisante. La Guinée souhaite recevoir des aides d'organisations internationales, fait appel à des investisseurs étrangers, notamment français, bref, elle s'ouvre vers l'extérieur.

Ces derniers mois, M. Sékou Touré s'est livré à de multiples démarches diplomatiques pour tenter d'éviter le report du prochain sommet de l'OUA, qui devait avoir lieu le 24 mai à Conakry. Futur président en exercice de l'OUA, M. Sékou Touré aurait obtenu ainsi la consécration de ses pairs africains.

J. de G.



La Guinée a une superficie de 245 856 kilomètres carrés et sa population est estimée à près de six millions d'habitants répartis à 75 %. On pense cependant que près de deux millions de Guinéens vivent en dehors de leur pays, notamment au Sénégal et en Côte-d'Ivoire. La capitale, Conakry, compte sept cent mille habitants. Les ressources économiques de la Guinée sont essentiellement constituées par l'exploitation de la bauxite (3^e producteur mondial) et la culture des bananes, du café et des amandiers.

Les revenus de la bauxite suffisent à peine à couvrir les frais de fonctionnement de l'appareil d'Etat et le service d'une forte dette extérieure (près de 2 milliards de dollars). La production rurale, en pleine régression, ne relève plus que de l'autosubsistance. Le commerce, qui avait été totalement étatisé, est dans une situation catastrophique.

muée croule. Dans le même temps, les difficultés s'aggravent. Condamnée à l'exil, une opposition s'organise, constituée d'un Front national de libération. Les complots, vrais ou imaginaires, se succèdent, ainsi que les procès, les exécutions dans l'ombre et le parti. La terreur s'installe, frappe jusqu'aux premiers compagnons de route. Le tribunal, cédant à un étrange délire de persécution, se retrouve dangereusement isolé.

Incertitude et déception apparaissent également dans la pratique du « neutralisme positif ». Sékou Touré concluait avec un mélange d'impulsivité combative et d'adresse manœuvrière un jeu diplomatique délicat. Mais il poussait, jusqu'à la maladresse, le goût des dénonciations véhémentes et des volte-face spectaculaires qu'il devait le plus souvent faire suivre de réconciliations embarrassées.

L'ancienne métropole ne voulait jamais pleinement pardonner au rebelle de 1958 ni l'aide du premier refus ni l'imprudence d'accusations por-

1965, saluer en lui le secrétaire d'un « parti presque frère ». L'aide américaine est peu à peu suspendue. A poursuivre de front des politiques trop difficilement conciliables, l'homme d'Etat se condamne à des demi-victoires.

Héros de l'émancipation nationale, Sékou Touré fut, un temps, le symbole de l'Afrique combattante. Son soutien aux mouvements de libération en Algérie puis dans les territoires portugais, ses jugements sans nuances sur les sécessions katchoua et biniarabe, sa dénonciation des politiques raciales au Rhodésie et en Afrique du Sud, le firent apparaître comme l'avocat le plus vaillant de la libération du continent. Il ne voulait jamais partager la recherche d'un Senghor, inquiet de concilier « la passion nègre et la raison blanche », ou se laisser aller à une collaboration confiante avec l'ancienne métropole. Pour lui, le thème de la négritude, le projet d'une communauté franco-africaine, chers au poète et à l'homme politique sénégalais, n'étaient que des mystifications pernicieuses du néo-colonialisme.

En revanche, il a partagé avec un Lumumba, avec des hommes comme Ben Bella, Modibo Keita, N'Krumah, une même ferveur messianique, un même sens visionnaire de l'avenir africain. L'union de la Guinée avec le Ghana, puis avec le Mali, devait témoigner de l'attachement de Sékou Touré à l'unité africaine. Jusqu'à son échec, elle n'eut guère que valeur de symbole. Les jeunes héros du progressisme furent tout à tour évincés de la scène politique.

Pour le leader guinéen, le succès des régimes militaires était le signe accusateur de l'ingérence « impérialiste ». Après juin 1965, nul ne fut plus sévère pour le nouveau régime algérien. En février 1966, offrant l'asile à N'Krumah, il devait même, dans un geste surprenant, partager sa charge de chef de l'Etat avec l'ancien « Rédempteur » ghanéen. Après la chute de Modibo Keita, Sékou Touré restait en Afrique le dernier paladin de la Révolution.

On ne lui pardonnait guère cette obstination. M. Yaméogo l'avait un jour traité de « commis-voyageur de la division ». Le jugement est sommaire. Nostalgique des grands empires de l'ancienne Afrique, le président guinéen aurait voulu restaurer des fédérations régionales, dépasser l'affrontement des modernité et des progressisme. En 1963, à Addis-Abeba, il fut, avec son ami N'Krumah, l'artisan convaincu de l'Organisation de l'unité africaine.

LE TÉMOIGNAGE DE CHARLES DE GAULLE

« Jeune, brillant, ambitieux »

En août 1958, le général de Gaulle entreprend la tournée des pays africains membres de l'Union française pour leur demander de répondre « oui » au référendum qui, le 28 septembre, devait donner naissance à la V^e République. Le 25 août, il arrive à Conakry. Dans ses Mémoires d'espoir (tome I) le général raconte que la plupart des Etats où le Rassemblement démocratique africain (RDA) est au pouvoir s'apprêtent à voter « oui », et il ajoute :

« Mais cette tendance risque fort de se retourner là où le chef du gouvernement, disposant d'une équipe politique active et voulant jouer le rôle de champion du marxisme intégral et de la revanche sur l'impérialisme, s'apprête à afficher un « non » qui sera une proclamation.

« C'est le cas en Guinée. Le jeune, brillant et ambitieux Sékou Touré me le fait bien voir. A peine at-je atterri sur le terrain de Conakry que je me trouve enveloppé par l'organisation d'une République totalitaire. Rien, d'ailleurs, qui soit hostile ni outrageant à mon égard. Mais, depuis l'aérodrome jusqu'au centre de la ville, la foule régulièrement disposée de deux côtés de la route en bataillons bien encadrés obéit à un seul homme aux ordres des responsables, crie d'une seule voix : « Indépendance ! » et agit des banderoles immortelles où est inscrit ce seul mot. Au-devant, s'alignent des femmes, rangées par centaines, dont chaque groupe porte des robes de coupe et de couleurs uniformes, et qui toutes, au passage du cortège, sautent, dansent et chantent au commandement.

« La « réunion de travail » a lieu à l'Assemblée territoriale, où le président du conseil a rassemblé ses militants. Sur un ton péremptoire, il m'adresse un discours fait pour sa propagande et coupé par des rafales d'applaudissements. Il en ressort que la Guinée, jusqu'à présent opprimée et exploitée par la France, refusait toute solution qui comporterait autre chose que l'indépendance pure et simple. Je réponds nettement et posément que la France a fait beaucoup pour la Guinée ; qu'il y en a des signes éclatants, par exemple celui-ci : que l'orateur que je viens d'entendre a parlé en très bon français ; qu'elle propose une communauté de pays disposant d'eux-mêmes et pratiquant la coopération, et que, malgré ses charges qui sont lourdes, elle fournira son aide à ceux qui en feront partie ; que la Guinée est entièrement libre de dire « oui » ou de dire « non » ; que si elle

dit « non », ce sera la séparation ; que la France n'y fera certainement pas obstacle, mais que, évidemment, elle en tirera les conséquences.

« Pendant l'entretien que j'ai ensuite avec Sékou Touré et au cours de la réception que je donne au palais du gouvernement, j'achève de mettre les choses au point. « Ne vous y trompez pas ! lui dis-je. La République française est la République française à laquelle vous avez affaire » n'est plus celle que vous avez connue et qui n'est plus celle de décider. Pour la France » d'aujourd'hui, le colonialisme » est fini. C'est dire qu'elle est » indifférente à vos reproches » rétrospectifs. Désormais, elle » accepte de prêter son » concours à l'Etat que vous » allez être. Mais elle envisage » fort bien d'en faire l'économie. Elle a vécu très longtemps » sans la Guinée. Elle » vivra très longtemps encore si » elle en est séparée. Dans » cette hypothèse, il va de soi » que nous retirerons aussitôt » d'Ici notre assistance adminis- » trative, technique et scolaire » et que nous cesserons toute » subvention à votre budget. » J'ajoute qu'étant donné les » liens qui ont uni nos deux » pays vous ne pouvez douter » qu'un « non » solennellement » adressé par vous à la solida- » rité que la France vous pro- » pose fera que nos relations » perdront le caractère d'amitié » et de préférence au milieu des » Etats du monde. »

« Le lendemain allant retrouver l'avion par la route que j'avais prise la veille, je n'y vois plus rien qui vive. La même discipline imposée qui l'avait, hier, garnie d'une foule compacte l'a, aujourd'hui, totalement vidée. Ainsi suis-je fixé sur ce que demain sortira des urnes. A Sékou Touré, qui me salue à mon départ, je dis : « Adieu, la Guinée ! »

Le 23 octobre 1958, après le succès du référendum, de Gaulle indique au cours d'une conférence de presse à l'hôtel Matignon : « La Guinée est, pour nous, un devenir et nous ignorons lequel. Nous observons ce qu'elle va être et faire sous son actual conseil de gouvernement, au point de vue de ses tendances et fréquentations extérieures et au point de vue de sa capacité d'Etat, s'il arrive qu'un Etat s'y constitue réellement.

« Nous établirons nos rapports avec la Guinée en fonction de ce qui se passera dans ces différents domaines. Nous le ferons sans acrimonie, mais sans avoir, je dois le dire, la certitude que ce qui est aujourd'hui pourra persister demain. »

Le Monde

5, RUE DES ITALIENS, 75477 PARIS CEDEX 09
C.C.P. 4287-23 PARIS - Tél. MONDIPAR 659572 F
Tél. : 246-72-23

ABONNEMENTS

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	341 F	605 F	859 F	1080 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	661 F	1 245 F	1 819 F	2 360 F
ÉTRANGER (par messagerie)				
L. - BELGIQUE-LUXEMBOURG	381 F	685 F	979 F	1 240 F
PAYS-BAS	454 F	830 F	1 197 F	1 530 F
IL - SUISSE, TUNISIE				
Par voie aérienne : tarif sur demande.				
Les abonnés qui paient par chèque postal (mois virements) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.				
Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines au plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.				
Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.				
Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.				

Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration
Composition paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395 - 2037

Le communisme français peut-il enrayer son déclin ?

HENRI FISZBIN

APPEL A L'AUTO-SUBVERSION

Pour une révolution culturelle du peuple communiste

ROBERT LAFFONT

EUROPE

Espagne

La querelle sur la pêche Les milieux politiques basques s'en prennent à Madrid

De notre envoyé spécial

Vitoria. - « Le gouvernement de Madrid a réagi devant le mitrailage par la marine française de deux chalutiers d'Ondarroa, comme il le fait devant le terrorisme. Il affecte de croire qu'il s'agit d'un simple différend entre l'Espagne et la France, ce qui lui évite d'aborder le problème de fond qui est d'ordre interne : en l'occurrence l'absence de reconstruction de la flotte de pêche basque. » Cette réflexion d'un membre du PNV (Parti nationaliste basque) reflète bien la position des milieux nationalistes à Bilbao et à Vitoria à propos de l'incident du 7 mars dans le golfe de Biscaye.

Paradoxalement, en effet, les milieux politiques basques se sont montrés plus mesurés que ceux de Madrid et ont évité de se laisser entraîner dans la même escalade verbale antifranciste. Même les secteurs extrémistes, comme la coalition Herri Batasuna, proche de l'EIA militante, ont gardé cette prudence pour des raisons différentes. Il est vrai qu'ils veulent éviter une polémique avec Paris, qui ne pourrait que compliquer la situation des sympathisants de l'EIA réfugiés au nord des Pyrénées.

Le gouvernement autonome basque de Vitoria (contrôlé par le PNV) n'a pas d'attribution en matière de pêche en haute mer et ne s'est donc pas vu directement impliqué dans cette affaire, pour lui délicate. Les ports de pêche de la côte basque sont l'un des fiefs traditionnels du PNV (largement majoritaire, notamment à Ondarroa), et les pêcheurs attendent de ce parti et du gouvernement basque qu'ils se fassent les porte-parole de leurs revendications auprès de Madrid.

A Vitoria, si l'on a condamné sans équivoque l'action de la marine française, on est loin d'appuyer toutes

les demandes des pêcheurs d'Ondarroa. Certes, le gouvernement basque partage leurs craintes de voir la pêche, particulièrement importante pour cette région, sacrifiée au profit de l'agriculture dans la négociation en cours sur l'adhésion de l'Espagne à la CEE. Mais on reconnaît en privé, à Vitoria, que la situation à Ondarroa est devenue insupportable, car la flotte de pêche n'a cessé d'y croître ces dernières années. Une réduction du nombre des bateaux est jugée indispensable, d'autant qu'un redéploiement vers de nouveaux lieux de pêche plus lointains apparaît impossible étant données les caractéristiques des chalutiers.

« Il faut cesser de considérer la pêche comme une simple activité extractive, affirme-t-on au gouvernement de Vitoria. La seule solution envisageable à Ondarroa consiste à affecter une partie de la population active à des tâches de transformation et de commercialisation du poisson. » On cite le précédent du port de Pasajes (près de la frontière française), qui se trouvait lui aussi, il y a quelques années, dans une situation difficile, mais qui a partiellement résolu sa reconversion grâce à l'installation d'entreprises de congélation et de conservation.

Le gouvernement de Vitoria avait soutenu par des crédits à taux d'intérêt réduits cette diversification d'activités entreprise par les armateurs de Pasajes eux-mêmes. Reste toutefois à convaincre ceux d'Ondarroa - plus hostiles aux innovations - de suivre la même voie. Seul le PNV est aujourd'hui en mesure d'influer sur les esprits. Mais il n'a pas la tâche facile dans une région où le langage de la nation n'est pas souvent écouté.

THIERRY MALINIAK.

L'ancien responsable de la lutte contre le terrorisme est inculpé

De notre correspondant

Madrid. - Le commissaire Manuel Ballesteros, principal responsable de la lutte antiterroriste à l'époque des gouvernements centristes, a été inculpé le lundi 26 mars par un tribunal de Saint-Sébastien, en relation avec l'affaire du Bar Hendaya, une fusillade dans un bar d'Hendaya en novembre 1980 revendiquée par le bataillon basque espagnol. M. Ballesteros, qui a été libéré sans libération conditionnelle, est accusé de refus de collaboration avec la justice pour n'avoir pas communiqué les noms des responsables de cet attentat qui, suivant le tribunal, il connaissait.

Le 23 novembre 1980, trois hommes, mitraillés au poing, faisaient irruption dans le Bar Hendaya, appartenant à un quartier fréquenté par des réfugiés basques, et tiraient sur les consommateurs, faisant deux morts et neuf blessés. Le commando gagnait la frontière toute proche et après avoir forcé le passage du côté français, était arrêté au poste espagnol. Les trois hommes étaient rapidement libérés après un coup de téléphone à Madrid, vraisemblablement au ministère de l'Intérieur. Survivant après plusieurs autres attentats revendiqués par le Bataillon basque espagnol, cette fusillade avait provoqué une vive tension entre la France et l'Espagne.

Suivant des informations parvenues ensuite dans la presse espagnole, les membres du commando, parmi lesquels les deux frères Perret, origi-

naires d'Afrique du Nord, étaient liés à FOAS. Le nom du commissaire Ballesteros, qui dirigeait alors la Brigade centrale d'investigation, fut rapidement cité en rapport avec cette affaire comme d'ailleurs en relation avec plusieurs autres (jugé à la même époque à Pau pour le meurtre d'un dirigeant de l'EIA, un militant d'extrême droite, M. Maxime Szonak, avait affirmé être en contact avec le chef de la Brigade d'investigation). Le commissaire fut cité à comparaître par la justice française en qualité de témoin, après la fusillade d'Hendaya, mais refusa de se présenter.

Ces différentes péripéties n'empêchèrent pas M. Ballesteros, personnalité controversée en Espagne même, d'être nommé chef du Commandement unique de la lutte antiterroriste. L'opposition, au Pays basque notamment, critiquait son passé dans la police franquiste qui rendait illusoire toute collaboration de la population locale dans la lutte contre l'EIA. Pour le gouvernement centriste, au contraire, seuls M. Ballesteros et son équipe disposaient d'un niveau d'information suffisant pour lutter efficacement contre le terrorisme. Après l'arrivée des socialistes au pouvoir, M. Ballesteros fut écarté, tout en se voyant attribuer un poste de « conseiller » au ministère de l'Intérieur, aux attributions mal définies.

Th. M.

RFA

Le départ à la retraite du général Kiessling Bons baisers de Mme Rogers...

Correspondance

Bonn. - Aucun n'avait manqué le rendez-vous : ni M. Manfred Wörner, le ministre de la Défense, ni le général Rogers, commandant en chef de l'OTAN, ni le général Altmann, inspecteur général de la Bundeswehr. Ils étaient tous là, comme si de rien n'était, pour fêter lundi 26 mars, à la caserne Ernst-Moritz-Arndt, près de Fribourg-en-Brisgau, le départ officiel de la retraite du général quatre étoiles Günther Kiessling.

Déchu, mis à la retraite anticipée, accusé d'homosexualité, puis réhabilité solennellement par le chancelier Kohl lui-même, le 1^{er} février dernier, l'ancien adjoint du général Rogers au quartier général de l'OTAN à Mons a quitté la scène, en grand uniforme, avec tous les honneurs dus à son rang et en prime un double baiser

de Mme Rogers elle-même. Au rythme des films, des tambours et des trompettes, étendards levés, près d'un millier d'hommes ont pris part à la traditionnelle cérémonie d'adieu de la Bundeswehr à ses chefs. Debout sur un petit tapis rouge, M. Wörner et le général Kiessling, visage fermé, ont prié côte à côte avant de se séparer pour de bon.

Pour l'ancien chef de bataillon des Panzergrenadiers, qui n'a pu cacher « un sentiment d'amer- tume » une page est définitivement tournée. Reste pour M. Wörner à comparaître une dernière fois jeudi devant la commission d'enquête parlementaire qui doit mettre cette semaine un point final à ses auditions sans avoir apparemment réussi à faire la lumière sur cette affaire.

H.B.

L'ATTENTAT CONTRE JEAN-PAUL II EN MAI 1981

Où l'on repart de la « filière bulgare »

Les tribulations de M. Sergueï Antonov, emprisonné, assigné à résidence chez lui pour raisons de santé, puis renvoyé dans sa cellule, laissent ouvertes toutes les questions sur l'existence d'une « filière bulgare » dans la tentative d'assassinat du pape Jean-Paul II. Le fonctionnaire de la Bal-lun Air à Rome, accusé par Ali Agca de complicité, attend que le juge Martella dépose ses conclusions et que le procureur décide s'il y a lieu ou non de poursuivre. Ce devrait être maintenant une question de semaines.

La journaliste américaine Claire Sterling n'a pas attendu que le juge d'instruction italien rende publiques ses conclusions pour proposer les résultats de sa propre enquête (1). Sa thèse est double : premièrement, Ali Agca a bien tenté de tuer Jean-Paul II pour le compte des services bulgares (et donc soviétiques) ; il n'est pas ce psychopathe isolé, fanatique musulman, membre d'une organisation turque d'extrême droite que l'on a décrit. C'est un mercenaire, un homme à tout faire au service de la mafia turque dont les liens avec la Bulgarie sont connus.

Deuxièmement, un autre « complot », fomenté celui-là par l'Occident pour étouffer l'affaire, se superpose au complot contre le pape. Personne n'a osé à l'éclatement d'une vérité gênante. L'explication en est surprenante, mais finalement crédible : « Si Moscou avait adopté une politique d'assassinat des dirigeants occidentaux, quelle politique occidentale pourrait être à la mesure de cette réalité ? Quels arrangements avec l'URSS pourrait-on envisager ? » demande Claire Sterling. En effet, même à une époque où la dé-tente n'est plus illusion, les relations internationales ne peuvent fonctionner sans un minimum de confiance. Les par-ties doivent respecter certaines règles du jeu, ou, plus exactement, il est indispensable que les Occidentaux fassent comme s'ils croyaient que les Soviétiques respectent ces règles.

La démonstration de Claire Sterling paraît convaincante. Les personnages et les faits s'entrelacent parfaitement dans un puzzle où il reste peu de blancs. Peut-être manque-t-il la contre-expertise, mais la journaliste américaine défend une thèse, elle n'instruit pas un procès.

Quelques éléments nouveaux viennent renforcer les présomptions. Ainsi s'est ouvert à Istanbul le procès de onze membres de la mafia turque accusés de complicité dans l'assassinat, en 1979, du journaliste de gauche Abdi İpekçi. Pour ce meurtre, Ali

Agca a déjà été condamné à mort par contumace. On affirmait alors qu'il avait agi seul pour des raisons idéologiques. L'enquête a été reprise, et il apparaît que İpekçi n'a pas été tué par un illuminé à cause de ses convictions mais parce qu'il s'apprêtait à publier dans son journal Milliyet une série sur la mafia. Abuzar Ugurlu, le « premier », est parmi les accusés. Ses dix coaccusés ont tous séjourné en Bulgarie, plaque tournante du trafic d'armes et de drogue pour la mafia turque. Un autre gros bonnet de cette organisation criminelle, Bekir Çelenk, mis en cause dans l'attentat contre Jean-Paul II, se cache en Bulgarie. Autre élément troublant : Omer Mersan, qui passe pour le bras droit de Ugurlu et qui aurait rencontré Agca à Sofia en 1980, est depuis le 30 décembre dernier en prison à Munich où il attend son extradition vers l'Italie, à la demande du juge Martella.

L'avertissement du pape à Brejnev

Pour confirmer l'intérêt politique que les dirigeants du Kremlin ont pu trouver à une élimination du pape polonais, Claire Sterling cite l'avertissement que Jean-Paul II aurait fait parvenir à Brejnev vers la fin de 1980 : si les Soviétiques étaient intervenus en Pologne contre Solidarnosc, le pape aurait regagné son pays. Devant une conférence épiscopale, le cardinal Wysinski y avait fait allusion, mais l'existence d'une lettre de Jean-Paul II à Brejnev n'a jamais été officiellement confirmée. Le professeur Szajkowski, un proche du défunt pape de Pologne, qui enseigne maintenant à l'université de Cardiff, a écrit à Claire Sterling : il affirme avoir lu le journal privé du cardinal dans lequel la lettre du pape au Kremlin et les circonstances dans lesquelles elle a été envoyée étaient longuement évoquées.

Ce n'est évidemment pas une preuve que le Kremlin a ordonné l'assassinat du souverain pontife, de même que l'inculpation officielle de M. Sergueï Antonov, voire sa condamnation, ne seraient pas la preuve irréfutable que les services bulgares et à fortiori le KGB ont trépidé dans l'affaire. Tous ces éléments, comme le livre de Claire Sterling, comme les conclusions du juge Martella quand elles seront rendues publiques, sont les pièces d'un dossier. Encore faut-il les connaître avant de juger.

DANIEL VERNET.

(1) Claire Sterling, *Le Temps des assassins*, Ed. Mazarine, 314 pages, 72 francs.

Pologne

Un appel pour la libération de l'écrivain Marek Nowakowski

Une vingtaine d'écrivains et d'intellectuels français ou domiciliés en France ont demandé aux autorités polonaises de « libérer dans les plus brefs délais » l'écrivain Marek Nowakowski, arrêté à Varsovie le 7 mars dernier. Marek Nowakowski est notamment l'auteur d'un rapport sur l'état de guerre, publié clandestinement en Pologne, et édité également à Paris, en polonais, et en français sous le titre de *Chroniques clandestines d'un pays en guerre*. Les signataires se déclarent « scandalisés » par son arrestation, et « déplorent de semblables mesures qui ne peuvent que nuire aux rela-

tions si anciennes et si fécondes entre les cultures polonaise et française ».

Cet appel est signé par André et Marie-Pierre Ray, Brygida Bryniewicz, Jean-Claude Braville, Pierre Deix, Pierre Emmanuel, Alain Finkielkraut, Michel Foucault, Pierre Gascar, Jean Guillemin, Eugène Ionesco, Constantin Lezinski, Raymond Las Vergas, Guy Le Clech, Armand et Lisa London, Claude Mauriac, Marek Rudnicki, Marcel Schneider, Dimitri Stolytine, Michel Tournier, René Taverrier, Valérie Vauriol, ainsi que par Jean Rosenthal, directeur des éditions Stock, et tous ses collaborateurs.

A TRAVERS LE MONDE

Afghanistan

● LE PAKISTAN REMET LE CORPS D'UN PILOTE. - Le corps d'un pilote afghan, le sous-lieutenant Mohammed Hashim, qui, selon l'agence de presse gouvernementale pakistanaise, s'est tué alors qu'il tentait de poser son appareil, le dimanche 25 mars, près de Quetta, capitale du Balouchistan, en dépit de mauvaises conditions atmosphériques, a été remis, lundi, aux autorités afghanes au poste frontalier de Chaman, et-on annonce officiellement sa libération. - (AFP.)

Bénelux

● LE BILAN DE L'INCENDIE DANS UN BIDONVILLE PRÈS DE SAO-PAULO. L'explosion de l'édifice de Ca-

batão, près de Sao-Paulo, le 25 février, a fait cinq cent huit morts, pour la plupart des enfants, et cent vingt-sept blessés, selon le rapport officiel remis le lundi 26 mars à la justice (*le Monde* du 28 février). Les enquêteurs ont estimé que la sécurité des installations pétrolières, qui traversaient le bidonville, était pratiquement nulle.

Grèce

● DÉMISSION DU MINISTRE DES FINANCES. - M. Yannis Pottakis, le ministre grec des finances, a donné sa démission et ses compétences échouent désormais à M. Gerassimos Arsenis, le ministre de l'économie nationale, a annoncé, lundi 26 mars, le chef du gouvernement, M. Papandréou. - (AFP, Reuters)



41 sports - 400 marques - Les prix bas toute l'année



LE SUPERMAGASIN
DES SPORTS.



LE 27 MARS,
OUVERTURE
D'UN NOUVEAU
SPARTY AU
KREMLIN-BICÊTRE

52, Avenue de Fontainebleau
Nationale 7, près de la porte d'Italie

Autres adresses: PARIS: 25, boulevard de
Belleville, 11^e - 110, boulevard Diderot, 12^e - BONDY:
105, avenue Gallieni, RN 3 - CHAMBOURCY:
Centre Commercial - CERGY-PONTOISE: Centre
Commercial des 3 Fontaines

DIPLOMATIE

LE VOYAGE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE AUX ÉTATS-UNIS

M. Mitterrand se déclare favorable à une « symbiose » entre l'université, la recherche et l'industrie

San-Francisco. — Il ne manquait au bonheur américain de M. François Mitterrand qu'une manifestation de foule. Il l'a rencontrée — mi-sympathique, mi-contestatrice — lundi 26 mars sur le campus de l'université de Berkeley, où un millier d'étudiants lui ont réservé un accueil bruyant — youyou à l'afrique, sifflets à roulette, slogans divers mêlés d'applaudissements — et, somme toute, bon enfant.

Il y avait là les homosexuels de la Berkeley's gay lesbian Union en colère, non pas contre M. Mitterrand, mais contre le gouverneur de Californie, M. Deukmejian, qui accompagnait le président français. M. Deukmejian a eu la mauvaise idée de s'opposer à une loi destinée à supprimer toute discrimination sexuelle dans la recherche d'un emploi.

Eparpillés parmi les gays, des manifestants pacifistes hostiles à la politique nucléaire de la France et des États-Unis, des étudiants pro-islamiques (« Vive la République islamique »), des libertaires qui distribuaient un tract dénonçant le chef de l'État français comme « chef de file du capitalisme » dans son pays et d'une politique qualifiée de « libéralisme réchauffé ». « Mitterrand, lisait-on, est aussi socialiste que le marché des changes ».

M. Mitterrand a apprécié comme il convenait : « Très vivant et très sympathique », a-t-il dit, après avoir serré les mains, dans la foule, au hasard, en évitant autant que possible, les contestataires.

De notre envoyé spécial

Dans l'auditorium de l'université, le chef de l'État a remarqué : « La liaison université-économie est l'une des clés de notre réussite. Pour nous, c'est un de nos objectifs actuels. » Un accord a été signé au cours de la journée entre l'université de Californie, six universités et onze grandes écoles françaises. Cet accord prévoit l'échange de trente étudiants chaque année et une meilleure communication en matière de recherche, la définition de programmes de recherches prioritaires communs, ainsi que, à terme, la « coproduction » de résultats scientifiques (Le Monde du 27 mars).

L'après-midi, le chef de l'État s'est rendu à l'université Stanford qui a joué un rôle moteur dans le développement de la Silicon Valley, région industrielle de la baie de San-Francisco, spécialisée dans l'électronique et les biotechnologies.

M. Mitterrand, qui M^{me} Edith Cresson, ministre du commerce extérieur, avait rejoint, a participé à un débat avec des universitaires, chercheurs, chefs d'entreprise, représentants du « venture capital » (capital à risques) qui investissent dans la haute technologie.

La discussion a permis à M. Mitterrand d'obtenir la confirmation du long chemin qui reste à parcourir pour que la France se hisse au niveau des Grands en matière d'application industrielle de la recherche et de l'électronique, dont son entourage considère qu'elle peut être un élément essentiel d'une stratégie visant à sortir de la crise. L'un de ses interlocuteurs lui a fait remarquer qu'un étudiant français, qui sort de l'université, n'a pas l'idée ou la possibilité de créer sa propre société.

M. Feigenbaum estime, pour sa part, que les Français sont « trop théoriciens », que leurs universités n'utilisent pas suffisamment l'ordinateur. « Nous en avons dans un ordre nouveau de l'informatique, a-t-il ajouté. Non plus celle des machines qui calculent, mais celle des machines qui raisonnent et qui apprennent. Ceux qui auront ces machines disposeront d'un ascendant politique et culturel sur les autres. (...) » « Notre pays aborde cette phase avec du retard, a admis M. Mitterrand. C'est pourquoi nous faisons un effort considérable. Nous avons fait l'impasse sur toute une période,

Il nous faut rattraper au bon moment. » Le chef de l'État a remarqué : « On ne sait pas assez ce que nous faisons en France. Nous ne sommes pas de très bons commerçants, de très bons publicitaires. »

Un représentant du « venture capital » a vanté les mérites des facilités fiscales accordées dans son pays à ce type d'investissements et précisé que, aux États-Unis, on conseille aux financiers qui veulent investir en Europe de le faire dans l'ordre de préférence en Allemagne, en Grande-Bretagne, puis, loin derrière, en France, où les formalités de création d'entreprises sont, à son avis, trop lourdes et trop compliquées.

De cet exercice de confrontation publique avec des chercheurs, industriels, financiers américains, originaux pour un chef d'État, et de ses visites à Berkeley et à Stanford, M. Mitterrand a tiré une confirmation : la symbiose entre l'université, la recherche et l'industrie représente « ce qu'il convient de faire ailleurs ». Il lui apparaît nécessaire de faire en sorte que le capital à risques « joue sa chance » et dispose donc « d'un certain nombre de facilités ». Volonté que l'un de ses conseillers traduit plus abrégiement : « Plus on réduit l'impôt sur le gain du capital réalisé à partir des nouvelles technologies, plus on encourage l'investissement dans ce secteur, et plus on a de chance que ce secteur se développe. » Il faut récompenser financièrement, ajoute ce conseiller, la prise de risques, la création d'entreprises stables sur des technologies nouvelles. Des incitations fiscales ont été mises en œuvre. D'autres vont suivre.

M. Mitterrand a été l'hôte à dîner du World Affairs Council (hommes d'affaires, industriels, banquiers) et du Commonwealth Club de San-Francisco. Il devait quitter San-Francisco mardi matin pour Peoria (Illinois), où il visitera la ferme de M. John Block, secrétaire à l'Agriculture, puis pour Pittsburgh, où il prononcera un discours à l'université de Carnegie-Mellon qui fut la première à harmoniser des formations en sciences humaines et en technologie. M. Mitterrand devait arriver mardi soir à New-York, où son voyage aux États-Unis s'achèvera mercredi soir, après des entretiens avec des hommes d'affaires.

JEAN-YVES LHOMEAU.

LES MINISTRES COMMUNISTES NE SONT PAS PLUS BÊTES QUE LES AUTRES...

(De notre envoyé spécial.)

Au terme du banquet offert à M. Mitterrand par le World Affairs Council de San-Francisco, M^{me} Shirley Temple, ancien chef du protocole du président Ford, a été chargée de rapporter les questions posées par écrit dans la salle. L'une de ces questions concernait la présence de ministres communistes au gouvernement et leur capacité d'adhésion à la politique de la France en faveur des technologies nouvelles. M. Mitterrand a répondu : « Ils ne sont pas plus bêtes que les autres. Les quatre ministres communistes du gouvernement sont allés à l'école. Ils ont réfléchi. Leur QI est comparable à la moyenne de cette assemblée. Cela étonne qu'il y ait des ministres communistes dans le gouvernement français ? Voilà la réalité : si j'ai formé un gouvernement avec quatre ministres communistes sur une quarantaine, c'est parce que j'ai voulu, par rapport à un combat politique mené depuis longtemps, associer toutes les familles du mouvement populaire que j'ai cherché à créer, à développer, puis à faire triompher, afin de réaliser des objectifs surtout sociaux qui avaient été négligés. Quand on est membre d'un gouvernement, on n'est plus le représentant d'un parti en France (...) le gouvernement doit former un tout (...) je ne le regrette pas. Je pense que, sur le plan de la politique étrangère, les choix que j'ai faits recueillent une adhésion beaucoup plus large. Ils sont proches des vôtres (...) si j'avais à m'expliquer sur ce sujet, je le ferais dans mon pays, pas ailleurs. »

J.-L. L.

● RECTIFICATIF. — Dans l'article publié dans le Monde daté du 27 mars, page 4, concernant un accord entre des universités françaises et américaines, il fallait lire : CUNY (City University of New York) et non NYU.

Le contentieux agricole entre Washington et la CEE reste vif malgré les perspectives de détente

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — Le contentieux agricole est une donnée permanente des relations entre la CEE et les États-Unis. Les accalmies succèdent aux périodes de tension. La dernière coïncide avec l'arrivée de M. Reagan à la Maison Blanche. Confronté à des excédents importants — qui ont entraîné le financement en 1982 d'un programme coûteux de réduction des surfaces cultivées — le gouvernement américain a rendu en partie responsable le Marché commun des difficultés de l'agriculture américaine.

Dès 1981, Washington lançait auprès des instances du GATT une série de plaintes contre les subventions aux exportations — ou restitutions — (farine et pâtes), les aides aux industries de transformation (pêche, pois, raisins secs) et autres avantages tarifaires consentis par les Dix aux pays en développement riverains de la Méditerranée (agrumes). Ces différents recours n'ont en rien éclairci la situation, puisque les règles de fonctionnement de la politique agricole commune (PAC) sont autorisées par l'arrangement international sur le commerce.

L'administration républicaine a également poussé son offensive au niveau diplomatique. À la réunion ministérielle du GATT de novembre 1982, la délégation américaine exerça une forte pression sur les Dix afin qu'ils prennent l'engagement d'éliminer progressivement les restitutions. Devant le refus de la Communauté, les États-Unis ont alors souhaité l'ouverture de discussions avec la Commission européenne, dans le but d'évaluer l'ampleur du différend.

La tension était tombée d'un cran lorsque, au début de 1983, les Américains concluaient avec l'Égypte, débouché traditionnel des ventes européennes, un contrat portant sur la livraison de 1 million de tonnes de farine à un prix inférieur au cours mondial. Quelques mois plus tard, l'opération était renouvelée avec Le Caire pour la fourniture, cette fois, de 240 000 tonnes de produits laitiers (beurre et fromage). Les exportateurs américains ont également pris pied au Maroc, autre marché traditionnel des Dix dans le secteur des céréales, grâce à des crédits

avantageux consentis par les autorités fédérales.

Après les protestations — de pure forme — des instances communautaires, les relations agricoles entre la CEE et les États-Unis ont connu une période de calme. Jusqu'à ce que les Dix s'attaquent réellement aux excédents laitiers de la PAC. Pour mieux faire admettre la réduction de la production de lait, la Commission, appuyée par la France et l'Italie, a proposé la perception d'une taxe à la consommation des matières grasses végétales, conformément aux règles du GATT — parce qu'elle ne serait pas discriminatoire entre les produits fabriqués ou importés dans la CEE. Le prélèvement envisagé à tout de même provoqué un tollé chez la puissante association américaine de producteurs de soja. De leur côté, le Danemark, le Royaume-Uni, les Pays-Bas et l'Allemagne fédérale ont tellement opposé à cette opération qu'il paraît peu probable que les Dix aboutissent finalement à un accord.

L'autre sujet d'irritation pour Washington est la volonté des Dix membres de stabiliser les importations de produits de substitution aux céréales (PSC). Conçu comme un facteur important de la maîtrise de la production laitière, le projet est d'ouvrir des négociations au GATT afin de déterminer les compensations commerciales à accorder aux pays fournisseurs.

Le climat est plutôt à la détente, d'autant que les États-Unis ont un excédent commercial substantiel dans le secteur agricole avec la CEE (entre 6 et 7 milliards de dollars). Reste que les Américains sont toujours prêts à déclencher l'offensive, surtout en année électorale. Récemment, les vétéranes californiennes ont déposé une plainte, repoussée par la Commission fédérale sur le commerce (ITC), contre les importations de vin en provenance de France et d'Italie. Il ne faut pas oublier enfin la détermination des États-Unis de faire participer l'Europe aux mesures d'embargo contre l'Irak, après l'invasion de l'Afghanistan. La CEE a été ainsi privée pendant plusieurs années du marché soviétique pour ses exportations de beurre.

MARCEL SCOTTO.

RUN
IBM
DOS
BIT
ROM
CPM
BUG
TRI
RAM
BUS
DMA
OPC

Voici OPC, le magazine des utilisateurs d'ordinateurs personnels IBM PC et compatibles... et dans le cas du PC, des compatibles il y en a beaucoup, des vrais et des faux. C'est d'ailleurs un sujet fort du numéro un d'OPC.

Ainsi pour profiter pleinement du phénomène IBM PC, lisez OPC. Édité par le 1^{er} groupe mondial de presse informatique, OPC c'est vraiment le magazine efficace pour l'utilisateur.



PROCHE-ORIENT

CINQ ANS APRÈS LA SIGNATURE DU TRAITÉ

L'Égypte et Israël s'engagent dans la voie d'une « paix glaciale »

Les Israéliens ont célébré le 26 mars, sans avertissement, le cinquième anniversaire de la paix conclue entre Jérusalem et Le Caire. Lors d'une rencontre avec des journalistes, notre correspondant, M. David Kimche, directeur général du ministère israélien des affaires étrangères, a

déclaré : « De nombreuses personnes en Égypte tentent de saboter l'œuvre du président Sadate par le biais de viciés articles de presse. » La plupart des quarante-cinq accords, conclus entre les deux pays dans divers domaines, n'ont pas été mis en œuvre.

Correspondance

Israël de M. Chafai Abdel Hamid, adjoint du ministre égyptien des affaires étrangères, en décembre dernier, sous toutes réserves infructueuses. La seule visite qui ait eu un résultat « satisfaisant » a été celle du ministre israélien de l'énergie, M. Yizhak Mordechai, en août 1983, puisqu'elle a permis de reconduire l'accord pétrolier en vertu duquel l'Égypte vend à Israël pour 400 millions de dollars de brut du Sinaï.

En fait, ce sont les signes de détérioration des relations qui ont été les plus importants sinon les plus spectaculaires. La visite du chef de l'O.L.P., M. Yasser Arafat, en décembre 1983, qui a marqué l'aboutissement du rapprochement progressif entre Le Caire et le chef de la centrale palestinienne, a provoqué de vives protestations de Tel-Aviv, auxquelles l'Égypte a opposé une fin de non-recours.

Divers incidents

D'autre part, le rapprochement croissant entre l'Égypte et plusieurs pays arabes (Irak, Maroc, Jordanie) et sa réintégration à l'Organisation de la conférence islamique n'ont pas été pour calmer les appréhensions israéliennes de voir le traité de paix sacrifié sur l'autel de la Ligue arabe.

M. Boutros Ghali répondait cependant aux inquiétudes israéliennes en déclarant, récemment, que l'Égypte « n'était pas pressée de réintégrer la Ligue » — et que, en tout

état de cause, « elle ne le ferait pas au détriment du traité de paix ».

D'autres incidents, moins spectaculaires, ont eu un impact important en Égypte. En décembre 1983, les diplomates égyptiens en poste à Tel-Aviv se plaignaient d'être victimes d'actes de malveillance. Une semaine plus tard, la presse égyptienne menait une violente campagne anti-israélienne après le décès d'un citoyen égyptien dans des conditions suspectes dans une prison israélienne. L'hebdomadaire officiel Al Mousawwar écrivait alors : « Si cela ne tenait qu'à l'opinion publique égyptienne, l'ambassadeur israélien aurait été expulsé depuis le 5 juin 1982, dès le début de l'invasion du Liban par les forces de l'État hébreu. »

Autre signe d'hostilité des intellectuels égyptiens à l'égard d'Israël : à l'occasion du quatrième anniversaire, l'inauguration de l'ambassade de Tel-Aviv au Caire, l'ordre des avocats brûlait en février dernier un drapeau israélien pour marquer son refus de la présence de l'ambassade de l'État hébreu.

Enfin, l'humoriste égyptien Salah Jahin s'attaquait férocement à l'État hébreu dans un recueil de poèmes publiés au Caire (1) : « Un cocktail d'ambassade... Arrive l'invité israélien... Chaussures aux pieds, il grince sur le buffet, pète les mets nationaux et se conduit comme s'il était aux latrines... »

ALEXANDRE BUCCIANTI.

(1) Mémoires de septembre, Éditions Méditerranée.

L'ONU accuse l'Irak d'avoir utilisé des armes chimiques contre l'Iran

(Suite de la première page.)

Selon le rapport, les bombes inspectées étaient toutes semblables ; longues de 2,26 mètres, d'un poids total de 135 kilos, elles se présentaient extérieurement dans une enveloppe verdâtre, sans marque distinctive, à l'exception du code (BR 250 WP). Toutefois, au démontage, les experts ont noté que les détonateurs portaient l'inscription suivante, en espagnol : « Pour délai d'explosion inférieur à six secondes, enlever la vis. Voyant rouge : danger. ESPMU-09, lot 83. 01. » Ce détail a immédiatement fait naître de nouvelles spéculations sur l'origine de ces bombes, quoique, selon les spécialistes des questions irakiennes, Bagdad soit en mesure de fabriquer de telles armes.

SIX DES AUTEURS DES TENTATIVES DE KOWEIT CONDAMNÉS À MORT

Koweït, (AFP). — La Cour de shari'ah de l'État de Koweït a prononcé, ce mardi matin 27 mars, six condamnations à mort, dont trois par contumace, dans le procès des vingt-cinq personnes accusées d'avoir commis les attentats à la bombe du 12 décembre dernier.

Les trois condamnés à mort présents au procès sont deux Irakiens — Badar Ibrahim Abdel Raza, considéré comme le principal organisateur, et Hameed Qassem Hassan — et un Libanais, Elias Fouad Saad, spécialiste en explosifs.

La Cour, qui a rendu son verdict en séance publique, a par ailleurs prononcé sept condamnations à la prison à vie, cinq à des peines de prison de quinze ans et deux à des peines de cinq ans de prison. Cinq des accusés ont été acquittés.

Les attentats du 12 décembre, réalisés à l'aide de canons ou de roquettes piégés, étaient dirigés contre les ambassades des États-Unis et de France, le tour de contrôle de l'aéroport de Koweït, des bâtiments officiels et des installations pétrolières. Ils avaient fait six morts (dont l'auteur de l'attentat contre l'ambassade américaine) et quatre-vingt-six blessés.

L'examen des victimes a confirmé, selon le rapport, les résultats des tests sur les agents chimiques. Sur les quelque quarante personnes examinées, « trente-deux présentaient un ensemble cohérent de signes cliniques », dont les manifestations ont commencé par divers troubles oculaires, suivis de lésions cutanées s'étendant parfois sur presque tout le corps, ainsi que des troubles respiratoires allant jusqu'à la broncho-pneumonie. « Les résultats des examens cliniques et des analyses, ont noté les experts, cadrent parfaitement avec les descriptions des lésions causées par des substances vésicantes ».

Les diplomates irakiens à l'ONU n'ont pas voulu commenter les conclusions de ce rapport, transmis aux quinze membres du Conseil de sécurité. On ignore encore si ceux-ci vont maintenant s'emparer de ce dossier et condamner l'Irak. Il est douteux, en tout cas, que Téhéran prenne l'initiative en saisissant le Conseil. Le représentant de l'Irak à l'ONU a déclaré ce mardi qu'une condamnation de l'Irak ne garantirait pas que ce pays n'aurait pas, à nouveau, recours à de telles armes. (Interim.)

UN DIPLOMATE FRANÇAIS GRÈVEMENT BLESSÉ À BEYROUTH

Beyrouth (AFP). — Un diplomate français, M. Sauveur Ghizon, a été grièvement blessé par balles, ce mardi matin 27 mars, à Beyrouth, alors qu'il se rendait à l'ambassade de France, en plein centre de Beyrouth-Ouest, apprend-on auprès de l'ambassade. M. Ghizon, qui était secrétaire général des services culturels français, a été atteint de quatre balles et souffre d'une hémorragie interne, précise-t-on de même source. Il a été transporté à l'Hôpital américain, et son état est jugé critique.

Le Monde

Une hist

Page 2 Cast

TK-matic non-stop le premier porte-mine au monde à avance de la mine entièrement automatique

Le Monde politique

UN LIVRE D'ERIC ROUSSEL

Une histoire de la République pompidolienne

Des trois anciens présidents de la V^e République la gauche est tentée de choisir Georges Pompidou, du moins de faire preuve à son égard d'une certaine compréhension. Valéry Giscard d'Estaing, l'adversaire battu, est trop proche et encore trop présent pour qu'on puisse lui reconnaître le moindre mérite. De Gaulle, l'ennemi familial depuis le 13 mai 1958, y a un quart de siècle, est trop grand depuis qu'il est entré dans le panthéon commun pour que l'on reprenne contre sa mémoire des polémiques surannées. Georges Pompidou, entre les deux, est celui en qui les Français se reconnaissent le plus volontiers. Le pouvoir actuel, ne pouvant ni ne voulant briser le miroir du peuple, préfère ménager, parfois flatter, le souvenir de l'ancien député du Cantal. Il arrive même qu'on souhaite continuer son action en retrouvant une grande politique industrielle, en poursuivant l'œuvre de statues d'hommes illustres, en laissant sa moderne trace au Louvre comme naguère à Beaubourg.

Sous la V^e République, le chef de l'Etat est un personnage à la fois fragile et puissant, solitaire et public, maître de lui et tributaire des autres. Son ambivalence est permanente. Si de Gaulle a incarné à la fois l'être et le paraître, si Giscard d'Estaing a surtout mis en avant le paraître, Georges Pompidou a spontanément

préféré l'être. Sans le dire expressément, Eric Roussel le démontre dans sa vaste biographie lorsqu'il rappelle ce que disait l'ancien président en 1969 : « Je souhaiterais que les historiens n'aient pas trop de choses à dire sur mon mandat. Que mon nom soit mentionné ou ne le soit pas n'est pas très important. Ce qui compte, c'est que mon mandat soit pour la France une période de sécurité et de prospérité, de bonheur et de dignité ».

Avec le recul du temps, en ce dixième anniversaire de la mort de l'ancien chef de l'Etat, on peut constater que ce vœu sage mais assez modeste a été en partie exaucé. Il y manquait, il est vrai, les ambitions gaulliennes d'autorité, de puissance, de grandeur. L'auteur de ce nouveau Pompidou n'a pas connu son héros, mais il a interrogé beaucoup de ceux qui l'ont approché et a tout lu sur lui. Il trace donc un portrait appliqué mais conventionnel de ce personnage plus dense et complexe qu'il n'en paraît.

La nomination attirée par les républicains antifascistes dans sa jeunesse, devenu un professeur de lettres plus esthète que militant, plus séduit par la culture que par la politique, n'hésite pas, en 1944, à frapper à la porte du cabinet de de Gaulle, bien qu'il n'ait aucun titre de résistance. Homme d'ordre, respectueux des institutions établies, il montre ainsi qu'il sait également saisir les opportunités et, au besoin, forcer le destin. Eric Roussel souligne ce trait que Georges Pompidou illustrera plus tard en de décisives occasions.

Sa deuxième vie commence alors, dans laquelle les séjours au Conseil d'Etat ou à la banque Rothschild ne seront que des entrées d'une longue fidélité à de Gaulle, et dont la rupture ne lui incombe pas. Et pourtant, en 1958, il ne participe à aucun des « complots » pour ramener le général au pouvoir, car il ne croit pas à l'effondrement prochain de la IV^e République. De Gaulle lui confirme la confiance posée pendant la « traversée du désert » en le choisissant comme son directeur de cabinet. Toutefois, à deux reprises, en 1959 et en 1961, il refuse le portefeuille des finances, car, dit-il à plusieurs témoins, le seul poste qui l'intéresserait serait celui de premier ministre. Ce qui se produit effectivement en 1962.

Premier non-parlementaire à diriger un gouvernement, Georges Pompidou inaugure non sans mal ses nouvelles fonctions. Malgré la fin de la guerre d'Algérie, il n'obtient pas le concours des radicaux, perd celui du MRP et ne récupère pas les socialistes. L'ouverture au centre échoue, et c'est une défaite personnelle pour le premier ministre. De plus, à l'opposition ouverte de la gauche s'ajoute épisodiquement la foudre des indépendants qui ne sont pas encore « giscardiens ». A revivre les années « pompidoliennes », qui laissent aujourd'hui un souvenir plutôt sévère et flateur, on se remémore la diversité et la gravité des épreuves traversées, qui montrent que l'homme de Matignon n'était dénué ni de sang-froid ni d'intelligence politique. La fin de la guerre d'Algérie, l'FOAS, la réforme de la Constitution, la dissolution de l'Assemblée, les progrès de l'inflation, la grève des mineurs, les rebondissements de l'affaire Ben Barko, la colère paysanne, la révolte des étudiants, jalonneront, entre autres, les quatre années qui précèdent mai 68.

Tout à fait loyal envers de Gaulle, le premier ministre fait cependant montre d'une grande prudence. Si, comme le suggère Eric Roussel, il fut hostile au référendum de 1962, rien ne le prouve formellement. Peu à peu, laissant à de Gaulle le monopole des affaires de la France, Georges Pompidou se façonne un domaine propre, celui des problèmes des Français. Concrètement, cela donnera une politique dynamique d'industrialisation et d'aménagement du territoire accompagnée de quelques réformes sociales comme l'intéressement et la mensualisation. Sa doctrine combine de façon empirique libéralisme et intervention à l'Etat. Mais les entraves viennent de désaccords de plus en plus fréquents avec le ministre des finances, M. Giscard d'Estaing, qui traite directement avec de Gaulle par-dessus son premier ministre. La brouille était inévitable devant l'ambition et l'aveuglement de l'ambition et l'aveuglement.

Une ténébreuse affaire

Quand Georges Pompidou a-t-il envisagé d'avoir un « destin national » ? L'auteur laisse entendre que l'affaire Markovic, en 1969, a servi de révélateur à cette aspiration cachée. Reprochant à de Gaulle de ne pas l'avoir défendu assez vite et assez fort contre la calomnie, Pompidou aurait résolu de « déstabiliser » le chef de l'Etat pour lui succéder plus rapidement. Cette thèse fait peu de cas du fait que, dès 1964, la classe politique voyait dans le premier ministre le dauphin naturel, surtout lorsqu'il s'est dressé face au concurrent potentiel qu'était M. François Mitterrand, qu'il qualifiait de « petit bourgeois ». C'est oublier aussi que, en 1965, il était déjà prêt à briser l'Elysée et qu'il en avait même averti M. Valéry Giscard d'Estaing avant que de Gaulle ne se décide. D'ailleurs, bien avant 1969, Georges Pompidou avait tout fait pour écarter le concurrent qu'il présentait dans « ce jeune homme aux épaules étroites et aux dents longues » qu'était son ministre des finances.

Cependant, l'affaire Markovic, bâtie sur un fait divers, apparaît bien comme une sorte de machine à vapeur lancée par le premier ministre. L'homme qui a tenu bon en mai 68 et dans laquelle tous ses adversaires ont trouvé leur « regret », comme aurait pu dire de Gaulle, Georges Pompidou soupçonne tout à la fois le gaullisme de gauche et le gaullisme de droite. Louis Vallois, qui le poursuit d'une barge méchante, et M. Maurice Couve de Murville, qui lui a succédé à Matignon, et il se demande même si des ficelles ne sont pas tirées par les services secrets de l'Etat. Ces deux courants, le gaullisme de gauche et le gaullisme de droite, les bases sur des témoignages anonymes ou contestés, provoquent déjà des démentis. Georges Pompidou a-t-il vraiment dit qu'il « tiendrait de ses propres mains » M. Couve de Murville ?

Devenu président de la République en juin 1969, Georges Pompidou réalise sans peine l'ouverture politique vers le centre qu'il n'avait pas réussie comme premier ministre. Mais, alors que beaucoup de notables pensent que c'est le nouveau président et un chef de gouvernement comme M. Chaban-Delemas, la réalité du pouvoir revient à Matignon, la réalité du « quinquennat » pompidolien prouvera le contraire. Le nouveau président remplace en effet le caractère de son prédécesseur par une intervention plus directe sur la conduite des affaires du gouvernement, surtout après la période du cabinet Chaban-Delemas, équivoque quant à l'équilibre des pouvoirs. Il accorde ainsi l'interprétation présidentielle des institutions que ses successeurs développeront encore.

Toutefois, il ne recueille pas, avec le référendum de 1972 sur l'élargissement du Marché commun, le succès d'autorité et le rajustement de sa légitimité qu'il escomptait. Son succès arithmétique est en réalité un échec politique. Ce « coup » a été mal joué. La même année, le remplacement du premier ministre par M. Pierre Messmer marque surtout la volonté de s'émanciper du clan des « barons » du gaullisme qui ont toujours inconsciemment vu en lui une sorte de parricide. La tutelle de l'Elysée s'accroît sur le gouvernement, et Matignon tout entier entre, selon les jours, dans le domaine réservé du chef de l'Etat.

Cependant, dès la fin de 1972, les premières atteintes de la maladie de Waldenström qui l'emportera le

2 avril 1974 se font sentir. Malgré cela, le résultat des élections législatives de 1973, qui enregistrent un recul des gaullistes, incite Georges Pompidou à se représenter en 1976 pour faire barrage à M. François Mitterrand, qui a, dit-il, « une capacité de rebondissement étonnante ». Il met donc en chantier une réforme pour réduire le mandat présidentiel à cinq ans. Mais en écartant certains gaullistes du gouvernement pour faire place aux « giscardiens », toujours son souci d'élargissement - Georges Pompidou fait en réalité le lit des adversaires de l'UDR qui, d'ailleurs, s'en rend bien compte et le paiera en 1974 de la porte du pouvoir suprême.

Cette histoire de la République pompidolienne, résultat d'une studieuse compilation faite par un spectateur extérieur, apporte guère d'éléments inédits, de révélations ou d'explications originales pour la compréhension d'une période dont les éléments essentiels sont assez bien connus mais dont beaucoup de zones d'ombre ne sont pas encore dissipées. Ce survol respectueux à la mémoire de l'ancien président de la V^e République.

ANDRÉ PASSERON.

* GEORGES POMPIDOU, par Eric Roussel. J.-C. Lattès éditeur, 562 pages, 119 francs.

Une exposition à l'Hôtel de Ville de Paris

M. François Mitterrand inaugure, jeudi matin 5 avril, en la salle Saint-Jean de l'Hôtel de Ville de Paris une exposition consacrée à Georges Pompidou. « Un homme, un président ».

Due à l'initiative de M. Jacques Chirac et patronnée par un comité présidé par M. Edouard Balladur, dernier secrétaire général de l'Elysée en 1974, cette exposition sera ouverte au public du 6 avril au 6 mai. Elle sera ensuite transférée dans de nombreuses villes de province.

Plusieurs documents inédits seront exposés, tels que photos, notes de jeunesse, livres personnels, lettres du général de Gaulle, ainsi que des œuvres acquises par l'Etat à l'initiative de Georges Pompidou et dues à Kandinsky, Nicolas de Stael et Fautrier, de même que le Salon Agam, qui avait été installé à l'Elysée.

L'exposition s'organise autour de plusieurs thèmes : le progrès économique, la culture, l'Europe, les relations Est-Ouest, dans le but de montrer « le mélange de tradition et de modernité qui incarne l'ancien président de la République », selon les organisateurs de cette manifestation, dont le secrétaire général est M. Denis Baudouin.

• A l'occasion du dixième anniversaire de la mort de Georges Pompidou, survenue le 2 avril 1974, la librairie Flammarion réédite les œuvres de l'ancien président. Entreprises et discours (édition 1975), le Haras gaulois (avril 1974), et Pour rétablir une vérité (œuvres posthumes publiées en 1982).

CAPEL. Le choix le plus large pour les plus longs.

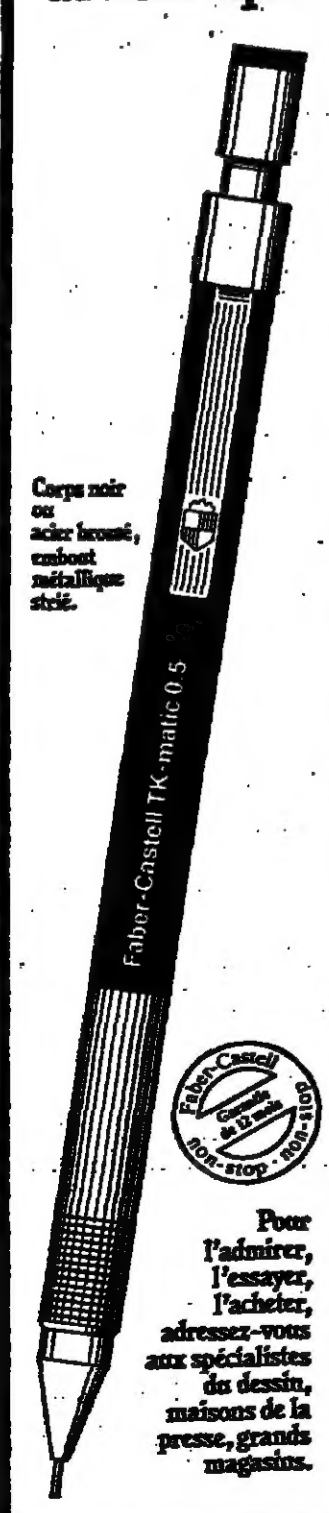
CAPEL prêt-à-porter hommes grands hommes forts • 74, boulevard de Sébastopol Paris 3 • 26, boulevard Malesherbes Paris 8 • Centre Com. Maine-Montparnasse Paris 15

SCIENCES-PO
préparations d'été ou annuelles sur place, et par correspondance
27, rue Ch.-Lafitte, 92 Neuilly
754.00.10 enseignement supérieur privé

PHOTOCOPIE COULEUR
SUR PAPIER ORDINAIRE / PAPIER PHOTO - RÉDUCTION / AGRANDISSEMENT
75, RUE BAYEN 75017 PARIS - TEL. 572.41.46+

Faber-Castell

TK-matic non-stop
le premier porte-mine au monde à avance de la mine entièrement automatique



Corps noir ou acier brossé, capot métallique strié.

Pour l'admirer, l'essayer, l'acheter, adressez-vous aux spécialistes du dessin, maisons de la presse, grands magasins.

ISTH
Institut des Sciences et Techniques Industrielles
SCIENCES-PO
PRÉPARATIONS INTENSIVES DE VACANCES
Méthodes A.P.
Entrée gratuite au Centre Com.
ANTENNE : 74, boulevard de Sébastopol Paris 3
TOLBIAC : 26, boulevard Malesherbes Paris 8
Centre Com. Maine-Montparnasse Paris 15

CAPEL
libère l'homme fort.
CAPEL prêt-à-porter hommes grands hommes forts • 74, boulevard de Sébastopol Paris 3 • 26, boulevard Malesherbes Paris 8 • Centre Com. Maine-Montparnasse Paris 15

adidas K WAY SKIS SHINASTAR
BABA 300 BARCLAY MAILLOT WITTY YAMAHA
TRAFFEL lacroix PUMA
SPARTY
le coq sportif ATOMIE Wilson Lapla
NORDICA prince daniel hechter NIKE
DYNAMIC LEJEUNE DONNAY
SPARTY
PATRICK ROSSIGNOL Tiger
new balance VS KA
MITCHELL HEAD LACOSTE
Gauthier G DUNLOP SPORTS
SPARTY
Ispetto ARSCHER Jantzen
lafuma RAC
spring court killy LOOK
SPARTY
le coq sportif ATOMIE Wilson Lapla
NORDICA prince daniel hechter NIKE
DYNAMIC LEJEUNE DONNAY
SPARTY
41 sports - 400 marques - Les prix bas toute l'année
LE SUPERMAGASIN DES SPORTS.
SPARTY
GROUPE DARTY
LE 27 MARS, OUVERTURE D'UN NOUVEAU SPARTY AU KREMLIN-BICÊTRE
52, Avenue de Fontainebleau
Nationale 7, près de la porte d'Italie
Autres adresses : PARIS : 25, boulevard de Belleville, 11^e - 110, boulevard Diderot, 12^e - BONDY : 105, avenue Gallieni, RN 3 - CHAMBOURCY : Centre Commercial - CERGY-PONTOISE : Centre Commercial des 3-Fontaines

POLITIQUE

LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS EUROPÉENNES

L'UDF et le RPR s'organisent

M. Simone Veil, tête de liste d'union de l'opposition aux élections européennes, et M. Bernard Pons, secrétaire général du RPR, ont, mardi 27 mars, occupé les mêmes locaux durant toute la durée de la campagne, dans un immeuble de six étages au 225, rue Saint-Honoré à Paris.

M. Paul Cousseau, directeur de la campagne, sera secondé par M. Yves Fromion, sous-préfet. Un comité politique de six représentants de chaque parti a été désigné. Il comprend, pour l'UDF, MM. Didier Bariani (rad.), Jacques Blanc (PR), Adolphe Chauvin, président de l'intergroupe UDF du Sénat, Jean-Pierre Fourcade, sénateur RI, Jean-Claude Gaudin, président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, et Pierre Méhaignerie, président du CDS. En font partie, pour le RPR, MM. Bernard Pons, Claude Labbé, président du groupe RPR de l'Assemblée nationale, Christian de la Malène, président du groupe DEP à Strasbourg, Charles Pasqua, président du groupe RPR du Sénat, Jacques Chartron, député national aux élections et Michel Péricard, député des Yvelines, chargé plus directement de secondar M. Pons.

Un comité opérationnel de coordination a lui aussi été constitué. Il comprend, pour l'UDF, MM. Jac-

ques Blanc, Yves Galland, secrétaire général du Parti radical, et André Santini, député national de l'UDF; pour le RPR, MM. Jacques Chartron, Elie Crespi, conseiller en communication, et Alain Marleix, chargé des fédérations.

UNE LISTE DES GAULLISTES DE GAUCHE

M. Jean-Louis Delcourt, secrétaire général du Mouvement gaulliste populaire, a annoncé le lundi 26 mars que le conseil national de son mouvement avait, le samedi 24 mars, décidé de présenter une liste aux prochaines élections européennes.

Ceux qui se veulent les héritiers des gaullistes de gauche affirment que la pensée gaulliste n'est pas pour l'instant présente dans la campagne puisque le RPR « a opéré un virage à 180 degrés sur ses thèmes de 1979 » et s'est allié avec les centristes. Aussi, pour assurer la présence des idées gaullistes, le Mouvement gaulliste populaire a décidé de prendre contact, notamment, avec des hommes comme MM. Pierre Lefranc ou Léo Hamon, avec le Mouvement des démocrates, voire avec des personnalités des milieux socioprofessionnels.

Le premier ministre regrette le « manque de discrétion dans la police parisienne »

« On manque beaucoup de discrétion dans la police parisienne », a déclaré M. Pierre Mauroy, premier ministre, interrogé sur Europe 1, mardi 27 mars, à propos du malaise créé par les récentes mutineries dans la police. « Il faut s'habituer à travailler au service de l'Etat dans la discrétion la plus grande », a-t-il ajouté. M. Gaston Defferre devrait s'exprimer, pour sa part, mardi 27 mars, sur Antenne 2 dans le journal de 20 heures.

Le préfet de police de Paris a décidé de fermer une salle de presse située au Quai des Orfèvres, dans les locaux de la police judiciaire.

Chasse aux fuites Quai des Orfèvres

La chasse aux fuites, avérée ou supposée, se confirme. Après la mutation du chef de la brigade criminelle, le commissaire Jacques Genhial, le préfet de police de Paris, M. Guy Fougier, entend continuer son offensive. Ainsi a-t-il reçu, la semaine passée, le directeur de l'information de l'Agence France-Presse, M. Francis Lara, et le directeur général adjoint de la presse centrale de presse, M. Régis Baron, pour leur annoncer que les possibilités de travail offertes aux journalistes accrédités auprès de la préfecture de police seraient prochainement réduites.

La décision de M. Fougier consiste à fermer le bureau des journalistes, situé dans les locaux de la police judiciaire, au 36, quai des Orfèvres. A la préfecture, on fait valoir que les journalistes permanents - une dizaine - sont accrédités auprès du préfet de police et non pas auprès de la police judiciaire. Tous les professionnels de la presse seront donc invités prochainement à s'installer dans les deux bureaux disponibles à la préfecture, 7, boulevard du Palais. Cette mesure concerne essentiellement les deux permanents de l'AFP et de l'ACP - qui assurent la correspondance pour des journaux - mais aussi les simples accrédités qui se rendaient au Quai des Orfèvres, lors des grandes affaires criminelles.

M. Fougier précise qu'il a cependant « le souci de maintenir aux journalistes leurs facilités de travail pour obtenir les faits bruts » qui leur sont nécessaires. « Il s'agit pour moi, nous a-t-il déclaré, de mettre un peu d'ordre dans la confusion. Il n'est pas normal que des journalistes aient leur bureau au sein des services de police. Il n'y a là rien d'exceptionnel à la liberté de la presse, rien d'inconvenant ou d'incongru ».

M. Fougier a pris sa décision après avoir « entendu tout le monde ». Des policiers interrogés sur les fuites que les autorités reprochent à leurs services les auraient expliquées par la présence de journalistes « se baladant dans les couloirs » et auraient conclu : « Eloignez-les ».

L'explication vaut ce qu'elle vaut.

Mais elle ne vaut pas - par exemple - pour la publication par le Point du 19 mars d'un extrait du rapport du préfet sur les effectifs de la police parisienne.

Les fuites et les rumeurs sur les fuites agitent la préfecture de police de Paris depuis des mois sans que l'on comprenne toujours l'émotion des autorités. L'Inspection générale des services (IGS), la « police des polices », a été plus d'une fois mobilisée.

Depuis la mutation du commissaire Genhial, policier réservé que l'on semble accuser d'être à l'origine de fuites, Paris tient la vedette. L'ouverture d'une information par le procureur de la République de Bourg-en-Bresse, après les indiscrétions relatives à l'autopsie de la jeune lycéenne retrouvée assassinée dimanche, montre que le problème est plus général. Les mutations de policiers à Bordeaux, il y a quelques jours, dont certaines pourraient être la conséquence de fuites lors de l'enquête sur la mort des époux Aran, aussi.

LAURENT GRELSAMER.

Une protestation de l'AFP

La direction de l'Agence France-Presse a diffusé mardi matin la protestation suivante : « La préfecture de police de Paris vient de notifier à la direction de l'Agence France-Presse sa décision irrévocable de fermer le bureau des accrédités de l'agence à la police judiciaire. Le motif officiellement invoqué pour justifier cette mesure étendue à l'ensemble de la presse est la nécessité de mettre un terme aux « fuites » constatées au Quai des Orfèvres ».

« La direction de l'AFP regrette vivement cette décision qui lui est imposée. Qui plus est, les raisons avancées apparaissent comme une sanction à l'égard de journalistes qui ont toujours rempli scrupuleusement leur tâche dans un strict respect de l'éthique professionnelle. En rompant brutalement avec une pratique qui remonte au début du siècle, la préfecture de police de Paris entrave gravement les activités des journalistes dans un domaine important de la vie nationale ».

Le débat sur l'école privée prévu à la mi-mai dominera la session parlementaire de printemps

Comme le prévoit avec précision la Constitution, la session de printemps du Parlement s'ouvrira le lundi 2 avril. L'Assemblée nationale consacra sa première séance à la procédure, comme le prévoit son règlement, en constituant son bureau et ceux de ses commissions. Le Sénat n'aura pas à remplir cette tâche qu'il n'accomplit qu'après chacun de ses renouvellements triennaux.

Mais, sans attendre, les commissions sont au travail, à la demande du gouvernement, et, les 27 et 28 mars, le groupe socialiste se réunit en journées d'études. Le groupe UDF le fera à son tour le 29 mars. C'est que - une fois encore - le travail législatif ne manquera pas, au point qu'une quinzaine de jours de session extraordinaire, au début du mois de juillet, sont déjà sérieusement envisagés, d'autant que les élections européennes obligeront à ralentir le rythme des séances début juin. Comme il y a cinq ans, il n'est pas prévu que le Parlement se mette en vacances à cette occasion, mais il est bien évident que le ton de la campagne réagira sur la tenue des débats des Assemblées.

La question scolaire a toutes les chances de dominer cette session, même si, pour l'heure, il est prévu que le projet de loi préparé par M. Savary ne soit inscrit à l'ordre du jour de l'Assemblée que vers le 15 mai, soit un mois après son adoption annoncée pour le conseil des ministres du 11 avril. Ceux des députés socialistes qui trouvent que, dans sa version actuelle, le texte fait la part trop belle à l'école privée vont s'efforcer de faire revenir le gouvernement à une conception plus « laïque » du dossier. Dans le même temps, l'opposition continuera à fournir ses armes. Son attitude dépendra, en partie, de la position prise par les porte-parole officiels de l'enseignement catholique.

Entre les uns et les autres, le gouvernement devra naviguer serré. Certes, un engagement de sa responsabilité par l'utilisation de l'article 49, alinéa 3 de la Constitution lui permettrait de clarifier les choses et surtout d'éviter les débordements de tous ordres; mais le Parti socialiste, lors de sa convention du week-end, lui a clairement fait savoir qu'il entendait bien avoir son mot à dire.

Le pouvoir exécutif ne disposant pas de tels moyens coercitifs sur le Sénat, la possibilité que ce texte soit définitivement adopté avant les vacances d'été dépend aussi de la stratégie que retiendront les sénateurs de l'opposition.

Pour la presse, il en va évidemment de même. Contrairement aux espoirs du gouvernement, la commission spéciale constituée au Palais de Luxembourg ne s'est pas officiellement mise au travail durant l'intersession, et le dépôt de quelque cinq cents amendements par M. Brigitte Gros (Yvelines) et dix-

huit de ses collègues de la gauche démocratique inquiète les responsables gouvernementaux, même si cette initiative est critiquée par la majorité sénatoriale. Comme l'urgence n'a pas été proclamée, l'Assemblée nationale aura encore trois fois l'occasion de se prononcer sur ce projet, un accord entre les deux Chambres n'étant pas envisageable. Le planning sera serré pour que ce texte soit lui aussi définitivement adopté au cours de cette session ou de la session extraordinaire qui la suivra. D'autant que, bien entendu, ces deux textes ne sont pas les seuls qui doivent être débattus.

Dès le 3 avril, l'Assemblée nationale doit se saisir du projet sur le foncier agricole, qui a amené quelques difficultés entre le groupe socialiste et M. Michel Rocard. Ensuite elle s'attaquera aux deuxième et troisième volets de la réforme du « droit des faillites » préparée par M. Robert Badinter : un texte de deux cent trente-cinq articles qui modifie le règlement judiciaire et un de quarante-six articles sur les professions qui s'en occupent : syndics et administrateurs judiciaires. Les députés débattront ensuite du texte sur les activités sportives déjà vu par le Sénat il y a un an, du projet de loi sur la formation permanente des agents des collectivités locales, des statuts de la Polytechnique et de la Nouvelle-Calédonie, du volet législatif des restructurations industrielles, de la réforme du Conseil économique et social avant son renouvellement, qui doit intervenir au mois d'août 1984, d'un texte comprenant diverses mesures d'ordre social, du projet réglementant l'aménagement de la montagne, voire d'une réforme du code foncier concernant l'aménagement urbain, sans oublier un éventuel collectif budgétaire consacré à l'éducation, qu'avaient souhaité M. Pierre Joxe et le groupe communiste.

Les sénateurs auront à débattre avant les députés de la création d'un établissement public pour le Carrefour international de la communication prévu à la Défense et d'une réforme de la maîtrise d'aménagement qui est actuellement dans un vide juridique. Les uns et les autres auront à continuer l'étude de textes commencés lors de précédentes sessions : la pêche en eau douce, les compétences des régions d'outre-mer, la location-accession à la propriété immobilière.

A noter que ne figurent pas dans ce programme deux projets pourtant déposés depuis plusieurs mois et dont la discussion a été à plusieurs reprises annoncée : la loi de « respiration d'épargne » qui doit permettre aux groupes nationalisés de se défaire de certaines de leurs filiales, ou d'acheter d'autres sociétés; et le projet antixéniste de M. Yvette Roudy.

THIERRY BRÉHIER.

Des universitaires s'élèvent contre les accusations formulées par M. Philippe Robrieux à l'encontre de M. Lily Marcou

Une trentaine d'universitaires, enseignants à l'Institut d'études politiques de Paris, à l'Université Paris-1 ou à l'Ecole des hautes études en sciences sociales, ont adressé, aux éditions Fayard, une lettre exprimant leur indignation devant un passage du quatrième tome de l'Histoire intérieure du Parti communiste, de M. Philippe Robrieux, qui vient de paraître chez cet éditeur (Le Monde du 24 mars).

Il s'agit d'une page de l'« Avant et arrière-propos », dans laquelle l'auteur met en cause, sans la nommer, M. Lily Marcou, chercheur à la Fondation nationale des sciences politiques, auteur de plusieurs ouvrages sur l'histoire du mouvement communiste. Comme le soulignent les signataires de la lettre adressée aux éditions Fayard, les indications données par M. Robrieux sont suffisamment précises pour que le lecteur qui s'intéresse aux recherches sur le communisme puisse reconnaître M. Marcou.

P. J.

Celle-ci est présentée par M. Robrieux comme appartenant à « une sorte de filière roumaine », constituée de personnes qui auraient tenté d'égarer l'auteur sur ses investigations ou d'obtenir de lui qu'il leur révélât ses sources d'informations sur le PCF. « Avocat de Staline », selon M. Robrieux, M. Marcou aurait dissimulé ses véritables intentions sous des professions de foi eurocommunismes. Que ces pages plus loin, M. Marcou est, cette fois, nommée, mais son nom est précédé du qualificatif d'« historienne » placé entre guillemets. M. Robrieux l'accusant, à propos d'un article publié par le Monde, de complaisance envers le PCF.

Les auteurs de la lettre s'élèvent contre les accusations sans preuve, les insinuations malveillantes et calomnieuses, les allégations diffamatoires que M. Robrieux formule, ainsi, à l'encontre de M. Marcou, dont ils soulignent qu'ils ne partagent pas tous les opinions et les jugements.

Propos et débats

M. Barre : pays de cocagne

Dans un article de la revue Commentaire intitulé : « La crise des politiques économiques et sociales et l'avenir des démocraties », M. Raymond Barre écrit notamment : « Il faut admettre que le monde de l'économie n'est pas le pays de cocagne que l'on se représente et que la lutte contre la rareté impose à tous l'effort et le travail. » L'ancien premier ministre remarque que « une politique économique cohérente pour la stabilité et le développement est à la fois une politique monétaire, une politique budgétaire, une politique du taux de change et une politique de l'offre compétitive qui encourage les propositions individuelles au travail, à l'activité d'entreprise, à l'épargne et à l'investissement et favorise l'adaptation des structures productives ».

Selon M. Barre, « l'expérience socialiste montre qu'une politique de relance par déficit budgétaire massif est rapidement brisée par le déficit extérieur et qu'une augmentation des coûts de production des entreprises due à des charges sociales supplémentaires est inefficace du point de vue d'une politique de l'emploi ». Il estime que l'opinion publique, surtout lorsqu'elle a été habituée à une longue période de prospérité, « se caractérise par l'impatience des résultats obtenus ». « Une équipe politique, jugée-t-il, est souvent portée au pouvoir par des attentes qui ne peuvent être satisfaites rapidement; après avoir bénéficié du jugement d'insuffisance de l'équipe précédente, elle devient très vite soumise au même jugement, ce qui provoque une aspiration à un nouveau changement d'équipe et de politique. » Il poursuit : « Seul un long processus d'apprentissage, lié à la dure leçon des faits [pour] apporter à l'opinion plus de maturité, sinon une acceptation par lassitude et résignation de sacrifices inévitables ».

M. Delors : formule creuse et faux diagnostic

M. Jacques Delors, interrogé mardi 26 mars sur Europe 1, a affirmé que « la continuation de la politique de rigueur est la seule chance de la gauche » dans la perspective des élections législatives de 1986. « Si non seulement nous savons être justes et généreux, mais que nous gérons bien l'économie d'ici fin 1986 sans défaillance, les Français le reconnaîtront et le retiendront dans leur vote en 1986 ».

Le ministre de l'économie et des finances a jugé que M. Giscard d'Estaing, en affirmant que « la crise internationale est finie » et que « nous sommes dans la crise du socialisme français », est en train de « se tailler une réputation de spécialiste de la formule creuse et du faux diagnostic ». Selon M. Delors, « c'est parce que nous sommes en retard que nous nous en sortirons mieux ».

M. Jospin : les théories du râtelier

Commentant l'éventualité d'une deuxième liste de l'opposition, M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, a affirmé lundi que « si des gens expriment leurs convictions, c'est bien ». Mais il a jugé « insoutenable », pour certains membres de l'opposition, « la chape que, pour des raisons d'opportunisme politique, on essaie de mettre sur des convictions ou des contradictions ». Selon lui, l'existence d'une seule liste de l'opposition constitue « un travestissement de la réalité politique ». A propos de la liste de centre gauche, M. Jospin a exprimé son scepticisme pour les « théories du râtelier », et a ajouté qu'il « ne voit pas la politique comme du jérémy ».

A propos des divergences entre le PS et le PC sur l'Europe, il a déclaré : « Il est peut-être gênant d'avoir des points de vue différents, mais, si on a des avis différents, il est bien de les exprimer sur des listes différentes. » Il a ajouté que pour ces élections européennes de 1984, « il sera important de montrer que les enjeux sont plus lourds qu'en 1979 ».

M. Jobert : l'électorat de centre-gauche est parti à droite

Invité lundi de l'émission « Face au public » sur France-Inter, M. Michel Jobert a estimé que l'électorat de centre-gauche « qui a puissamment concouru à l'élection du président Mitterrand [est] aujourd'hui parti à droite ». Il a regretté que cet électorat « ne soit pas là pour une opération de centre-gauche », car « on pourrait dépassonner le débat droite-gauche ».

L'ancien ministre du commerce extérieur de M. Mitterrand a jugé que le gouvernement français s'était mis au Liban « à la remorque » d'une politique américaine « dont l'objectif n'était pas l'indépendance du Liban ».

A propos du sommet de Bruxelles, il a déclaré : « Tout cela est de l'épicerie, ce n'est pas la volonté de l'Europe, qui est une volonté de liberté ». Interrogé sur la politique de défense européenne, M. Jobert a remarqué que « l'Allemagne n'est pas aujourd'hui en mesure d'accepter une convention en matière économique à l'échelon européen ». Il a exprimé l'inquiétude que « ce fil en aiguille on en arrive à une subordination de la France à l'OTAN » et a jugé que la Force d'action rapide « nous intègre ipso facto dans un schéma de défense qui n'est pas le nôtre ».

M. Galland (rad.) : moralité et efficacité politique

M. Yves Galland, secrétaire général du parti radical, a estimé lundi que M. François Léotard, secrétaire général du PR, « ne peut pas critiquer sans cesse la constitution de la liste d'union de l'opposition sans porter atteinte à ses résultats ». « Le Parti républicain », a-t-il déclaré, « doit décider clairement et définitivement s'il participe ou non au combat commun de l'opposition UDF-RPR pour les élections européennes. Mais il ne peut à la fois prétendre avoir des candidats et des élus sur la liste menée par Simone Veil, la critiquer en permanence et laisser entendre qu'il pourrait y avoir une autre liste. Cela pose le double problème de la moralité et de l'efficacité politique ».

M. Chirac : nous saurons gouverner ensemble

Poursuivant la visite des municipalités de la région parisienne conquise par l'opposition, M. Jacques Chirac s'est rendu, lundi 26 mars, à Sarcelles (Val-d'Oise), dont le maire est M. Raymond Lamontagne (sans étiquette). M. Chirac a notamment déclaré devant quinze cents personnes : « Nous saurons gouverner ensemble le pays comme, ensemble, nous avons été capables de proposer quelques choses pour l'Europe. L'opposition a un programme, mais il lui est difficile de le faire connaître en raison de la mainmise de l'Etat sur les grands moyens modernes d'information. » Il a critiqué l'usage politique fait de certains pouvoirs financiers en faisant allusion à « La Chapelle-Fabius, pardon La Chapelle-Darblay ».

TWA Flâneries Américaines

Louisiane en roue libre : 5.950 F*

2 nuits à New York, 5 nuits en Louisiane, dont 2 à la Nouvelle Orleans...
et voiture pendant 5 jours en Louisiane.

*Prix par personne en chambre occupée par 2 adultes et 2 enfants.
Paris 1^{er} : 19 bis rue du Mont-Thabor. Tél. 260.39.85. Province : Lotiss S.A. : Bordeaux, Lyon, Marseille, Nantes, Nice, Strasbourg

Vous plaire nous plaît

TWA

مكتبة لاس

Le point sur...

La réduction de la durée du mandat présidentiel

L'hypothèse du quinquennat

M. François Mitterrand, qui ne répute pas à aborder le problème de la réduction de la durée du mandat présidentiel dans des entretiens privés, le traite avec pragmatisme et réalisme. L'actuel chef de l'Etat constate qu'il ne dispose pas d'une majorité suffisante pour obtenir une révision de la Constitution par la voie parlementaire selon l'article 89 de la Constitution. Il faudrait en effet que le projet de réforme, pour être promulgué, recueille les trois cinquièmes des suffrages des sénateurs et des députés réunis en congrès du Parlement à Versailles ou qu'il soit voté en termes identiques par l'Assemblée nationale et le Sénat, puis soumis au référendum populaire pour devenir définitif. Le Sénat, où l'opposition est actuellement largement majoritaire, ne peut donc permettre de mener à bien une révision de la Constitution par cette voie. Il reste cependant à la disposition du chef de l'Etat la possibilité d'user de l'article 11 de la Constitution, qui lui permet, sur proposition du gouvernement, de soumettre directement au référendum « tout projet de loi portant sur l'organisation des pouvoirs publics ». Nul ne peut évidemment prédire quelle majorité se dégagerait dans le pays en faveur d'une telle réforme, surtout après une campagne électorale qui ne manquerait pas d'être passionnée et dont l'objet serait inévitablement débattu.

Pas de fétichisme

M. Mitterrand ne cache pas non plus qu'il répute totalement à affecter des réformes à son usage personnel. Il rappelle ainsi que, élu pour sept ans en 1981, il remplirait son mandat jusqu'à son terme, c'est-à-dire jusqu'à la fin de son septennat, à moins qu'une éventuelle démission. Et lorsqu'on l'interroge sur la possibilité d'un second mandat ramené aux dimensions d'un quinquennat, il feint de s'étonner de la question et répond, en riant, qu'il aura certes soixante-et-onze ans en 1988, mais qu'il n'aura « que » soixante-dix-huit ans en 1993.

Et pourtant, le candidat de la gauche de 1981 avait prévu dans sa proposition 45 une modification du mandat présidentiel. Deux possibilités étaient énoncées sans que l'une soit privilégiée : « Le mandat présidentiel sera ramené à cinq ans renouvelable une fois ou limité à sept ans sans possibilité d'être renouvelé ».

Quant à savoir si M. Mitterrand briguerait en 1988 un nouveau mandat, la question relève naturellement de l'opportunité politique du moment et ne pourrait recevoir aujourd'hui qu'une réponse présumée ou donner lieu à hypothèses.

5, 6, 7, 10, 12, etc. ?

Voici l'état actuel des propositions de réforme de la durée du mandat présidentiel :

- M. Mitterrand : sept ans non renouvelable, ou un mandat de cinq ans renouvelable une fois.
- MRP : sept ans non renouvelable (manifeste de 1980).
- M. Michel Jobert : sept ans non renouvelable.
- RPR : cinq ans renouvelable une fois.
- M. Michel Debré : sept ans non renouvelable.
- M. Maurice Couve de Murville : sept ans renouvelable.
- M. Jacques Chaban-Delmas : six ans renouvelable une fois.
- M. Valéry Giscard d'Estaing : six ans renouvelable une fois.
- M. Jean Lecanuet : sept ans non renouvelable.
- M. Raymond Barre : septennat renouvelable (manifeste du régime actuel).
- M. Jean-Pierre Fourcade : cinq ans renouvelable une fois.

spéculation et scénarios dont la variété peut être infinie.

Paradoxalement, les Français ne semblent guère attachés au septennat, qui existe pourtant dans notre pays depuis les lois constitutionnelles de 1875, alors qu'ils sont tout à fait partisans du maintien de l'élection du président de la République au suffrage universel, qui n'a été instauré qu'en 1962.

Il est vrai qu'en cent neuf ans le septennat a connu bien des avatars. Depuis Mac Mahon sous le règne duquel il a été institué, dix-huit présidents se sont succédés mais huit seulement ont effectué la totalité de leur mandat (Jules Grévy, Emile Loubet, Armand Fallières, Raymond Poincaré, Gaston Doumergue, Albert Lebrun, Vincent Auriol, Charles de Gaulle, M. Valéry Giscard d'Estaing). Parmi les huit qui ont achevé leur mandat, aucun des trois qui avaient entamé un second mandat n'a pu mener celui-ci à son terme (Jules Grévy, Albert Lebrun et Charles de Gaulle).

Certes, avant la réflexion au suffrage universel de Charles de Gaulle en 1962, les présidents n'étaient élus que par le congrès du Parlement réuni à Versailles (sauf de Gaulle en décembre 1958, élu par un collège de soixante quinze mille notables). L'abus du sérialisme parlementaire, sans réel pouvoir exécutif, les présidents de la III^e et de la IV^e République voyaient leur rôle, comme le disait de Gaulle avec quelque mépris, limité à « l'inauguration des chrysanthèmes ». Désormais en termes de combinaisons électorales et de savants dosages - il a fallu treize tours pour élire René Coty en décembre 1953 - les présidents ont été longtemps le jeu du peuple et du congrès de l'électorat. Cela explique que les Français n'aient pas le fétichisme du septennat. Un sondage réalisé par la SOFRES en septembre 1983 (le Monde du 4 octobre 1983) établit que 35 % y demeurent attachés, alors que 60 % préféreraient que le président ne soit élu que pour cinq ans. C'est à l'UDF (67 %) que l'on rencontre le plus de faveur pour le quinquennat, puis au RPR (53 %), au Parti socialiste (53 %) et enfin au Parti communiste (49 %).

En revanche, l'adhésion à l'élection du président de la République au suffrage universel est massive : 86 %, et plus forte encore parmi l'électorat socialiste (94 %), qui distance ainsi même les gaullistes (91 %) et l'UDF (89 %), alors que les communistes sont en relatif retrait avec 88 %.

On peut approximativement faire remonter la contestation du septennat à l'événement de mai 1968, lorsque les manifestations du quartier Latin donnaient, sans s'en douter, une forme constitutionnelle à leur autogestion en scandant : « Dix ans, ça suffit ! ».

On peut même solliciter leurs arrière-pensées en estimant qu'ils fixaient ainsi à un double quinquennat la durée supportable d'un même président à l'Elysée. C'est à partir de cette époque que tous les candidats à la charge suprême - hormis Georges Pompidou en 1969 - ont évoqué une possible réduction du mandat présidentiel, un peu comme s'ils voulaient se faire plus modestes qu'ils n'en avaient l'air et donner confiance à l'électorat en lui promettant qu'il pourrait, au besoin, recourir son vote sans trop attendre. Ce n'était, il est vrai, qu'un argument électoral car on constate aussi qu'une fois au pouvoir les élus ont soit oublié leurs engagements, soit n'ont pas eu les moyens de les tenir.

Seul Georges Pompidou, qui pourtant n'avait fait aucune promesse en ce sens dans sa campagne électorale de 1969, a tenté d'instaurer concrètement le quinquennat en 1973, en faisant adopter par les deux assemblées un projet de loi. C'est cette tentative qui a relancé le débat sur les avantages et les inconvénients du quinquennat, dont il n'avait jamais été beaucoup question en France depuis un siècle.

La principale objection à une telle réforme est simple : qui dit concomitance de l'élection de l'Assemblée et du président dit « présidentialisation » accrue du régime. En revanche, comme le disait Georges Pompidou, le président « sera aussi près du peuple que les députés », et aucun ne pourra reprocher à l'autre d'avoir une légitimité plus récente.

Au cours des débats de 1973, l'éventualité de la limitation du

nombre des mandats n'a pratiquement pas été évoquée, pas plus qu'elle ne l'avait été en 1958 et en 1962. Seul Georges Pompidou, répondant à une question dans une conférence de presse du 27 septembre 1973, avait estimé qu'elle n'était « pas souhaitable », ajoutant : « Il vaut mieux laisser la porte ouverte, et s'il y a des amateurs pour quinze ans, eh bien ! on verra... ».

Sauf erreur, la première personnalité à avoir envisagé la limitation du nombre des mandats est M. Jean Royer, maire de Tours, député non inscrit, candidat à l'élection présidentielle de 1974 (3,17 % des suffrages au premier tour). Il déclarait le 19 avril : « Le mandat de sept ans peut être accepté s'il n'y a pas de rééligibilité, mais avec un vice-président ».

Un paradoxe

Quant à M. Giscard d'Estaing, qui trouvait pendant sa campagne que « sept ans, c'est trop long », il estime, une fois installé à l'Elysée, que le septennat doit être maintenu dans sa durée sinon « ce serait mauvais pour la France » ; mais il n'évoque pas le problème du non-renouvellement. En juin 1980 à l'initiative de M. François Luchaire, le Mouvement des radicaux de gauche propose que le président sortant, à la fin de son septennat, ne soit pas rééligible. En septembre 1980, M. Michel Debré, dans une interview au Monde, prend la même position en précisant que ce n'est pas là un problème prioritaire.

Enfin, pour la première fois, M. François Mitterrand, le 18 novembre 1980, déclare à Granges-les-Bains (Ardèche) sur son ion qui relève davantage de la politique électorale que de l'analyse constitutionnelle : « M. Giscard d'Estaing détient la quasi-totalité



de l'exécutif et du législatif ainsi qu'une large part du judiciaire et de l'information. Un président de cette nature ne devrait pas être rééligible. Sept ans c'est trop, quatorze ans c'est encore plus... L'idée d'une limitation fait donc son chemin, sans grand bruit. On peut même dire que les milieux politiques s'y intéressent peu. Elle trouve cependant sa place en janvier 1981 dans le manifeste de Créteil du Parti socialiste précédé de cette phrase : « Nous ne sommes déjà plus tout à fait en République. Oh en serons-nous dans sept ans si, par malheur, M. Giscard d'Estaing était réélu le 10 mai ? ».

En réalité, le débat, sur ce point précis, n'a pas été ouvert. Et comme c'est souvent le cas en politique, le balancier va peut-être trop loin. Pour éviter que le chef de l'Etat ne soit trop, ou trop longtemps éloigné de la fonction populaire qui lui donne sa légitimité, on souhaite raccourcir le mandat. Soit. Mais n'en rajoute-t-on pas en voulant lui interdire de se présenter plus de deux fois aux suffrages des électeurs. Comme un vulgaire mauvais élève, le chef de l'Etat serait autorisé à redoubler mais pas à tripler !

La limitation du quinquennat à deux mandats exprime un paradoxe : on souhaite rapprocher le président de ses sources mais on l'empêche de s'y remettre.

Une telle limitation serait une marque de défiance envers le suffrage universel et un geste de suspicion pour l'électeur. Selon l'article 3 de la Constitution, « la souveraineté nationale appartient au peuple ». Pourrait-on dire « le peuple » de maintenir à la tête de l'Etat, au-delà de dix ans, un président qui pendant deux quinquennats aurait fait son bonheur ?

Peut-il y avoir en démocratie un souverain supérieur à la souveraineté populaire ?

La réforme avortée de 1973

C'est dans son message au Parlement, le 3 avril 1973, que le président de la République révèle son intention de réviser la Constitution. S'il le fait à ce moment-là - alors qu'il n'en avait jamais parlé auparavant - c'est que le résultat médiocre des élections législatives pour la majorité lui a fait prendre conscience des risques de déséquilibre qu'aurait provoqué une victoire de l'opposition.

Le problème de la cohabitation, dont il est tant question aujourd'hui lorsque l'on évoque les élections législatives de 1986, se posait alors au chef de l'Etat. De Gaulle, qui aurait pu se poser la même question, par exemple en 1967, ne l'a pas fait. Se serait-il senti désavoué par l'élection d'une Assemblée où les députés se réclamant de lui auraient été minoritaires ? Il a en tout cas résumé ainsi le rejet du référendum du 27 avril 1969 sur la réforme du Sénat et des régions, puisqu'il a aussitôt cessé d'exercer ses fonctions. Elle à l'Elysée depuis le 15 juin 1969, Georges Pompidou devrait dans l'hypothèse d'une victoire de la gauche en 1973 cohabiter avec elle jusqu'en 1976. Si le quinquennat existait, il n'aurait plus à supporter cette situation que pendant un an. L'inconvénient ne serait pas supprimé ; il serait écourté et ramené à la durée à peu près normale d'une campagne électorale présidentielle.

L'exposé des motifs du projet de loi soumis aux députés en septembre 1973 indique seulement : « La règle du septennat ne correspond plus au

rôle que le président de la République joue dans la définition des orientations générales de la politique nationale. Les événements et leur évolution doivent permettre aux Français de se prononcer sur ces orientations à intervalles plus fréquents... Le texte du projet de loi est laconique : « La première alinéa de l'article 6 de la Constitution est remplacé par la disposition suivante : le président de la République est élu pour cinq ans au suffrage universel direct ».

Dans un entretien à l'ORTF avec Georges Saffrey, le 21 octobre 1973, après l'échec de la procédure parlementaire, le président explique sa déception : « Je savais que la majorité, à quelques rares exceptions près, voterait cette réforme. Je savais également que les leaders de la gauche et de l'opposition avaient pratiquement unanimement réclamé cette réforme ; elle est même inscrite en toutes lettres dans le programme commun de M. Mitterrand et du Parti communiste. Je me doutais bien que les communistes trouveraient un prétexte pour voter « non », mais je pensais que les autres, voyant qu'on leur proposait quelque chose qu'ils avaient déclaré souhaiter, la voteraient ou s'abstiendraient. L'expérience prouve qu'en France l'opposition considère qu'elle doit toujours être systématiquement... En effet, le 16 octobre, l'Assemblée n'accorde que 270 voix contre 211. Il en manque donc 18 pour atteindre les trois cinquièmes nécessaires. Toute l'opposition de gauche a voté contre, mais elle a reçu le renfort de 25 « réformateurs » sur 34, de 8 « non-inscrits » sur 14, parmi lesquels Christian

L'analyse des juristes

La question de la réduction de la durée du mandat présidentiel est de plus en plus largement admise, au point que M. Jean-Pierre Fourcade, sénateur républicain indépendant des Hauts-de-Seine, a pu indiquer au « Grand Jury RTL-le Monde » du 11 mars qu'il voterait une telle réforme si M. Mitterrand la soumettait à référendum.

de six ans renouvelable une fois. La perspective d'une réduction du mandat présidentiel est de plus en plus largement admise, au point que M. Jean-Pierre Fourcade, sénateur républicain indépendant des Hauts-de-Seine, a pu indiquer au « Grand Jury RTL-le Monde » du 11 mars qu'il voterait une telle réforme si M. Mitterrand la soumettait à référendum.

de six ans renouvelable une fois. La perspective d'une réduction du mandat présidentiel est de plus en plus largement admise, au point que M. Jean-Pierre Fourcade, sénateur républicain indépendant des Hauts-de-Seine, a pu indiquer au « Grand Jury RTL-le Monde » du 11 mars qu'il voterait une telle réforme si M. Mitterrand la soumettait à référendum.

de six ans renouvelable une fois. La perspective d'une réduction du mandat présidentiel est de plus en plus largement admise, au point que M. Jean-Pierre Fourcade, sénateur républicain indépendant des Hauts-de-Seine, a pu indiquer au « Grand Jury RTL-le Monde » du 11 mars qu'il voterait une telle réforme si M. Mitterrand la soumettait à référendum.

de six ans renouvelable une fois. La perspective d'une réduction du mandat présidentiel est de plus en plus largement admise, au point que M. Jean-Pierre Fourcade, sénateur républicain indépendant des Hauts-de-Seine, a pu indiquer au « Grand Jury RTL-le Monde » du 11 mars qu'il voterait une telle réforme si M. Mitterrand la soumettait à référendum.

de six ans renouvelable une fois. La perspective d'une réduction du mandat présidentiel est de plus en plus largement admise, au point que M. Jean-Pierre Fourcade, sénateur républicain indépendant des Hauts-de-Seine, a pu indiquer au « Grand Jury RTL-le Monde » du 11 mars qu'il voterait une telle réforme si M. Mitterrand la soumettait à référendum.

de six ans renouvelable une fois. La perspective d'une réduction du mandat présidentiel est de plus en plus largement admise, au point que M. Jean-Pierre Fourcade, sénateur républicain indépendant des Hauts-de-Seine, a pu indiquer au « Grand Jury RTL-le Monde » du 11 mars qu'il voterait une telle réforme si M. Mitterrand la soumettait à référendum.

La Constitution cinq fois révisée

La Constitution de 1958 a été révisée à cinq reprises :

- 4 JUIN 1960 : Modification des conditions de révision du titre XII relatif à la Communauté (règles spéciales de révision prévues par l'article 85).

- 28 OCTOBRE 1962 : Référendum organisé en application de l'article 11 modifiant l'article 6 pour instituer l'élection du président de la République au suffrage universel direct.

- 30 DÉCEMBRE 1963 : Le Congrès modifie le régime des sessions parlementaires par révision de l'article 28. Les sessions s'ouvrent le 2 octobre pour quatre-vingt jours et le 2 avril pour quatre-vingt-dix jours.

- 21 OCTOBRE 1974 : Le Congrès modifie l'article 81 et dispose que le Conseil constitutionnel pourra être saisi également par cinquante députés ou cinquante sénateurs.

- 14 JUIN 1976 : Le Congrès modifie l'article 7 relatif

aux conditions d'élection du président de la République (décès des candidats avant et pendant la campagne électorale).

Trois échecs

A trois reprises, des projets de réforme constitutionnelle n'ont pu aboutir :

- 27 AVRIL 1969 : Rejet par le corps électoral du référendum portant réforme du Sénat et des régions, rejet qui a entraîné le départ du général de Gaulle.

- 19 OCTOBRE 1973 : Non-présentation au Congrès (convoqué pour cette date) du projet instituant le quinquennat.

- 21 OCTOBRE 1974 : Le président de la République retire de l'ordre du jour du Congrès un projet réformant le statut des parlementaires suppléants de ministres, alors qu'il avait recueilli les trois cinquièmes des voix au Sénat, mais non à l'Assemblée nationale.

Le Monde

société

UNE DÉCLARATION AU « MONDE » DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'ENSEIGNEMENT CATHOLIQUE

Le chanoine Guiberteau dénonce « la calomnie et l'intoxication » et estime venu « le temps du réalisme »

Alors que le conseil supérieur de l'éducation nationale examine, mardi 27 mars, l'avant-projet de loi sur l'enseignement privé, le chanoine Guiberteau, secrétaire général de l'enseignement catholique, explique au Monde la position prise par le comité national (le Monde du 27 mars).

Voici le texte de la déclaration du chanoine Paul Guiberteau :

Le comité national de l'enseignement catholique a pris position face aux dernières décisions gouvernementales. Il n'a fait en toute indépendance, puisque jamais aucune de ses instances officielles et représentatives n'a signé d'accord ou même

suggéré de compromis. Calomnie et intoxication n'ont pourtant pas manqué pour accablés de telles nouvelles et discréditer les responsables que certains accusent obstinément de vouloir brader la liberté scolaire : « Montez, mentez... » Il a pris ses responsabilités en un moment capital pour l'enseignement privé dans ses rapports avec l'Etat ; les échéances annoncées ne laissent pas de doute à ce sujet : sauf événement imprévisible, il y aura dépôt de loi au Parlement.

Il a agi en toute conscience, fort d'un héritage à assumer et d'un avenir à conforter, riche de l'expérience des communautés éducatives, toujours actives dans le désir de servir la jeunesse.

Ce faisant, il a voulu dresser un bilan et prendre date. Avec le risque d'être mal compris. Etait-ce le moment de faire le point, ne valait-il pas mieux lancer tout de suite une action plus mobilisatrice et apparemment plus efficace ? L'un n'empêche pas l'autre.

La bilan est d'abord celui des convergences.

D'un côté, une poussée incoercible, exprimant des revendications éducatives essentielles ; position sans cesse réaffirmée, sans défaillance, par l'enseignement catholique. Cinq manifestations en furent le moyen et le signe.

De l'autre, des textes gouvernementaux où semblent s'esquisser des convergences : liberté de choix des parents, autonomie des établissements, respect des choix éducatifs et du genre d'éducation, choix des chefs d'établissement par l'autorité privée, financement reconnu par les pouvoirs publics restaurant la parité du public et du privé.

Ces moyens d'une liberté éducative sont devenus le bien commun d'un très large consensus national et

reconnu même dans des sphères sociales et politiques de plus en plus étendues. Ce n'est pas sans importance, ni signification. Toute réflexion aujourd'hui sur l'éducation devra en tenir compte, de même que toute action présente ou future des gouvernants, qu'ils soient leurs opposants politiques et leurs idéologues. C'est un bilan qui veut prendre date.

Mais c'est un bilan sans concession. L'ensemble des dispositions affichées ne peut nous satisfaire. Des obstacles et du flou demeurent dans les textes. Trop de volonté d'assimilation s'impose dans la lourdeur des contraintes administratives et les perspectives d'une gestion des maîtres qui ne respectent pas suffisamment l'initiative privée. Il y a trop d'inquiétudes, voire de menaces sous-jacentes pour l'avenir proche ou lointain dans le fonctionnement des EIP et dans la dynamique de la fonctionnarisation progressive et à terme des maîtres.

L'équilibre n'est pas encore satisfaisant, et les fragiles convergences risquent, en bout de course, d'apparaître bien illusoire et mensongères.

C'est cela que doivent comprendre les responsables de l'Etat : un tel décalage entre les aspirations de ceux qui veulent les moyens de la liberté d'enseignement et ce qui serait définitivement proposé sera vite générateur de déceptions et de conflits. On ne peut affirmer des principes sans que suivent les moyens concrets de les réaliser. On ne peut à la fois avancer vers la décentralisation et accentuer les mécanismes centralisateurs ; la diversité des structures éducatives dans leur fonctionnement doit être respectée et voulue comme telle. C'est la seule voie de l'avenir par où peut se gagner la paix.

Il n'est pas encore trop tard, mais le temps est compté : le temps du réalisme.

FAITS DIVERS

DES BRIGADES DE COMMERÇANTS DANS LE RHONE

Le béret de M. Gasquet

Lyon. — M. Jean-Paul Gasquet, quarante-trois ans, commerçant à Villefranche-sur-Saône, est content. Il est devenu un personnage public, faussement étonné par l'impact de ses initiatives de « défense des commerçants indépendants ». Il a organisé dans sa ville une « conférence de presse d'envoyés nationaux » pour expliquer d'une voix forte que les commerçants n'étaient « ni des cow-boys, ni des flics ».

Résumons : les commerçants du Rhône sont exaspérés par l'augmentation des actes délictueux commis contre leurs établissements. Quatre-vingt-dix-huit présidents d'union commerciale du département viennent de se rassembler à Oullins pour prendre, à l'issue d'une réunion enflammée, deux décisions : la création de quatre-vingt-neuf « brigades d'intervention fiscale » et la formation de quatre « brigades motorisées de vigiles de nuit » qui « seront armées à compter du 15 avril, si les responsables du ministère de l'Intérieur et des pouvoirs publics ne veulent pas venir à une table de négociations ».

Les cambrioleurs et les agents du fisc n'ont qu'à bien se tenir. L'idée de « brigades de vigiles » grandit sur un terrain fertile. Et M. Gasquet tente d'être un catalyseur.

A quarante-trois ans, c'est un commerçant actif qui ne semble pas menacé par la crise : il possède trois magasins de vêtements.

De notre correspondant régional

ments, deux à Villefranche, un à Belleville-sur-Saône et emploie treize personnes. Il collectionne les « casquettes » : président de la Fédération départementale du Rhône de l'Union du commerce indépendant et des artisans (FUCIAR), président de la Chambre régionale des Unions commerciales Rhône-Alpes, vice-président national de la Fédération française des associations de commerçants.

Rondes nocturnes

Issu du mouvement des gaulistes de gauche (le MSP de M. Philippe Ducharte), il a rejoint, après diverses péripéties, le RPR, dont il sera, pendant deux ans, secrétaire de la diète circoscription du Rhône. Il sera même candidat, en mars 1978, dans ce secteur. Ecrasé dès le premier tour par le futur député UDF, M. Francisque Perrot, il contribue tout de même à la défaite du maire socialiste de Villefranche, M. André Poutissou. C'est le même homme qui déclare aujourd'hui : « En 1981, une lueur d'espoir était venue à l'assemblée du petit commerce [...] M. André Deloche a été le meilleur ministre du commerce que nous ayons eu depuis M. Royer ».

Bref, en politique, rien n'est simple. Cela explique peut-être son repli stratégique vers le syndi-

calisme commerçant dans la ligne de MM. Pierre Poujade ou Gérard Nicoud, deux leaders dont il tente d'assumer l'héritage et, pourquoi pas, de reprendre le flambeau. Tous les moyens sont bons pour se mettre en avant. L'outillage verbal : les contrôleurs du fisc emploieraient des méthodes de « nazis » ou d'« agents de la Gestapo » ; la provocation-farfançonne : « Si je suis en prison, on verra ce que fera notre grand ministre de la justice, quel choix il fera entre les gangsters et les commerçants... Je connais d'avance la réponse de l'opinion publique ».

Le discours de M. Gasquet a-t-il un impact ? Sans doute. Dix-sept brigades antiscandales seraient déjà constituées. Les volontaires ne manquent pas pour assurer, notamment à Oullins et à Villefranche, des rondes nocturnes et dissuasives. « Avec les policiers qui ont compris notre démarche, on se partage les zones à surveiller », précise M. Gasquet. Ce leader se laisse parfois aller à la nostalgie : « Je ne pense pas aller à la noce, j'ai tous un béret ! On le lavait pour dire bonjour. Aujourd'hui, les jeunes n'ont pas de béret et ne disent plus bonjour ».

Le préfet de police du Rhône, M. Bernard Grasset, ne doit pas avoir de parole face à l'évolution de la mode vestimentaire et des mœurs. En revanche, il a averti : « Il ne doit pas y avoir d'hommes en armes ».

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT.

LE CARNET DU Monde

AU CONSEIL DE PARIS

60 000 mètres carrés de bureaux dans l'est de la capitale

La gauche conteste le choix de la majorité municipale

Faut-il construire des bureaux ou bien aménager des zones industrielles dans Paris ? La ville, tout le monde en convient, manque des uns et des autres. Mais comme l'espace est limité, il faut choisir. Ce débat de fond doit la solution à la composition sociologique et donc sur la physionomie politique de la capitale, les conseillers de Paris l'ont abordé, le 26 mars, au cours de leur séance mensuelle. La majorité municipale a opté pour le tertiaire alors que l'opposition socialiste et communiste a plaidé en faveur de l'industrie.

Les élus avaient à examiner trois projets d'aménagement intéressant le douzième, le treizième et le dix-huitième arrondissement. La nécessité de réhabiliter ces trois quartiers, qui souffrent de la politique générale de déconcentration de Paris vers l'est, s'est confirmée par personne. C'est sur le contenu de ces projets que les avis divergent.

La première opération consistait à rénover le secteur de la Goutte-d'Or, dans le dix-huitième, en démolissant deux mille logements vétustes et parfois insalubres, pour leur substituer six cent vingt logements sociaux, une école, une installation sportive, ainsi que 9 600 mètres carrés de commerces et d'ateliers. D'autre part, mille six cents appartements seront remis à neuf. Ce remodelage complet nécessitera le déplacement, puis le relogement, de nombreux habitants. Par la voix de M. Lionel Jospin, député PS et conseiller du secteur, les élus de gauche se sont fait l'écho des inquiétudes de la population. Ils ont demandé que celle-ci soit informée très vite des intentions de la municipalité qui, en l'occurrence, sera représentée par un aménageur unique, l'Office d'habitat de la Ville.

Autre exigence exprimée par M. Louis Baillet, conseiller communiste : « Nous ne tolérerons pas que cette opération aboutisse à chasser les gens modestes ». M. Roger Chénard, maire UDF de l'arrondissement, a assuré ses collègues que telle n'était pas l'intention de la majorité municipale et qu'une antenne d'information serait prochainement mise en place.

Le véritable débat s'est engagé à propos de deux autres projets tout aussi importants. L'un se propose de rénover l'île Diderot-Mazas dans le douzième, un pâté de vieux bâtiments municipaux proches de la gare de Lyon, en face du pont d'Austerlitz. Le programme prévoit la création d'une cabine de bus, vingt logements neufs, la reconstruction

d'une piscine et l'édification de 30 000 mètres carrés de bureaux. Or, autour de la gare de Lyon s'est élevée ces dernières années une véritable cité du tertiaire à laquelle vont s'ajouter 10 000 mètres carrés de bureaux dans l'île Chaligny et l'immense ministère des finances près de Bercy. Faut-il encore charger la balance ?

L'autre projet est situé dans le treizième arrondissement. Il intéresse les 7 hectares du quartier Chevaleret-Jeanne d'Arc, une zone d'anciens ateliers et d'entrepôts SNCF. Il s'agit d'édifier, autour d'un jardin de 8 000 mètres carrés, huit cents logements, une crèche et des locaux commerciaux. Plus loin seront installés 4 000 mètres carrés d'ateliers et des immeubles abritant 30 000 mètres carrés de bureaux. Coût total pour la ville : 83 millions de francs.

M. Daniel Benassaya, conseiller socialiste, a fait observer que cette rénovation allait se solder par la perte d'un certain nombre de logements sociaux actuellement offerts par le quartier. Et il a posé la question : « Où les entreprises qui s'installent, aujourd'hui, sur 20 000 mètres carrés, pourront-elles se réinstaller ? » Quant à M. Gisèle Moreau, élue communiste du secteur, elle a vivement critiqué le programme qui, selon elle, fait beaucoup trop de place aux bureaux et pas assez à l'industrie et aux logements sociaux. « Vous gâchez là une grande chance », a-t-elle lancé à M. Jacques Chénard.

L'opposition municipale a donc répondu que les 60 000 mètres carrés de bureaux prévus sur les deux secteurs Diderot-Mazas et Chevaleret-Jeanne d'Arc soient réduits de moitié au profit d'une zone industrielle de 15 000 mètres carrés et de logements sociaux supplémentaires. Mais sans voir, cette suggestion a été rejetée. Les projets tels qu'ils avaient été présentés ont été approuvés par les amis de M. Chénard.

Ceux-ci considèrent, en effet, qu'ils peuvent et qu'ils doivent offrir deux lieux à la fois : les ateliers et le tertiaire. La ville aménage donc une zone d'habitat de proximité sur 75 000 mètres carrés. Une seconde est projetée précisément dans le treizième, dans le secteur de la gare de Tolbiac, sur 60 000 mètres carrés. S'il n'est pas certain qu'ils se gèrent avec une certaine autonomie, ces espaces sont au moins réservés à l'industrie.

Autre nécessité : relancer les programmes de bureaux dont les surfaces nouvelles mises à la disposition des entreprises sont tombées en dix ans de 160 000 mètres carrés à 20 000 mètres carrés par an. Or, M. Chénard compte sur eux pour créer des emplois tertiaires, pour équilibrer financièrement la construction des logements et pour alimenter les caisses municipales par la taxe professionnelle (250 F par mètre carré de bureaux).

Il s'est donc fixé pour objectif d'introduire, dans tous les programmes de construction de l'est parisien, des immeubles de bureaux à raison de 30 000 mètres carrés par an. Cette politique, qui implique l'aval de la DATAR (Délegation à l'aménagement du territoire), contrarie celle du gouvernement qui, lui, veut accompagner la décentralisation politique et administrative en encourageant le tertiaire en province (le Monde du 3 janvier 1984). Le débat bureaux ou usines, apparemment très parisien, en cache un autre plus général et beaucoup plus politique.

MARC AMBROISE-RENDU.

SCIENCES

L'explorateur japonais Naomi Uemura a disparu

Les recherches viennent d'être abandonnées : le grand explorateur japonais Naomi Uemura est porté définitivement disparu en Alaska, sur les pentes du mont McKinley.

C'est le 16 février qu'il devait être repêché pour la dernière fois par un hélicoptère dans un abri de neige, à une altitude de 180 mètres après avoir atteint, le 12 février, le plus haut sommet de l'Amérique du Nord (6 196 m), où il restait de sitôt, seul, ses quarante-trois ans.

TEMOIGNAGE

Le samouraï du pôle

La décision de fuir, pour la seconde fois, l'ascension du mont McKinley, sous le nom de « Cook », avait jusqu'alors été tenue, « Naomi Uemura l'avait, semble-t-il, prise « soudain ».

Il n'avait, en effet, et depuis longtemps, promis d'être présent à Paris au congrès international du CNRS sur le pôle Nord, en novembre 1983, où il devait présenter des observations scientifiques sur la neige et les aérosols des abords du pôle ; puis il s'était brusquement décommandé, non sans « un vif regret », m'assurant-il, de ne pas rentrer les quatre autres continents du pôle, qui devaient se rejoindre à Paris avec lui. Il avait préparé sur place cette périlleuse expédition.

Hélas, le dernier rendez-vous, qu'il avait pris au mont McKinley, était, sans doute, irrésistible, et le samouraï qui s'était donné sa femme, la « veuve de l'aventure », tragiquement justifié.

Naomi Uemura, né en 1941 dans une famille paysanne pauvre de la région de Hyogo, près d'Osaka - il en était le sixième fils - avait fait ses études à l'université de Meiji. Petit - 1,52 m - de son corps ramassé, puissant, émanait une force intérieure souveraine. Son visage était changeant : parfois doux, il s'éclaircissait soudain avec les larmes d'un enfant (1).

Alpiniste, il escaladait seul, en 1968, l'Aconcagua, le plus haut pic de l'Amérique latine. Il descendait seul, sur un radeau, les six mille kilomètres de l'Amazonie.

Le 11 mai 1970, il réussit l'ascension de l'Everest et, en août de la même année, seul et en sept jours, celle du mont McKinley.

Est-ce le souvenir du grand explorateur F.A. Cook - qui le poussa à tenter, par deux fois, l'ascension de ce mont McKinley, où il devait trouver la mort ?

Si l'on considère le choix de ces expéditions arctiques ou polaires, certes, comme l'héroïsme de Naomi Uemura avait de prestigieuses inspirations, en particulier Cook et Peary. Outre le mont McKinley, il va, en effet, à son tour et se empruntant le même itinéraire que Peary depuis le cap Columbia, conquérir le pôle Nord, le 29 avril 1978, en traîneau à chiens, après avoir parcouru 800 terribles kilomètres de banquise à travers glaces tourmentées, humides et crevassées.

Quoi qu'il ait été, contrairement à ses illustres prédécesseurs, régulièrement réhabilité par des parachutages aériens, il faut insister sur le fait que l'ascension de Naomi Uemura était accomplie cette conquête du pôle Nord, en 1978, était l'accomplissement de deux Esquimaux, et ce, en 1909, de quatre, sans compter son serviteur noir, Matt Hansen.

Et si l'on veut, pour mémoire à sa juste valeur l'explorateur exceptionnel de l'explorateur japonais, savoir que cet exploit avait été précédé par un parcours fantastique - encore solitaire - de 12 000 kilomètres en traîneau du Groenland à l'Alaska, et immédiatement suivi après le pôle, d'une prodigieuse « promenade » : la traversée longitudinale du Groenland, du nord (cap Morris-Jespe) au sud (Narsarsuaq) (10 mai 1978 - 22 août 1978).

Mais ce raid de cinquante-cinq jours, qui s'est achevé au pôle Nord, est surtout d'un immense intérêt pour l'histoire de l'exploration polaire, car il permet de réexaminer sous un jour nouveau avec beaucoup d'attention et dans le détail (résistance des hommes et des traîneaux, temps de parcours en fonction de l'itinéraire et du nombre d'hommes, etc.), les itinéraires de la première conquête du pôle toujours controversée. On sait que nombreux sont encore les spécialistes, que Cook fut victime de « la plus grande escroquerie de l'exploration de tous les temps ».

La mémoire de Naomi Uemura ne sera pas oubliée, elle, de ce halo maléfique... Elle a ému, unanimement et profondément, non seulement le Japon, l'Alaska et tout le monde de l'exploration polaire, mais aussi le Groenland et particulièrement l'Islande. L'explorateur japonais réside pendant une année, en 1977-1978, et que les Esquimaux polaires considéraient comme un frère de race et un « géant ».

Naomi Uemura leur avait emprunté leurs techniques (conduite des traîneaux à chiens, méthodes de chasse...) et leurs coutumes. Il les avait choisis entre tous les Inuits comme ses « maîtres à penser » pour la conquête du pôle, et certes, même s'il était seul physiquement, c'est avec eux, du moins en esprit, qu'il devait le réussir.

Ce qui finalement différencie le plus l'exploit de l'explorateur japonais de celui de ses prédécesseurs, c'est que ceux-ci furent d'abord habillés - voire barbelés - par l'idée fixe d'être les premiers à atteindre l'axe de la Terre.

Naomi Uemura, lui, ne fut porté que par la passion infiniment gratuite du dépassement de soi... et peut-être par le souffle héroïque de ces lointains ancêtres extrême-orientaux qui, venus de Sibérie, il y a dix mille ans, ont conquis l'Arctique américain et groenlandais.

JEAN MAUREL
directeur de recherche au CNRS,
directeur du Centre d'études arctiques.

(1) Uemura était né à la France ; il a vécu pendant son adolescence dans un petit village alpin, près de la frontière suisse. Il y resta trois ans, se perfectionnant dans les techniques alpines.

Uemura était membre d'honneur de la Société arctique française.

Décès

M. Odile Frénil,
née Odile Barbier,
M. Etienne Andreux et M.
née Anne Delajoux, et leurs enfants,
Les parents et amis,
ont la douleur de faire part du décès survenu le 24 mars 1984, en sa quatre-vingt-septième année, de

M. Yvonne BARBIER,
née Perrant,
retraitée de la SNCF,
(chef du personnel du service de la voie et des bâtiments de la région Sud-Ouest),
chevalier des Palmes académiques.

Les obsèques religieuses ont lieu à Mauzac (Vienne), le mardi 27 mars, à 16 heures.

M. Raymond BLAMONT,
Le docteur et M. Jacques Franck,
Pascal et Lise Franck,
Pierre et Odile Franck,
ont la douleur de faire part du décès, survenu à la suite d'un cancer, de

Raymond BLAMONT,
à l'âge de cinquante-huit ans.

M. Carlo BOCCARA,
(Lolo),
survécu à Marseille, le 26 mars 1984, à l'âge de soixante-quatre ans, 37, boulevard de la Fayette, 13009 Marseille.

L'inhumation a eu lieu le mardi 27 mars 1984, à 11 heures, au cimetière des Trois-Lucs, à Marseille.

M. Raymond BROCHARD,
son épouse,
M. et M. Guy Brochard et leurs enfants,
M. et M. Claude Terrère et leur fils,
M. et M. Christian Brochard et leur fils,
M. et M. Alain Brochard et leurs enfants,
M. et M. Dominique Brochard et leurs enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

Raymond BROCHARD,
ingénieur général de première classe des fabrications d'armement,
officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1914-1918,

survécu en son domicile, dans sa quatre-vingt-huitième année, le 25 mars 1984.

La cérémonie religieuse aura lieu le jeudi 29 mars, à 14 heures, en l'église Sainte-Cécile, à Paris-7.

On nous prie d'annoncer le décès de

M. Jeanne CASATI,
le 20 mars 1984, à Neuilly, dans sa quatre-vingt-onzième année.

De la part de
Henri et Maggy Casati,
leurs enfants et petits-enfants,
Madeleine et Jean Vial,
leur enfant et petit-fils,
Georges et Albina Casati.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité à La Ferté-Saint-Aubin (Loiret).

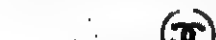
76, rue Charlot, 75003 Paris.
20, rue Vigon, 75009 Paris.

Notre épouse, bénéficiaire d'une réduction sur les impôts du « Cœur de Meuse », nous prie de joindre à leur envoi de six de ses dernières bandes pour justifier de cette qualité.

MARC AMBROISE-RENDU.

PUBLICATIONS JUDICIAIRES

IMITATION ILLICITE DE LA MARQUE



DE LA SOCIÉTÉ CHANEL

Par son jugement définitif du 6 janvier 1984, la 3^e chambre du Tribunal de Grande Instance de PARIS :

1. Dit qu'en offrant en vente et en vendant des chemises revêtues d'un monogramme constitué de deux C majuscules accolées dos à dos l'ouverture offerte vers l'extérieur, la Société MIS d'une part et la Société JCD d'autre part, ont chacune en ce qui les concerne, commis des actes d'imitation illite de la marque de la Société CHANEL ;

EN CONSÉQUENCE,

1. Invalide aux Sociétés MIS et JCD de faire usage sous quelque forme que ce soit et à quelque titre que ce soit dudit monogramme et ce, sous peine de 800 F (CINQ CENTES FRANCS) par infraction constatée passé un délai de un mois à compter de la signification du présent jugement ;

2. Condamne les Sociétés MIS et JCD à payer à la Société CHANEL la somme de 55 000 F (CINQUANTE-CINQ MILLE FRANCS) en réparation de l'atteinte portée à sa marque et en sa préjudice commercial ;

3. Les condamnent à payer à la Société CHANEL une indemnité de 5 000 F (CINQ MILLE FRANCS) sur le fondement de l'article 700 du Nouveau Code de Procédure Civile ;

4. Ordonne la publication du présent jugement devenu définitif dans deux revues ou journaux français ou étrangers, au choix de la Société CHANEL et aux frais des sociétés demanderesse, sans que le coût total de ces insertions dépasse 12 000 F (DOUZE MILLE FRANCS) ;

5. Condamne les Sociétés MIS et JCD aux dépens.

M. Armand DUPUIS,
son épouse,
M. et M. Pierre Huraux,
leurs enfants et petits-enfants,
M. Gilbert Patouillard-Demoriana,
ses enfants et petits-enfants,
M. et M. André Patouillard-Demoriana, leurs enfants et petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Armand DUPUIS,
né Hermine Demourbourg,
médaille de la Reconnaissance française,

piécement survenu le 24 mars 1984 en son domicile, 8, boulevard de Courcelles à Paris, à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 28 mars 1984, à 14 heures, en l'église Saint-Charles de Montcau, 22 bis, rue Legendre, Paris-17^e, suivie de l'inhumation au cimetière de la Villette, rue d'Hautpoulle à Paris-19^e, dans le caveau de famille.

Cet avis tient lieu de faire-part.

8, boulevard de Courcelles, 75017 Paris.
60190 Sacy-le-Petit.

David Kern,
M. et M. Bernard Baharier et leurs filles,
M. et M. H. Neumann,
M. Paul Neumann,
Les familles Kern et alliées,
ont la douleur de faire part de la perte cruelle qu'ils viennent d'éprouver en la personne de

M. David KERN,
né Margit Neumann,

leur épouse, mère, grand-mère, fille, sœur et parente, survenue le 25 mars 1984 à Paris.

Les obsèques auront lieu le mercredi 28 mars 1984. On se réunira à la porte principale du cimetière parisien de Bagneux, à 10 h 45.

Cet avis tient lieu de faire-part.

M. David Kern,
35, rue Notre-Dame-de-Lorette, 75009 Paris.

M. B. Lazareff,
M. G. Roy,
M. et M. Serge Lazareff,
Alexandre Lazareff,
font part du décès de leur petite-fille, fille et sœur,

Anne LAZAREFF,
survenue brutalement le 25 mars 1984.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 28 mars 1984, à 10 h 30, en l'église Saint-Pierre d'Avon près de Fontainebleau.

Cet avis tient lieu de faire-part.

3, rue des Rosières, 75017 Paris.

On nous prie d'annoncer le décès de

M. Anne LEENHARDT,
infirmité d'Etat,
chevalier de l'Ordre d'honneur, croix de guerre TOE (étoile de bronze), médaille coloniale Indochine,

à Montpellier, le 23 mars 1984.

12, rue Marceau, 34000 Montpellier.

M. Robert MANDROU,
professeur d'université et directeur d'études à l'EHRSS (en retraite),

survécu à l'âge de soixante-trois ans, le 25 mars 1984.

Le levée du corps aura lieu le 29 mars 1984, à l'hôpital Cochin (75014), à 13 h 30, suivie de l'inhumation au cimetière de Houilles (78800), à 15 h 15.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Anniversaires

— Pour le troisième anniversaire de la mort de

Huguette COSTA,
à l'âge de vingt-deux ans, à Delb.

des prières seront dites le vendredi 30 mars 1984, à 12 h 45, au cimetière de Montparnasse.

Merci d'y assister ou de nous y rejoindre par la presse.

Messes anniversaires

— Il y a un an mourut

Paul FERROT,
chargé de mission au cabinet du maire de Paris.

Une messe sera célébrée à son intention le vendredi 30 mars, à 19 heures, au l'église Saint-Eustache.

Communications diverses

— Un séminaire ayant pour thème « Création et créations dans le Japon, aujourd'hui » animé par M. Pierre Aubry et Gérard Corte aura lieu, le mercredi 28 mars, à 20 h 30, à l'Ecole normale supérieure, 45, rue d'Ulm, 75005 Paris, avec la participation du créateur de mode Yamamoto Kansai.

Au programme : musique, peinture, théâtre et esthétique.

STERN

GRAVEUR depuis 1840

Cartes de visite Invitations

Papiers à lettres de prestige pour Sociétés

Ateliers et Bureaux : 47, Passage des Panoramas 75002 PARIS

Tél. : 236.94.48 - 508.86.45

ROBLOT S. A.

522-27-22

ORGANISATION D'OBSEQUES

Je suis

REPRODUCTION INTERDITE



emploi régional emploi régional emploi régional emploi régional

THOMSON SEMICONDUCTEURS

Leader français en semiconducteurs, aux ambitions internationales, 9 usines en France et dans le monde (USA, Extrême-Orient) recherche pour sa filiale EFCIS à GRENoble.

RESPONSABLE DU CONTRÔLE DE GESTION

attaché au Directeur Financier, il prendra en charge la gestion prévisionnelle (budget, prévisions, plans, propositions d'actions correctives), il devra assurer des réunions type forecast et sera la responsable d'une équipe d'une dizaine de personnes.

Ce poste conviendrait à un contrôleur de gestion ayant acquis une expérience dans un environnement industriel et commercial. La connaissance de l'anglais et du reporting (anglais-français) est nécessaire.

Merci d'adresser votre CV, photo et prétentions au Service Recrutement THOMSON EFCIS - Avenue des Martyrs - BP 217 - 38019 GRENoble Cedex.

THOMSON
BRANCHE COMPOSANTS

SPRAGUE

UN PROCESS ENGINEERING
ASSOCIE AUX METHODES

Notre unité tournante - 650 personnes - est spécialisée dans la fabrication de composants électroniques et en particulier, de condensateurs CHIPS TANFALE.

INGENIEUR CHIMISTE ou PHYSICO CHIMISTE

A partir de l'analyse des processus de fabrication américaine, vous étudiez et proposez des adaptations à notre production française. Votre rôle réside à la fois dans une fonction méthodique et processus de fabrication, très proche de l'atelier.

Homme du terrain d'études et d'applications vous possédez un bon sens des réalités qui vous permet - entre autres - d'encadrer une petite équipe. Compte tenu de vos contacts quasi permanents avec les USA, la connaissance de l'anglais est indispensable. Une expérience d'environ 3 ans aux méthodes ou en R & D est nécessaire.

Notre Conseil, chargé d'établir avec vous les premiers contacts, vous recommande de lui adresser votre candidature complète, mentionnant vos souhaits de rémunération, sous référence 84/37/121.

DOMINIQUE
LELIGOIS

1 rue Brécourt - BP 1522 - 37015 TOURS Cx

TTT

COMPOSANTS ET INSTRUMENTS

Département Instrumentation Métrix
recherche pour son Agence de Paris

INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL H/F

FORMATION : Ingénieur électronicien ou niveau équivalent. La connaissance et l'expérience en micro-informatique seront un atout supplémentaire pour les candidats à ce poste. Priorité sera donnée à personne tenace, active et ayant le sens de l'organisation.

MISSION : sera chargé du suivi d'une clientèle industrielle variée, et pour Paris, de certains grands corps d'état.

Rémunération sur 13 mois + intéressement sur résultats. Véhicule fourni.

Adresser CV, photo et prétentions à METRIX - Service du Personnel BP 30 - 74010 ANNECY CEDEX.

THOMSON SEMI-CONDUCTEURS

Leader français en semiconducteurs, aux ambitions internationales, 9 usines en France et dans le monde (USA, Extrême-Orient) recrute de nouveaux collaborateurs pour sa filiale EFCIS à GRENoble.

Ingénieurs de conception, réseaux prédiffusés

chargés des projets de développement de circuits spéciaux en technologies avancées MOS ou Bipolaires ils utilisent les moyens de CAO en simulation, implantation, vérification.

Ingénieurs spécialisés

dans la conception de salles blanches pour les semiconducteurs.

Ingénieurs procédés

Ils assurent le support technique à la fabrication, le développement et la mise en production de nouvelles technologies garantissant l'amélioration de la qualité.

Ingénieurs de production

Ils ont la responsabilité de l'utilisation des moyens en personnel et équipements pour réaliser les objectifs de fabrication du front-end.

Ingénieurs produit

Ils participent à l'industrialisation des nouveaux produits en collaboration avec les équipes de conception, s'occupent du suivi des produits en fabrication (optimisation des rendements et des coûts de fabrication) et assurent la liaison avec le marketing.

Ingénieurs de tests

Ils définissent et mettent en œuvre des outils de test de circuits complexes logiques et analogiques. Ils travaillent sur des testeurs automatiques programmables et participent avec les concepteurs à la génération automatique de séquences de tests et à la validation du produit.

Ingénieurs d'équipement

Ils sont chargés de maintenir le caractère opérationnel des équipements de production (diffusion, implantation, photolithographie).

Ingénieurs de développement

Ils assurent la mise en œuvre de nouvelles technologies depuis la phase développement jusqu'à la phase productive de volume en optimisant les conditions de fabrication des produits.

Ingénieurs d'applications

Ils apportent un support technique direct aux clients (postes basés à Vélizy). Ils assurent le support à l'introduction de nouveaux produits (postes basés à Grenoble).

Ces divers recrutements s'inscrivent dans le cadre d'un développement important de notre entreprise, nos objectifs sont ambitieux. Ceux que nous recrutons aujourd'hui, moteur de notre croissance, auront de larges perspectives d'évolution. Nous souhaitons rencontrer des hommes ayant une solide formation et la capacité de "meneurs d'hommes". Notre politique de gestion des cadres récemment mise en place leur permettra de progresser rapidement.

Viviane CLERC vous prie de lui adresser votre candidature avec photo et rémunération souhaitée en indiquant le poste qui vous intéresse, à EFCIS - Avenue des Martyrs - BP 217 - 38019 GRENoble CEDEX.



THOMSON
BRANCHE COMPOSANTS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

cimatel

Invites you to innovate with leaders

intel

MHS

Cimatel, filiale d'INTEL Corporation et MHS est située dans la région de Versailles - Saint-Quentin-en-Yvelines.

Les équipes d'ingénieurs-concepteurs de Cimatel sont chargées de transférer la technologie avancée de INTEL Corporation en France pour la conception et le design de produits VLSI pour les marchés de l'informatique, des télécommunications et de l'automatisme.

CIMATEL double ses effectifs techniques en 84 et recherche des

INGENIEURS CONCEPTION CIRCUITS VLSI 4 à 10 ans d'expérience

Vous avez une expérience en conception de systèmes électroniques ou de circuits intégrés. A CIMATEL, vous aurez accès aux méthodes et aux équipements de pointe développés par INTEL, à des échanges techniques fréquents avec les équipes américaines, un environnement international, un système de management américain. Une formation aux techniques d'INTEL, est assurée en France ou aux Etats-Unis.

Evolution de carrière possible dans le groupe INTEL ou Meta Hard - Angles nécessaires. Rémunération motivante et bonus.

Envoyer CV à Direction du Personnel, CIMATEL, «Les Quadrants», 3 avenue du Centre, 78182 St-Quentin-en-Yvelines ou téléphoner à Félix Bustin, (3) 043.60.97.

Société de gestion d'appareils distribu-
teurs automatiques recherche pour Paris
proche Banlieue Sud

CHEF COMPTABLE

160 000 F ± selon expérience
Environ 35 ans avec DECS complet et expé-
rience en cabinet.

Doit avoir le sens de l'organisation pour an-
imer un service d'une dizaine de personnes,
être très bon technicien de la comptabilité et
de la fiscalité.

Adresser CV, photo et rémunération actuelle
s/réf. 91044 à CONTEXTE PUBLICITE
20, av. de l'Opéra 75090 Paris Cedex 01
qui transmettra

GROUPE TEXTILE LEADER
recherche

JEUNE MANAGER A VOCATION INTERNATIONALE

capable de s'intégrer dans les projets de
développement du Groupe.

Mobilité, performance,
esprit de compétition

sont les qualités recherchées.

Première expérience exigée.

Adresser CV manuscrit, prétentions
photo (indispensable) sous réf. 8450

Le secret des candidatures est assuré par

LAMCO Conseils d'Entreprises
78 Champs-Élysées 75008 PARIS

Ingénieurs grandes écoles ou équivalent valorisez votre formation informatique

Société d'ingénierie informatique, nous devons notre progression à la notoriété de nos
clients et à la compétence de nos collaborateurs.

Pour étoffer nos équipes, nous recherchons d'authentiques professionnels de l'infor-
matique afin de participer à la conception et au développement de projets d'envergure
auprès des grandes entreprises (télétraitement et bases de données).

Si vous êtes diplômés (option informatique) ou avec une première expérience, nous
vous offrons la possibilité d'approfondir vos connaissances et d'évoluer à la mesure de
vos ambitions dans un environnement dynamique.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature en précisant vos
prétentions à Gérard MIARA
Acor informatique,
26 rue Vivienne 75002 Paris.

ACOR informatique

Gradés cl. III ou IV

Nous sommes un organisme central du Groupe des Banques Populaires
et nous recherchons des spécialistes des opérations de Banque et Titres
sur l'Étranger.

Les candidats retenus seront des gradés de banque classe III ou IV et auront
nécessairement plusieurs années d'expérience dans les domaines
concernés.

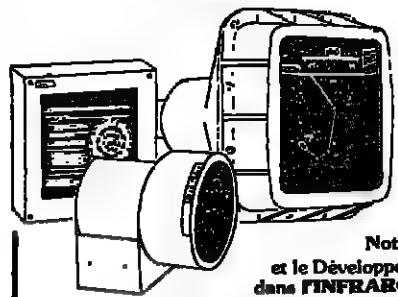
Merci d'écire avec C.V., photo et prétentions en précisant sur l'enveloppe
la réf. 2901/LM à MEDINA P.A. - 8, boulevard des Italiens - 75008 PARIS,
qui transmettra.



Caisse Centrale des
Banques Populaires



emplois régionaux • emplois régionaux • emplois régionaux • emplois régionaux



THOMSON-CSF

TUBES ET DISPOSITIFS A IMAGE

Notre LABORATOIRE DE RECHERCHE a pour mission l'étude et le Développement de DÉTECTEURS à SEMICONDUCTEURS pour la prise de vue dans l'INFRAROUGE, destinés à des applications civiles et militaires.

Nous souhaitons intégrer à nos équipes, deux ingénieurs à fort potentiel justifiant d'une première expérience dans un environnement de Recherche Industrielle.

UN INGÉNIEUR CHIMISTE (ESPCI, ESCP...)

ayant acquis des compétences en chimie minérale et en physique du solide. (R&I, I/M).

UN INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN (ESE, ENSERG, INSEP...)

ayant de bonnes connaissances en physique, pour leur confier la responsabilité d'une équipe de Recherche et Développement assurant la conception de nouveaux dispositifs opto-électroniques. (R&I, I/M).

Merci d'adresser un dossier de candidature détaillé en précisant le poste choisi à H. THIERRY - THOMSON-CSF - D.T.E. - BP 55 - 38120 ST-ÉGRÈVE.

THOMSON

BRANCHE COMPOSANTS ÉLECTRONIQUES

GRENOBLE

PROFESSEUR

de français langue étrangère, professeur, titulaire d'un diplôme de recherche et réalisation matériaux pédagogiques. Expérience universitaire CPE-DE et parlant anglais aisé. Envoyer C.V. détaillé à : M. BOUCHY 18 (7) 690-44-28.

UN CHEF D'AGENCE

EXPÉRIENTÉ Connaissance anglaise appréciée. Téléphonez pour rendez-vous M. BOUCHY 18 (7) 690-44-28.

MOTELERS LEROY-SOMER S.A. recherche POUR SES ÉTABLISSEMENTS D'ANGLOLEME (CHARENTE)

INGÉNIEUR ou TECHNICIEN technico-commercial Export

3 à 5 ans d'expérience souhaitée, formation mécanique ou électronique. Bilingue anglais.

Envoyer C.V. à : MOTELERS LEROY-SOMER Service du Personnel Boulevard Mercallin-Leroy 16015 ANGOLÈME CEDEX.

CHEF DE PRODUIT SENIOR

Côte d'Or, filiale d'un groupe européen spécialisé en chocolaterie / confiserie implanté à l'échelon international, renforce son équipe marketing et propose le poste de chef de produit senior à un professionnel des produits de grande consommation.

Sa formation Grandes Ecoles Commerciales complétée par une expérience de plus de 5 ans dans une équipe marketing performante est la base de son CV.

Mais c'est surtout un grand sens de la créativité, associé à une bonne perception des réalités du terrain qui en font un candidat idéal.

Sa mission : proposer un plan marketing annuel et en assurer la mise en œuvre, le suivi et le contrôle.

Langue anglaise souhaitée. Rémunération attractive pour candidat performant. Ce poste est à pourvoir rapidement en banlieue illoise.

Adresser lettre manuscrite + C.V. + photo sous réf. L.M. à COTE D'OR SA - Gonzague DUFOUR BP 189 - 59471 SECLIN Cédex.

COTE D'OR

THOMSON-CSF

BORDEAUX-PESSAC

INGÉNIEUR SYSTÈME

École Ingénieurs ou Miage

Une première expérience sur système IBM serait appréciée. Anglais souhaité.

Écrire curriculum vitae, photo, Service du Personnel, B.P. 94, 33600 PESSAC.

THOMSON

INNOVATION ÉQUIPEMENTS ET SYSTÈMES

Administration commerciale et gestion des fabrications

PME, filiale d'un Groupe Industriel, spécialisée dans la transformation et la vente de produits métallurgiques réputés : 75 % du Chiffre d'Affaires à l'export. Leader en Europe.

recherche pour l'une de ses unités située dans le Centre de la France

CADRE COMMERCIAL

HAUT POTENTIEL (HEC, Sup de Co, ESSEC ou Ingénieur Grande École)

Préparé par une première expérience professionnelle à assurer : - l'interface commerciale et technique entre la clientèle française ou étrangère, via les réseaux commerciaux, et l'unité de fabrication ; - l'utilisation et le développement d'un outil informatique opérationnel ; - l'animation d'une équipe d'une dizaine de personnes.

La connaissance de l'Anglais est INDISPENSABLE, celle de l'Allemand est souhaitée.

Merci de prendre contact en adressant CV et photo sous réf. 91053 à CONTESSÉ PUBLICITÉ 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra

LA MAIRIE DE VITROLLES

Dans les BOUCHES-DU-RHÔNE (25.000 habitants) envisage de recruter d'urgence par voie de recrutement

UN SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ADJOINT

Adresser candidature plus C.V. à :

MONSIEUR LE MAIRE

Service du Personnel

B.P. 102

13743 VITROLLES CEDEX

avant le 26 MARS 1984.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

PRENEZ VOTRE MESURE SUR LE TERRAIN AVANT DE REJOINDRE NOS ÉQUIPES DIRIGEANTES.

Jeunes ingénieurs de formation scientifique et financière ou économique toutes les activités de notre groupe, l'un des plus importants groupes financiers privés en France, vous sont ouvertes : finance, commercial, planification, informatique. Votre évolution future dans l'un de ces départements vers une fonction de haut niveau, se prépare sur le terrain et constitue un atout pour votre développement de carrière. Avant d'assurer la responsabilité du secteur géographique qui

vous sera attribué, d'en définir les objectifs commerciaux et de prendre en charge l'encadrement de votre force de vente (animation, assistance, contrôle, formation) vous bénéficierez d'une formation adaptée de plusieurs mois. Après un passage de quelques années constructives sur le terrain, vous serez prêt à intégrer notre équipe d'état major pour assurer des responsabilités de haut niveau.

Merci de contacter Annie Lion, Compagnie Bancaire, 5, Avenue Kléber, 75791 Paris Cédex 16.

compagnie bancaire

• UFB/LOCABAIL • UCB • CETELM • COFICA • CARDIF • SINVM • SIS

MATRA GCA

Société Européenne, spécialisée dans le développement de matériel de haute technologie pour la fabrication de composants électroniques, crée le poste de :

responsable industrialisation électronique

Cet ingénieur de haut niveau, à la fois créatif et rigoureux, aura pour mission, en liaison constante avec le Bureau d'Études et la Fabrication d'établir les dossiers industriels, la "faisabilité" - dans les meilleurs délais, coûts et fiabilité - de sous-ensembles électroniques de machines complexes incluant également l'optique et la mécanique de précision.

Ce poste implique une formation supérieure en électronique (ENSG, INSA, ESEO...), une expérience confirmée (10 ans environ), en tant qu'ingénieur de fabrication et/ou ingénieur méthodes.

Le poste est basé dans notre nouvelle usine de la région nantaise.

Merci d'adresser votre candidature : lettre manuscrite, CV et prétentions

à : MATRA GCA

Direction des Relations Humaines

ZI de la Croix-Blanche MALVILLE

44260 SAVENAY



CREDIT AGRICOLE MUTUEL DE L'EURE

recherche pour son siège à EVREUX et dans un environnement technique IBM 3033 MVS - CICS - DL1 :

CHEF DE PROJET

Études supérieures (ingénieur ou équivalent)

Expérience de quelques années en informatique de gestion.

SA MISSION : généraliste capable de concevoir, réaliser, maintenir et faire évoluer des applications informatiques dans leur globalité, organisation informatique, en relation avec les utilisateurs.

SA RESPONSABILITÉ : une équipe de réalisation de 3 à 5 personnes.

ORGANISATEURS

Études supérieures (ingénieurs, écoles de commerce)

Débutants ou expérimentés

Motivés par l'évolution de l'organisation bancaire et l'amélioration des procédures et des circuits.

Adresser candidature manuscrite avec C.V. photo et prétentions en précisant le poste qui vous intéresse à Monsieur le Chef du Personnel C.R.C.A.M. de l'EURE - 5, rue de la Rochette 27004 Evreux Cedex.

Avoir des compétences, c'est bien...

Paris-Lyon

pouvoir les valoriser, c'est mieux !

Nous avons fondé notre développement sur une politique commerciale tournée vers le service et le conseil informatique aux gros utilisateurs assurant à nos équipes des missions diverses et évolutives.

Pour renforcer notre implantation à PARIS et LYON, nous recrutons de nouveaux collaborateurs en :

Informatique industrielle

• Automaticiens débutants

Diplômés d'une grande école, option informatique souhaitée. (Réf. A/1).

• Automaticiens confirmés

2 à 5 ans d'expérience temps réel acquise sur SOLAR, MITRA, PDP 11, VAX ou MICROS (Intel, Motorola). (Réf. A/2)

Informatique de gestion

• Ingénieurs débutants

Diplômés d'une grande école. (Réf. U/1)

• Ingénieurs confirmés

Ayant 2 à 5 ans d'expérience en grands systèmes (IBM ou BULL) et maîtrisant les bases de données. (Réf. U/2).

Nous offrons pour l'ensemble de ces postes de réelles opportunités de carrière ainsi qu'un salaire lié au potentiel.

Adresser candidature : C.V. et prétentions en indiquant la référence et le lieu de travail souhaité à



cori conseil et réalisation en informatique

6, rue Daru - 75008 PARIS

MEMBRE DE SYNTREC-Informatique

cinéma

les talents de Heidi

NA Films

Blique

MARDI 3 AVRIL

au cinéma OLYMPIA

ECOUTEZ LE

Radio

pour 1

2

3

مكتبة

SPECTACLES

LE SECRET DES SÉLÉNITES (Fr.) : Saint-Ambroise, 11* (700-89-16) ; Grand Pavés, 15* (554-48-85) ; Boite à Films, 17* (622-44-21).

SOR (A., v.o.) : Studio Alpha, 5* (354-39-77) ; UGC Biarritz, 8* (723-69-23).

STAR 80 (A., v.o.) : Épée de Bois, 5* (337-57-47) ; Colisée, 8* (359-29-46) ; (V.F.) : Berlioz, 2* (742-60-33) ; Montparnasse, 14* (327-52-37).

STAR WAR LA SAGA (A., v.o.) : la Guerre des étoiles : L'empire contre-attaque ; le Retour du Jedi : Escorial, 13* (707-28-04).

TCHAO PANTIN (Fr.) : UGC Opéra, 2* (261-50-33) ; UGC Danton, 6* (329-42-62) ; Biarritz, 8* (723-69-23) ; Paramount Opéra, 9* (742-56-31) ; Nation, 12* (343-04-71) ; l'Avanture, 13* (331-56-86) ; Gaumont Convention, 15* (828-42-27) ; Montparnasse, 18* (327-52-37) ; Images, 18* (522-47-94) ; Secrétain, 19* (241-77-99).

LE TEMPS SUSPENDU (Hongrois) (v.o.) : Logos, 5* (354-52-34).

TO BE OR NOT TO BE (A., v.o.) : George V, 8* (562-41-46).

TOOTSIE (A., v.o.) : Opéra Night, 2* (256-63-56).

LA TRACE (Fr.) : L'Espresso, 6* (544-57-34).

LA TRAGÉDIE DE CARMEN (Fr.) : version Delavault : Saint-Ambroise, 11* (700-89-16).

TEAHOUSE CONFUGALES (Angl.) : Cluny Écoles, 5* (354-20-12) ; L'Espresso, 6* (544-57-34).

TRICHEURS (Fr.) : Parisiennes, 14* (329-83-11).

LA ULTIMA CENA (Cub., v.o.) (H. sp.) : Denfert, 14* (321-41-01).

UN AMOUR DE SWANN (Fr.) : Gaumont Halls, 1* (707-49-70) ; UGC Opéra, 2* (261-50-32) ; Hautoquille, 6* (633-79-38) ; Pagode, 7* (705-12-15) ; Colisée, 8* (329-29-46) ; St-Lazare-Paquier, 8* (387-15-32) ; Albi, 12* (343-04-65) ; Miramar, 14* (320-49-52) ; Gaumont Convention, 15* (828-42-27) ; Mayfair, 16* (525-27-06).

UN BON PETIT DIABLE (Fr.) : St-Ambroise, 11* (700-89-16) ; Grand Pavés, 15* (554-48-85) ; Calypso, 17* (380-30-11).

UN FAUTEUIL POUR DEUX (A., v.o.) : George V, 8* (562-41-46).

LA VILLE BRULÉE (Esp., v.o.) : Denfert, 14* (321-41-01).

LA VILLE DES PIRATES (Franco-Portugais, v.o.) : Olympia, 14* (545-35-35).

VIVE LES FEMMES (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3* (278-34-15) ; UGC Danton, 6* (329-42-62) ; UGC Roxane, 6* (633-88-23) ; UGC Montparnasse, 8* (544-14-27) ; UGC Émirage, 8* (359-15-71) ; Biarritz, 8* (723-69-23) ; Maxville, 9* (770-72-86) ; UGC Boulevards, 9* (246-66-44) ; UGC Gare de Lyon, 12* (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13* (336-23-44) ; Miramar, 14* (320-49-52) ; UGC Convention, 15* (828-42-27) ; Images, 18* (522-47-94) ; Secrétain, 19* (241-77-99).

WEN KUINI (LE BON DIEU) (Hivolta) : St-André des Arts, 6* (326-48-18).

Les festivals

H. BORGAT (v.o.) : Action Chrétienne, 6* (325-47-46) ; 18 Femmes à bascule.

MARK BROTHERS : Action Écoles, 5* (327-72-07) ; Un jour aux courses.

J. CARPENTER (v.o.) : Escorial, 13* (707-28-04), 16 h 30 ; The Thing, 18 h 30 ; Asaut, 20 h 30 ; New-York 1977.

C. DESORD : Studio Célian, 5* (354-89-22) ; la girouille nous et nous-mêmes.

A. HITCHCOCK (v.o.) : Action Chrétienne, 6* (325-47-46), 15 h 40, 17 h 20, 19 h 20, 20 h 40, 22 h 20 ; Saboteur, 20 h 40 ; Fantômes, 22 h ; Hurlerments.

RÉTROSPÉCTIF OTTO PREMINGER (v.o.) : Action Chrétienne, 6* (325-47-46), 16 h 30, 19 h 21 h 30 ; Tompkins à Washington.

PROMOTION DU CINÉMA (v.o.) : Studio 38, 18* (606-36-07) ; Rue Barbare (*).

C. SAURA (v.o.) : Denfert, 14* (321-41-01), 20 h 30 ; Noos de sang.

TARKOVSKI (v.o.) : Camos, 6* (544-28-80), 17 h 25 h ; le Miroir.

TROIS PORTRAITS DE FEMMES PAR MANUEL DE OLIVEIRA (v.o.) : République-Cinéma, 11* (805-51-33), en alternance : Franceschi, Benilde, le Passé et le Présent.

Les séances spéciales

L'ANNÉE DE TOUS LES DANGERS (Aust., v.o.) : Boite à Films, 17* (622-44-21), 18 h 10.

SLADE RUNNER (*) (A., v.o.) : Studio Galande, 5* (354-72-71), 16 h.

LE DERNIER TANGO A PARIS (*) (It., v.o.) : Saint-Ambroise, 11* (700-89-16), 22 h.

CLÉMENTINE TANGO (Fr.) : Châtelet Victoria, 1* (508-94-14), 20 h 25.

ELEPHANT MAN (Brit., v.o.) : Châtelet Victoria, 1* (508-94-14), 17 h 45 + Grand Pavés, 15* (554-48-85), 21 h 30.

HAIR (A., v.o.) : Boite à Films, 17* (622-44-21), 22 h.

HAUTE FÈRE (A., v.o.) : Studio Bertrand, 7* (783-44-66), 16 h 20.

L'HYPOTHÈSE DU TABLEAU VOLÉ (Fr.), Olympia, 14* (545-35-38), 18 h.

LETTRES D'AMOUR EN SOMALIE (Fr.), Olympia Saint-Germain, 6* (227-87-23), 24 h.

MAC DIXON, DÉTECTIVE (A., v.o.) : Olympia-Luxembourg, 6* (633-97-77), 24 h.

MORT A VENISE (It., v.o.) : Tempeliers, 3* (272-94-56), 20 h.

OFFICIER ET GENTLEMAN (A., v.o.) : Châtelet Victoria, 1* (508-94-14), 16 h.

OUTSIDERS (A., v.o.) : Olympia-Luxembourg, 6* (633-97-77), 24 h.

LE SECRET DE VERONIKA VOSS (All., v.o.) : Grand Pavés, 15* (554-48-85), 19 h 15.

TAXI DRIVER (*) (A., v.o.) : Boite à Films, 17* (622-44-21), 20 h.

THE ROCKY HORROR PICTURE SHOW (*) (A., v.o.) : Studio Galande, 5* (354-72-71), 22 h 25 et 0 h 15.

VOYAGE AU BOUT DE L'ENFER (A., v.o.) : Calypso, 17* (380-30-11), 21 h.

COMMUNICATION

MEETING SUR LA PRESSE A LA MUTUALITÉ

La mélodie de l'opposition

Beaucoup de Français n'ont pas encore compris. « Un processus révolutionnaire est en marche dans notre pays depuis mai 1981. Point par point, les socialistes suivent leur programme de conquête du pouvoir selon le processus marxiste », M. Charles Pasqua, président de la commission spéciale du Sénat sur la presse, et quinze autres orateurs ont révélé l'implacable complot, lundi soir 26 mars, dans la salle de la Mutualité à Paris. Les sept cents personnes qui avaient répondu à l'appel du Conseil national pour la liberté de la presse et MM. Henri Amouroux et Jacques Baumel (1), étaient acquiescentes d'avance à la démonstration : le pouvoir, à travers son projet de loi, veut bâillonner la liberté de la presse, clé de toutes les autres libertés.

« Nous ne sommes pas en dictature, mais nous ne voulons pas revoir le moment où l'expression n'est plus possible », commence, avec modération, M. Amouroux, écrivain et éditorialiste, ancien directeur général de Sud-Ouest et de France-Soir. La salle applaudit. « Non, nous n'admettons pas que la voix du PS devienne la voix de la France, que le tout-Etat-média-PS devienne le bras séculier du monarque, lance Mme Brigitte Gros, sénateur des Yvelines. Le responsable de cette mise en tutelle de la presse et de l'expression, c'est François Mitterrand ! ». La salle s'échauffe et siffle le président de la République. M. Jacques Baumel (député des Hauts-de-Seine), brandit un buste de Marianne la bouche entravée d'un bandeau rouge : « Voyez, ils l'ont bâillonné, faisons le serment de la débâillonner. Ensemble, nous gagnerons car la liberté guide nos pas ! ». La salle trépigne. « Nous sommes dans un pays de liberté, mais cette liberté est menacée quand les communistes sont au gouvernement ! », clame M. Jean d'Ormesson, académicien et éditorialiste du Figaro Magazine. Cris, brouhaha.

«Un même combat»

L'ambition des socialistes et des communistes ? « Coloniser les cerveaux et unifier les consciences pour que l'histoire aille enfin dans le bon sens. Il est plus que temps de dire : ça suffit ! ». La salle fait une ovation à M. Alain Ravennet, président du Comité des intellectuels pour une Europe libre (CIEL). Comme elle l'a fait au dessinateur Jacques Faizant (le Figaro), le plus populaire des intervenants (2).

Le processus ? Le marxiste François Mitterrand, fossoyeur de la tra-

dition socialiste française, a chaussé les bottes du « fascisme rouge ». Il s'est allié au diable communiste pour mettre notre pays, comme tous ceux du bloc de l'Est, sous la domination des totalitaires. Il s'est emparé de la radiotélévision l'Etat pour en faire un instrument de propagande (Jean d'Ormesson) insidieux (Pierre-Christien Taittinger) et de désinformation (Jean Cazeau). S'il a entouvé le monopole de l'audiovisuel en 1982, c'est pour mieux le refermer à son profit. Il en va de même pour l'école : son plan vise à mettre tous les petits Français sous la coupe rigide d'édicateurs rouges, chargés d'inculquer la bonne façon de penser et d'agir.

Reste la presse écrite, ce « contre-pouvoir nécessaire en face du pouvoir », (Henri Amouroux). Le gouvernement déclare vouloir à son sujet « la transparence et le pluralisme » : « C'est en fait nuit et brouillard que nous devons nommer le projet de loi », déclare M. Baumel. Mais s'agit-il bien ici du texte discuté à l'Assemblée nationale et bientôt à l'Assemblée

Propos de tribune ? Voire. La droite, en vérité, redécouvre les meetings, appelle ses troupes à se mobiliser (« Citoyens, c'est à votre tour d'apprendre l'art de descendre dans la rue ! », exhorte Charles Pasqua), elle rode ses slogans, sa rhétorique. La gauche avait ses rythmes incantatoires, l'opposition entonne sa mélodie : « La presse libre, l'école libre, l'usine libre, l'Europe libre : un même combat pour la même cause » (Jacques Baumel) : « La liberté n'est pas une valeur de gauche, socialiste, matérialiste, marxiste, c'est une valeur humaniste, spirituelle » (Maurice Druon).

L'école et ses symboles (Ver-sailles), la presse — et donc la liberté — en « péri de mort », deux grands combats mobilisateurs pour une droite amnésique (en particulier sur la radiotélévision) : dénoncer l'idéologie pieuse élitiste dont les tentacules ne cessent de s'étendre. Et dont la tête est à Moscou.

YVES AGNÈS.

(1) Qui annoncent près de trente mille adhérents.

(2) Ont également pris la parole l'humoriste Jean Amadour, le dessinateur Yves, MM. Jean Cazeau, Jean Chuzet, Michel Droit, Maurice Druon, Alain Farabach, Pierre-Christien Taittinger, M. Jean-Marie Varaut, et deux journalistes étrangers, Williams T. Deeds (Daily Telegraph) et Jürgen Liminsky (Die Welt).

«Le Figaro», «France-Soir» et «Paris-Turf» pourraient être imprimés au Maroc

Le projet d'impression, au Maroc, de journaux français — et notamment français — grâce au système du *fac simile*, fait actuellement l'objet d'une vive campagne de presse. Ce projet constitue « une atteinte à la souveraineté marocaine » et revêt « la même gravité et les mêmes dimensions que celles d'une base militaire étrangère », écrit, lundi 19 mars, *Al Alam*, organe du parti de l'Ishtiaq, membre de la coalition gouvernementale.

Le premier des journaux incriminés, *Al-Sharq Al-Awsat*, basé à Londres, est d'origine saoudienne. Il devrait être imprimé par une

société saoudo-marocaine qui a investi 1,5 million de dirhams (160 millions de francs) dans une imprimerie offset ultra-moderne, à Casablanca. Le groupe Hersant aurait l'intention d'utiliser cette imprimerie pour réaliser le *Figaro*, *France-Soir*, *Paris-Turf*. Le quotidien sportif *l'Équipe* (groupe du *Parisien libéré*) envisage aussi d'emprunter la même filière, ainsi que *Al Mouharrij*, journal libanais appartenant à Beyrouth. Le projet n'attend plus que l'autorisation de la présidence du conseil du gouvernement de Rabat.

Le Syndicat national de la presse marocaine (SNPM), qui regroupe les représentants des journaux locaux, a adressé un message au premier ministre, M. Mohamed Karim Lamrani, lui demandant d'interdire l'impression de journaux étrangers à Casablanca grâce au *fac simile*. Il observe que « cette concurrence déloyale » coûtera au Maroc 10 millions de dollars par an en devises fortes et menacera l'emploi de quelque douze mille ouvriers d'imprimerie marocains. — (AFP, Reuter.)

«L'INDICATEUR BERTRAND» SERAIT RACHETÉ PAR LE GROUPE HERSANT

L'Indicateur Bertrand, journal bi-mensuel d'annonces immobilières, passera-t-il sous la coupe de M. Robert Hersant ? Des pourparlers très avancés sont effectivement engagés (et, selon nos sources, auraient abouti) avec Norprint, une des filiales du groupe Hersant. Ce qu'on admet à la direction de l'Indicateur Bertrand, « sans qu'il soit permis d'en dire plus pour le moment ».

Lisez
Le Monde
PHILATÉLISTES
A L'OFFICE DE LA PRESSE

Mardi 27 mars

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

20 h 35 **Politiques**. M. J. Chirac, maire de Paris, président du R.P.R., répond aux questions de C. Nay (Europe 1), C. Cabanes (l'Humanité), F.-O. Glebert (la Nouvelle Observateur) et P.-L. Ségalion (TF1).

21 h 55 **Première mondiale** : spectacle français vu d'ailleurs. L'Orchestre de France à New-York. Pour ce deuxième numéro de « Première mondiale », TF1 a enregistré l'un des derniers concerts donnés par l'Orchestre national de France, sous la direction de Lorin Maazel, au Carnegie Hall de New-York. Symphonie n° 2, de Rachmaninov. Un débat (en direct de Paris) portera sur le phénomène de l'internationalité du chef de la formation, des solistes, sur la musique aux États-Unis et en France, sur la place de la musique française dans le monde : à 23 h 25, suite du concert ; Concerto n° 2, de Prokofiev ; Daphnis et Chloé, de Ravel. Le concert et le débat sont retransmis simultanément en stéréophonie sur France-Musique.

0 h 15 **Journal**.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

POUR RECEVOIR CANAL PLUS...

Faites vite adapter votre antenne par un spécialiste.

20 h 40 **Cinéma** : les Aventures de Robin des Bois. Film américain de M. Curtiz et W. Keighley (1938).

avec E. Flynn, O. de Havilland, B. Rathbone. (Rediff.) Reprenant le rôle tenu par Douglas Fairbanks en 1922, Errol Flynn est devenu le héros mythique d'un film hollywoodien exaltant la justice et la liberté.

22 h 25 **Mardi cinéma**. Avec M.-C. Barraud, M. Laforêt, G. Fontanel, J.-P. Balmer, R. Berry et R. Bolinger.

23 h 20 **Journal**.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20 h 35 **Cinéma** : la Loi. Film franco-italien de J. Dassin (1958), avec G. Lollobrigida, M. Mastroianni, Y. Montand. (N.) Les rapports de forces entre différents habitants d'un village des Pouilles, au bord de l'Adriatique où le « jeu de la loi » donne la puissance à qui la gagne. Une jeune servante, convoitée par tous les hommes, mène sa stratégie personnelle. D'après un roman de Roger Vailland.

22 h 40 **Journal**.

23 h 5 **Spécial Salon du livre**.

23 h 10 **Préface à la nuit**.

FR3 PARIS - ÎLE-DE-FRANCE

17 h 5 **Cycle cinéma italien** : le Temps des amants. Film de Vittorio de Sica (1969).

18 h 35 **Magazine** : Présence du théâtre.

18 h 55 **Già et Julia**.

19 h **Informations**.

19 h 35 **Feuilleton** : Le trésor des Hollandais.

19 h 50 **Dessin animé** : Gédéon.

FRANCE-CULTURE

20 h **Débat** : L'écriture et la voix, avec Jean Glibert et Guy Dupré.

21 h 15 **Les sons de la musique de chambre** : Récital de piano R. El Bacha (Schubert, Ravel et Mozart).

22 h 30 **Nuits magiques** : série sur le sport ; Wozzeck et Jorke.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 **Concert** (festival de Lille 1981) : Dantès-Symphonie, de Liszt, par les chœurs et l'orchestre philharmonique de Lille, direction P. Bartholomée, chef des chœurs P. Horowitz.

21 h 55 **Concert** (en simultané avec TF1, et donné le 20-3-1984 au Carnegie Hall de New-York).

0 h 20 **Les scènes de France-Musique** : Jazz-club, le quintette des pianistes Zool Fleischman.

Mercredi 28 mars

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

11 h 30 **Vision plus**.

12 h **Le rendez-vous d'Amiel**.

12 h 30 **About comar**.

13 h **Journal**.

13 h 35 **Vitrine**.

16 h **Jouer le jeu de la santé**.

16 h 5 **Série X**.

17 h 5 **Un métier pour demain** : cuisinier.

17 h 20 **Les infos**.

17 h 25 **Le village dans les nuages**.

17 h 45 **Série** : Histoires et Yeux.

18 h 15 **Presse d'été**.

18 h 25 **Jack Spot**.

18 h 50 **Variétés** : Jour J.

19 h 15 **Emissions régionales**.

19 h 40 **Les petites drôles**.

19 h 53 **Tirage de la loterie nationale**.

20 h **Journal**.

20 h 30 **Tirage du loto**.

20 h 35 **Série** : Delfes.

21 h 25 **Magazine santé** : l'éthique médicale. La naissance, les médicaments, la mort douce. Un débat sur la responsabilité médicale, avec des médecins. Cette émission sera prolongée d'un débat sur France-Culture le 30 mars à 20 heures.

22 h 55 **Journal**.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

10 h 30 **ANTIOPE**.

12 h **Journal** (et à 12 h 45).

12 h 10 **Jeu** : L'académie des neuf.

13 h 35 **Feuilleton** : l'Événement.

15 h 50 **Les carnets de l'aventure**.

16 h 25 **Dessins animés**.

16 h **Récré A 2**.

17 h 30 **Micro Kid**.

18 h **Platine 45**.

Avec The Alan Parsons Project, les Calamités, Elbow Blues, Lydia Lunch, Kamy Loggins.

18 h 30 **C'est la vie**.

19 h 50 **Jeu** : Des chiffres et des lettres.

19 h 15 **Emissions régionales**.

19 h 40 **Le théâtre de Boulevard**.

20 h **Journal**.

20 h 30 **Sport** : football.

France-Autriche, en direct de Bordeaux.

22 h 15 **Psy-pho**.

Un couple, Patricia et Lionel — trente-cinq ans, mariés depuis treize ans, trois enfants — se désolent, au fil des années, ils tiennent pourtant l'un à l'autre. Pascale Breugnot et le psychanalyste Mony Elkhatib posent des questions, éclairent un conflit dont les racines remontent à l'enfance de chacun.

23 h 10 **Journal**.

FR 3 - PARIS - ÎLE-DE-FRANCE

17 h 5 **L'histoire de France** en BD.

17 h 11 **Dessin animé** : Belle et Sébastien.

17 h 40 **Huckleberry Finn** et Tom Sawyer.

18 h 5 **La course de pain**.

18 h 30 **Détermination vingt ans**.

18 h 55 **Già et Julia**.

19 h **Informations**.

19 h 35 **Feuilleton** : Le trésor des Hollandais.

19 h 50 **Dessin animé** : Gédéon.

FRANCE-CULTURE

14 h 5 **Un livre, des voix** : « Œuvres », du cardinal de Richelieu.

14 h 47 **L'école des parents et des éducateurs**.

15 h 2 **Les après-midi de France-Culture** : à Villeneuve-d'Ascq : à 15 h 35, La radiocativité artificielle ; à 16 h 10, Science ; à 17 h, Raison d'être.

18 h 30 **Feuilleton** : le Chanson des Nibelungen.

18 h 25 **Jazz à l'antenne**.

19 h 30 **Prespectives scéniques** : La richesse animale (les insectes géométriques), avec le professeur J. Lecomte (rediff.).

20 h **La belle œuvre** : la 9^e Symphonie, de G. Mahler (acte IV : « Catastrophe »), par le Cleveland Orchestra, dir. G. Sándi ; œuvres de Berg, Stravinsky, Bruckner, Tchaïkovski.

22 h 30 **Nuits magiques**.

FRANCE-MUSIQUE

15 h **Microcosme** : Elle était une fois Blanche-Neige ; 15 h 25 Un sonnet dans la son ; 15 h 30 Micro-digital ; 15 h 50 Les femmes sont nos frères féminins ; 15 h 55 Microcosme ; 16 h 25 Court-circuit.

17 h **Histoire de la musique**.

18 h 5 **L'œuvre**, en direct du studio 119.

19 h **Le temps de jazz**.

20 h **Magazine de la musique contemporaine**.

20 h 30 **Concert**, perspectives du vingtième siècle (donné le 26-3-1983 à Radio-France) : La jeune musique par les jeunes musiciens : Komitas, de Stockhausen ; Trois pièces pour violon et piano, de Weber ; Fantaisie pour violon et piano, Sérénade, de Schoenberg ; Concert pour neuf instruments, de Weber ; Ensemble-Konzert, de Goldmann ; Intervallations, de Diderichs ; Six bagatelles, de A. Hahn ; Chansons pour petit orchestre, de Weber, par l'ensemble moderne de la Jeune Deutsche Philharmonie, direction P. Rotvo.

23 h **Les scènes de France-Musique** : La Ballade, œuvres de Zumsteg, Schubert, Loewe, Mendelssohn, Brahms et Wolf.

TRIBUNES ET DÉBATS

MARDI 27 MARS

— M. Gaston Defferre, ministre de l'Intérieur et de la décentralisation, est invité au journal de 20 heures, sur Antenne 2.

FAITES VITE ADAPTER VOTRE ANTENNE, CANAL PLUS ARRIVE.

SOYEZ PRETS.

Si votre antenne est collective, contactez un des responsables de la gestion de votre immeuble. Si votre antenne est individuelle, appelez un professionnel de l'antenne. Adressez-vous à votre spécialiste habituel, sinon consultez les Pages Jaunes de l'Annuaire.

مكتبة لادري

	Le jour	Le jour T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	83,00	89,44
DEMANDES D'EMPLOI	25,00	23,85
IMMOBILIER	58,00	65,42
AUTOMOBILES	58,00	65,42
AGENDA	58,00	65,42
PROP. COMM. CAPITAUX	184,00	194,50

ANNONCES CLASSEES

	Le jour	Le jour T.T.C.
ANNONCES ENCADREES	47,00	55,74
OFFRES D'EMPLOI	14,00	16,50
DEMANDES D'EMPLOI	38,00	42,70
IMMOBILIER	38,00	42,70
AUTOMOBILES	38,00	42,70
AGENDA	38,00	42,70

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.



emploi régionaux emploi régionaux emploi régionaux emploi régionaux

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
Région CENTRE
recherche pour son Bureau d'Etudes
UN INGÉNIEUR ACOUSTICIEN

- Possède une formation spécialisée en acoustique et vibrations ainsi que de solides connaissances en hydraulique.
- Le candidat devra avoir 4 à 5 ans d'expérience pratique d'application dans le domaine des engins de travaux publics.
- Il sera en outre capable de suivre les normes et réglementations en vigueur en Europe et sera doté d'une bonne connaissance de l'anglais.

Envoyer C.V. et prétentions à Agence HAVAS, sous n° 240, qui transmettra.
18100 VIERZON.

Important Groupe CHIMIE-PHARMACIE recherche
CHEF DES SERVICES COMPTABLES

- titulaire du DECS, 35 ans minimum
- excellentes connaissances nécessaires en comptabilité générale, comptabilité industrielle, fiscalité, consolidation des comptes, trésorerie, date de valeur.
- expérience indispensable en moyens informatiques.
- dépendant directement de la Direction Générale, son implantation étant à Orléans.
- sera responsable de l'ensemble des comptabilités des Sociétés du Groupe (Holding, Production pharmaceutique et Commerciale) sous tous leurs aspects.

Envoyer C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions sous n° 3497 à **Fol** 34, avenue de la République 94410 SAINT-MANVILLE qui transmettra.

Jeune Ingénieur Développement Technique

SEPROSY - 267 M de F de CA, 580 personnes - est un des leaders de l'emballage plastique en progression constante. Pour faire face à son expansion et au développement de son outil industriel, cette société recherche le Responsable Etudes et Réalisations Techniques, Essais, Lancements de son usine de LAGNIEU (région lyonnaise).

Avec pour objectif la compétitivité de l'usine dans l'avenir (automatismes, machines de contrôle, robots, ...) il proposera des solutions nouvelles visant à améliorer les produits et les procédés actuels. Dans le cadre des investissements annuels, il animera le bureau d'études chargé de leur réalisation, il contrôlera et négociera les achats qui en découlent. Enfin, il assurera le démarrage des installations nouvelles et le lancement des produits nouveaux.

Ce poste s'adresse à un jeune ingénieur A.M. ou équivalent, débutant ou ayant déjà une première expérience, motivé par une activité à la fois d'étude et de terrain. De larges perspectives d'évolution lui sont ouvertes vers des postes plus opérationnels tant dans la Société que dans le Groupe BSN dont elle fait partie.



Merci d'adresser votre candidature, sous n° 7284 en précisant rémunération actuelle à : BSN - Service Recrutement Cadres - 7, rue de Valenciennes - 75281 Paris Cedex 10.



DIRECTIONS . DIRECTIONS

Directions Nationales et Internationales

Burroughs

au 3^e rang mondial de l'informatique,
après recherches pour notre siège social de Cergy-Pontoise le

DIRECTEUR JURIDIQUE

Personnalité de 1^{er} plan, vous maîtrisez parfaitement l'anglais et possédez au minimum 3 ans d'expérience dans la fonction juridique. Des notions acquises au sein d'une multinationale anglo-saxonne constitueront un plus. En relation avec la Direction Générale et les Directeurs d'Agences, votre rôle concerne :

- LE CONSEIL ET L'INFORMATION,
- L'ELABORATION ET LE SUIVI DES CONTRATS CLIENTS,
- LE CONTENTIEUX.

Vous serez également en relation avec la Division Europe, basée à Londres. Le poste est évolutif, avec accès possible aux missions de Secrétaire Général.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature (CV, lettre manuscrite et prétentions) à : Isabelle SOMMET, BURROUGHS D.R.H., Boulevard de l'Oise, 95015 Cergy-Pontoise Cedex.

Burroughs : un partenaire ... des services

Directeur financier

Cette fonction est à pourvoir dans une société française

AU TOUT PREMIER RANG MONDIAL

de son secteur d'activité (prestations de services). Membre essentiel d'une équipe de direction de haut niveau, le nouveau titulaire sera responsable de la fonction financière et comptable de la société ainsi que de ses filiales françaises et étrangères.

La diversification internationale de cette société ainsi que l'originalité de ses prestations lui font rechercher une personnalité qui, de par sa formation générale et technique de premier plan (D.E.S., E.S.S.E.C., ... + EXPERTISE COMPTABLE) et son expérience, peut animer une équipe, traiter des problèmes financiers au niveau international, concevoir et mettre en place des systèmes de contrôle de gestion.

De courts voyages dans le monde entier sont à prévoir.

Le poste est situé à Paris.

Merci de nous adresser C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 408122 M (à mentionner sur l'enveloppe).



BERNARD KRIEF CONSULTANTS
115, rue du Bac - 75007 PARIS

DIGILOG

GROUPE DIGITONE

Notre Société est spécialisée en ingénierie informatique et micro-informatique.

INGENIEURS

Nous recherchons des ingénieurs possédant quelques années d'expérience en logiciel temps réel pour applications de nature technique. Connaissances en logiciel de base et en logiciel graphique appréciées.

Envoyer avec C.V. : DIGILOG 21, rue Frédéric Joliot 13705 LES MILLES AIX-EN-PROVENCE

VILLE DE TOURCOING recrute

4 ENSEIGNANTS

pour son école régionale supérieure d'expression plastique

- SCIENCES ET TECHNIQUES APPLIQUEES A LA CONSTRUCTION.
- PLASTICIEN et REPRESENTATION DE L'ESPACE.
- PLASTICIEN PEINTRE.
- PLASTICIEN GRAVEUR.
- PLASTICIEN PEINTRE.
- PLASTICIEN GRAVIER.

Candidats : avec C.V. et photo à adresser à M. le Maire, 58200 Tourcoing AVANT LE 15-4-84. R. compl. (20) 76-95-84.

MATRA SALBRIS

A proximité d'Orléans, le Centre de SALBRIS (environ 650 personnes) est orienté sur la fabrication de matériels aéronautiques en petite et moyenne série et recherche pour son activité bancs de tests et systèmes électroniques R/F.

Responsable Qualité-Contrôle Electronicien

Il participe à l'élaboration et à la mise en œuvre de la politique générale du contrôle et de la qualité sur des systèmes électroniques complexes.

Sa responsabilité est engagée dans le contrôle des réalisations et la qualité des matériels fabriqués en s'appuyant sur une équipe de 20 techniciens.

Rattaché au Chef du Département Contrôle Qualité, sa fonction l'amène à établir des relations suivies avec d'autres services de MATRA et avec les clients.

Ce poste concerne un ingénieur électronicien, ayant des compétences en micro-informatique, et une première expérience industrielle, le sens de l'animation d'une équipe et de bonnes qualités de relation et de négociation.



Envoyer avec C.V., rémunération souhaitée et photo en indiquant la référence NK 1130 à S.A. MATRA Service Recrutement - B.P. 29 - 41300 SALBRIS



emploi international

(et départements d'Outre Mer)



ICRISAT

L'Institut international de recherche sur les cultures des zones tropicales semi-arides recherche

UN CHEF DU PROGRAMME

d'amélioration du mil

Fonctions : sous la supervision du Directeur de la recherche, il dirige et administre le Programme d'amélioration du mil du Centre ICRISAT. Il planifie et réalise les projets de recherche sur le mil, en fonction des objectifs fixés par l'Institut. Il coordonne les activités de recherche dont il a la responsabilité avec celles des autres programmes du Centre et celles réalisées dans d'autres pays. Il participe à la direction et à la gestion de l'Institut et il entretient de bons rapports avec d'autres organismes de recherche.

Le programme d'amélioration du mil compte 14 chercheurs et comprend 4 sous-programmes : sélection, phytopathologie, physiologie et microbiologie.

Qualifications - Essentielles : doctorat dans une discipline pertinente et une excellente carrière académique ; aptitude à diriger une équipe de chercheurs et à participer à des programmes de recherche multidisciplinaires ; bonne connaissance de l'anglais écrit et parlé.

- Souhaitables : solide expérience en amélioration des plantes ; au moins dix ans de recherche post-doctorale ; connaissance du français.

Travaux : liés aux qualifications et à l'expérience ; indemnités supplémentaires attractives offertes.

Le Chef du Programme d'amélioration du mil travaillera au Centre ICRISAT (1394 ha), près de Hyderabad en Inde, où il pourra compter sur un excellent support technique et scientifique. Les conditions de vie du milieu sont bonnes. Les installations récréatives, médicales et éducatives (enfants de 10-12 ans) sont adéquates. Il est facile d'y établir des correspondances avec les vols internationaux.

Les C.V., accompagnés des noms de trois personnes pouvant fournir des références, doivent parvenir à l'adresse suivante, avant le 30 avril 1984 : Director General, ICRISAT Patancheru P.O. 502 324, Andhra Pradesh, INDE.

Kienzle Informatique

FILIALE FRANÇAISE D'UN IMPORTANT CONSTRUCTEUR EUROPEEN - RECHERCHE

pour la région NORD de la FRANCE

DIRECTEUR REGIONAL

chargé de poursuivre le développement de l'activité commerciale pour la diffusion de produits et services performants auprès des PME-PMI. Il développe et applique une politique de vente, adaptée à la région, dans le cadre d'une stratégie nationale. Il s'appuie sur une organisation technique et commerciale existant depuis de nombreuses années.

Ce poste requiert un homme d'expérience, dynamique, responsable, gagnant, ayant une bonne connaissance du terrain, le goût des contacts de haut niveau et désireux d'acquiescer un épanouissement personnel dans une société en pleine expansion.

Rémunération élevée et motivante.

pour la REGION PARISIENNE (Ile de France) et la PROVINCE

INGENIEURS D'AFFAIRES

chargés de développer la vente de systèmes et d'applications adaptés à des secteurs d'activité tels que : négociations, cabinets comptables, administration de biens, etc., correspondant à la stratégie de la société et avec l'aide d'un support bien structuré : logiciel, formation, après-vente.

Expérimentés dans la vente de systèmes conversationnels, rompus aux problèmes de gestion PME-PMI et possédant déjà une spécialisation dans une ou plusieurs branches d'activité.

Pour tous les candidats, l'expérience professionnelle sera un facteur déterminant, ainsi qu'une réelle aptitude à la négociation à tous niveaux.

La rémunération est très motivante et l'avenir peut offrir des possibilités d'évolution vers des responsabilités commerciales et managères.

Envoyer curriculum vitae, photo et prétentions en précisant le poste qui vous intéresse à KENZIE INFORMATIQUE - Direction du Personnel 62, 64 avenue du Général de Gaulle 94000 CRETEIL.

ASSOCIATION TREMBLAYENNE POUR LE CINEMA REGIONALE pour le 11 avril 1984

DIRECTEUR(ICE)

ancienneté du cinéma (183.000 entrées en 1983). Conditions de rémunération de 6.800 F à 7.400 F selon durée de service, 12 mois, 6 semaines de congés annuels.

Envoyer C.V. + lettre au Service Culturel, Hôtel de ville, 81250 Tremblay-le-Vieil. Tél. : 061-86-71 poste 546.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de retourner aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.



emplois internationaux

(et départements d'Outre Mer)

emplois internationaux

(et départements d'Outre Mer)

emplois internationaux

(et départements d'Outre Mer)

INTERNATIONAL TELECOMMUNICATION UNION



invites applications for
eleven Senior Training Expert posts
at the Telecommunications Institutes in Riyadh or Jeddah in the
KINGDOM OF SAUDI ARABIA
in the following specialties for Project SAU/81/001:

- Teaching methods (telecommunications) and audio-visual aids (Posts 11.06 and 11.16)**
Responsible for development of course material; producing/validating training packages and associated audio-visual materials; preparing instructor guides; training counterpart staff as instructors. (One post each in Riyadh and Jeddah).
- Outside plant (Posts 11.09 and 11.19)**
Responsible for training in theoretical/practical aspects; reviewing work procedures in field of external plant; organizing training courses; preparing syllabi and training manuals; assisting in establishment of laboratories; specifying training equipment and training aids; demonstration sets, etc.; training counterpart staff as instructors. (One post each in Riyadh and Jeddah).
- Telegraphy and data transmission (Posts 11.10 and 11.20)**
Responsible for training in theoretical/practical aspects; organizing training courses; preparing syllabi and training manuals; assisting in establishment of laboratories; specifying training equipment and training aids, etc.; training counterpart staff as instructors. (One post each in Riyadh and Jeddah).
- General telecommunication subjects (Posts 11.13 and 11.23)**
Responsible for training courses in electricity, electronics, fundamentals of telecommunications and broadcasting techniques; specifying equipment, training aids, demonstration sets, etc.; assisting in establishment and maintenance of laboratories; training counterpart staff as instructors. (One post each in Riyadh and Jeddah).
- Telephone switching (Post 11.17)**
Responsible for training in theoretical/practical aspects of telephone switching; PRX system and LME telephone exchanges types AXE, ARE 11 and ARE 13; organizing training courses; assisting in establishment of laboratories; training counterpart staff as instructors. (One post in Jeddah).
- Line transmission and radio relay systems (Post 11.18)**
Responsible for training in theoretical/practical aspects carrier and line transmission systems including radio relay systems; preparing syllabi and training manuals; specifying training equipment, training aids, etc.; assisting in establishment and maintenance of laboratories; training counterpart staff as instructors. (One post in Jeddah).
- Power plant and general electrical/mechanical workshop practice (Post 11.21)**
Responsible for training in theoretical/practical aspects telecommunication power plant; developing and organizing training courses; preparing syllabi and training manuals; specifying training equipment, training aids, etc.; assisting in establishment of laboratories; training counterpart staff as instructors. (One post in Jeddah).
- Duration of each assignment will be for a period of one year (with possibility of extension) commencing as soon as possible.
- Candidates should possess either a B.Sc. and minimum ten years' experience, or an M.Sc. and minimum five years' experience or a Ph.D. and minimum two years' experience, with at least 30% candidate's professional career in field of training. A sound knowledge of English is required; a knowledge of Arabic would be an advantage.
- The final selection will be subject to an interview in either Geneva or Riyadh.
- Conditions of employment are in accordance with normal United Nations practice and salary is tax-free.
- Please send curriculum vitae (but do not include at this stage copies diplomas/documentation) by 12 April 1984 to: ITU, place des Nations, CH-1211, Geneva 20, Switzerland.

INTERNATIONAL TELECOMMUNICATION UNION



invites applications for
EIGHT posts

at the Ministry of Posts, Telegraphs and Telephones, Riyadh
KINGDOM OF SAUDI ARABIA
in the following specialties for Projects 9-SAU/84/21 and SAU/82/003:

- Frequency management and radio monitoring (Posts 11.16, 11.17 and 11.18)**
(THREE Senior Expert vacancies exist in this specialty)
Responsible for: reorganization Frequency Section, updating country's licensing and recording procedures; reviewing existing Saudi Arabian regulations concerning spectrum management; preparing procedures and manuals for monitoring; preparation national frequency plan. Theoretical knowledge/wide practical experience computerized frequency management/organization radio monitoring services, calculation interferences. Knowledge International Radio Regulations. Training experience an advantage. University degree in engineering or science. Thorough knowledge English essential. Knowledge Arabic an advantage.
- Documentation for the Frequency Section (Post 11.19)**
Develop up-to-date filing system to be stored on computers, microfilms; develop a procedure for filing; develop a programme for compilation of regulatory documents. Minimum ten years' practical experience in library and documentation work. Ability to work with computers through proper terminal essential. University degree in Arts with evidence of specialization in library/documentation work. Thorough knowledge English and Arabic essential.
- Translator, Arabic/English/Arabic, Frequency Section (Post 11.20)**
Translate from English into Arabic and vice versa, all technical/administrative material on frequency management aspects; compile a list and card index of all translations into Arabic of telecommunication terms. Continuous professional experience in technical translations from English to Arabic and vice versa - minimum five years' experience essential. University degree in languages with evidence specialization in technical translations. Candidates should be of Arabic mother tongue with full command of classical Arabic and the English language.
- Local networks (Post 11.02)**
Supervise and approve local network plans; study progress of local network projects; lay down guidelines and procedures for future planning; prepare specifications and tender documents; investigate staff and training requirements. Extensive experience, not less than fifteen years, in telecommunication Administration mainly in field local networks. Experience in digitizing local networks is essential as well as knowledge network optimization methods. University degree in engineering or science. Thorough knowledge English essential. Knowledge Arabic an advantage.
- Switching systems (Post 11.11)**
Advise on matters pertaining to the store programme control telephone exchanges, later also PRX systems, LME telephone exchanges types AXE, ARE 11 and ARE 13; preparing specifications and tender documents for digital type exchanges; in supervision of contractors; in scrutinizing progress reports; in maintaining a supply of spare parts; in investigating staff and training requirements; Extensive experience, not less than fifteen years, in telecommunication including minimum ten years in switching. Experience in traffic engineering an advantage. University degree in engineering or science. Thorough knowledge English is indispensable. Knowledge of Arabic an advantage.
- Message switching system (Post SAU/82/003/11.04)**
Advise and assist on development telegraph systems particularly message switching system capable of operating both Arabic and Latin scripts; preparation/implementation detailed plans for expansion/modernization using automation techniques; plant procurement and assisting in technical evaluation of tenders; arrangement for implementation of automation. Wide theoretical knowledge/practical experience in message switching system with its power plant and peripheral equipment. University degree in engineering or science. Thorough knowledge English essential. Knowledge Arabic an advantage.
- Duration of each assignment will be for a period of one year (with possibility of extension) commencing as soon as possible.
- The final selection will be subject to an interview in either Geneva or Riyadh.
- Conditions of employment are in accordance with normal United Nations practice and salary is tax-free.
- Please send curriculum vitae (but do not include at this stage copies diplomas/documentation) by 28 April 1984 to: ITU, place des Nations, CH-1211 Geneva 20, Switzerland.



emplois régionaux

emplois régionaux

emplois régionaux

emplois régionaux



Telemecanique

les solutions de progrès

recherche
pour son service
TECHNOLOGIE COMPOSANTS

PROGRAMMEURS DE TESTS DE CIRCUITS INTEGRES

INGENIEURS et TECHNICIENS
Expérimentés en CIRCUITS LOGIQUES ET MICROPROCESSEURS.
Une expérience sur SENTRY ou TALICEMAN serait appréciée.
Lieu de travail: SOPHIA ANTIPOLIS près d'ANTIBES (06).
Envoyer CV + photo + diplômes + prétentions à:
TELEMECANIQUE ELECTRIQUE
DIRECTION DU PERSONNEL
Route des Lucioles - 06565 VALBOISSE
sous référence: JPC/PT/03/84.

CADRE GESTIONNAIRE

Nous sommes une entreprise de production, établissement social de 250 personnes.
Nous recherchons un cadre gestionnaire titulaire d'une maîtrise en sciences éco plus DESS ou DECS qui attestera d'une expérience minimum dans une fonction similaire de préférence en PMI.
Homme de terrain, pragmatique, en liaison directe avec le DG, il aura la responsabilité des services généraux, administratifs, comptables, transport, et de la maintenance des matériels et bâtiments.
Le poste est à pourvoir rapidement dans le Tarn.
Envoyer votre C.V., lettre manuscrite, et prétentions à notre cabinet conseil en recrutement qui vous garantit une totale discrétion.

francois dollé
CONSEIL

LA VERRILLIÈRE - LES CARANNEES 81170 CORDES
Tél. (63) 56.01.71.

SEREG

recherche
pour établissement de Thiers (63)
spécialisée dans la conception et la fabrication de vannes de régulation un

Jeune ingénieur d'études

Après une période d'adaptation destinée à se familiariser avec nos produits, il s'intégrera à une équipe et participera à la conception de nouveaux produits en relation avec les services Marketing et Méthodes.

Ce poste s'adresse à des ingénieurs diplômés d'une grande école (A.M., E.N.S.M. Centrale... ayant suivi des options comme résistance des matériaux,

techniques de production, électrotechnique, etc.). Il constitue pour un débutant ou presque un excellent tremplin au sein du Groupe International de tout premier plan.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (C.V. + photo) sous la référence S380 à Rémy MALDANT, SEREG, 100 rue de Paris, 91302 Massy Cedex.

SEREG

Schlumberger

Chef du service juridique

Nous sommes un groupe industriel performant, leader dans sa spécialité et largement implanté à l'étranger. Nos produits grand public bénéficient d'une forte notoriété.

Au sein de notre Holding située à LYON, le titulaire du poste exercera des responsabilités de conseil, proposition et contrôle, notamment en matière de droit des sociétés, contrats de distribution, concessions de licences, marques et Know how, etc., tant en France qu'à l'étranger.

Nous souhaitons rencontrer un professionnel confirmé, diplômé d'études supérieures et justifiant d'au moins dix années d'expérience comme juriste d'entreprise ou de cabinet spécialisé.

Cette fonction relationnelle exige des qualités affirmées d'écoute, de dialogue et de persuasion. Anglais opérationnel indispensable.

Merci d'envoyer votre C.V. avec photo sous réf. 13566 à CONTESSA PUBLICITE
74, rue Béchevelin - 69363 Lyon Cedex 07, qui transmettra.

chef de projet informatique

LAON (02)

Nous sommes le filiale française d'une multinationale américaine de grande notoriété leader sur le marché français. Nous fabriquons et commercialisons du mobilier de bureau de qualité.
Notre Directeur Informatique recherche un Chef de Projet. Celui-ci en étroite collaboration avec les responsables système et exploitation aura pour mission:

- l'animation et la coordination du service ETUDES,
 - l'encadrement d'une équipe d'ANALYSTES-PROGRAMMEURS.
- De formation supérieure (MAGE ou équivalent), vous possédez quelques années d'expérience réussie dans une fonction qui vous aura confronté au milieu industriel. Vous avez de solides connaissances en COBOL et en techniques de BASES de DONNÉES et TELECOM.

Nous vous offrons une formation adaptée et souhaitons que vous connaissiez l'ANGLAIS.
Merci d'adresser C.V., prétentions sous référence MS 12 à notre Conseil qui traitera les dossiers confidentiellement.

COCEPLAN

Tour de Lyon - 185, rue de Bercy - 75012 PARIS

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutual
d'Indre-et-Loire, recrute:

1 ORGANISATEUR

avec utilisateurs et informaticiens

- Il élaborera:
- Etudes d'opportunités;
- Documents de conception fonctionnelle.
- Il met en place les solutions.

PROFIL

- Qualités d'analyse et de synthèse.
- Idées personnelles qu'il met défend.
- Facilité d'écoute.

SERONT APPRÉCIÉES

- Connaissances de l'outil informatique.
- Connaissance de méthodes d'organisation administrative.

Adressez lettre manuscrite, C.V. et prétentions à:
Monsieur le Directeur C.R.C.A.M. d'Indre-et-Loire,
bd W. Churchill, 37041 TOURS Cedex, av. le 5-4-84.

**BANQUE
INTERNATIONALE A PARIS**

recherche pour son

DÉPARTEMENT JURIDIQUE JURISTE DIPLOME(E) DROIT DES AFFAIRES

Le candidat(e) devra satisfaire
aux conditions suivantes:

- Avoir 28 ans minimum;
- Expérience professionnelle acquise dans la profession bancaire d'un mois 4 ou 5 ans et dans des fonctions comportant des responsabilités;
- Maîtrise parfaite de la langue anglaise écrite et parlée;
- Réputation élevée en raison des responsabilités confiées.

Envoyer C.V. et prétentions sous n° 7.698 le Monde Pub.,
service annonces classées,
5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

THOMSON-TITN
Provence

recherche pour son établissement d'ADK-LES-MILLES

- Ingénieurs débutants
Grandes écoles ou équival. (Réf. TON/01)
- Analystes
IUT ou équivalent. (Réf. TON/02)

Pour réalisation logiciel de base et de télécommunication sur micro-processeurs.

Envoyer curriculum vitae, photo et prétentions à
THOMSON T.I.T.N. - 7, rue Louis-Armand -
B.P. 83 - 13762 LES MILLES Cedex.

THOMSON-CSF
communications

مكتبة الامم المتحدة

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Jeunes Chefs de Projets Hf

Nous sommes une société de 600 personnes située en proche banlieue parisienne. Notre mission est de piloter, auprès d'importantes sociétés industrielles sous-traitantes, des projets d'équipements et de systèmes électroniques d'armement de haut niveau. Nous recherchons pour notre SERVICE INFORMATIQUE, des

Directement rattachés au Chef des Études "Informatiques de Gestion", vous conduirez des projets orientés vers le télétraitement et les bases de données dans l'un des domaines suivants :

- Administration du personnel,
- Comptabilité, finances,
- Systèmes de documentation, associés à nos équipements.

Certaines études pourront conduire à la mise en place de moyens micro-informatiques et au développement de l'utilisation des techniques VIDÉOTEX chez les utilisateurs.

VOTRE MISSION

Vous serez plus particulièrement chargés :

- de la conception et de la réalisation des applications à développer ou en cours de développement,
- de piloter dans le cadre de vos attributions les réalisations confiées à des SSCI,
- de l'encadrement et de l'animation d'une équipe d'Analystes-Programmeurs.

VOUS ÊTES

Titulaire d'un diplôme d'ingénieur ou d'une MAGE et vous possédez de préférence une première expérience de la conduite de projets.

ENVIRONNEMENT TECHNIQUE

- 3 DPS 7,
- 80 Terminaux.

Adressez lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence à 80 871 HAVAS CONTACT - I, place du Palais-Royal - 75001 PARIS, qui transmettra. Réponse et discrétion absolue assurées.

HAVAS CONTACT

De jeunes diplômés pour notre direction financière

IMPORTANTE BANQUE - PARIS

Importante banque française de dépôt, à vocation internationale, nous souhaitons compléter les équipes de notre Direction Financière par l'intégration de quelques jeunes cadres, à fort potentiel, à qui nous proposons des postes à responsabilités dans l'un des secteurs suivants :

- Bourses, - Émissions, - Gestion de participations,
- Gestion obligataire, - Études financières.

De formation supérieure orientée vers la gestion, la finance ou l'actuariat (Grande École de Commerce, Dauphine, Sciences Po...) vous êtes débutant ou possédez une première expérience.

Par le biais de stages, de mémoires, de clubs d'investissements... vous avez témoigné de votre intérêt pour ces domaines.

Vous bénéficierez dès votre arrivée d'une formation complète, théorique et pratique, vous permettant de mieux connaître les techniques et opérations financières. Puis vous serez intégré dans une équipe performante.

Notre taille, notre dynamisme et notre volonté d'expansion vous garantiront, si vous faites preuve d'efficacité, d'intéressantes perspectives de carrière au sein de notre Direction Financière ou dans d'autres secteurs de la banque.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. 5035 à noscriptes - 48, rue St Ferdinand - 75017 PARIS, qui transmettra.

Jeune ingénieur responsable méthodes et fabrication

Nous sommes une société internationale d'origine américaine à forte croissance. Depuis 25 ans nous privilégions l'innovation technologique en investissant 10 % du CA en recherche et développement. Aussi nos techniques de pointe dans le domaine des polymères conducteurs, des plastiques thermorétractables et des métaux à mémoire apportent des solutions originales dans des secteurs industriels porteurs.

Votre mission ? Vous aurez en charge les activités de soutien technique aux productions établies et par ailleurs vous serez responsable des améliorations, études et réalisations de machines automatiques et d'équipements destinés à l'assemblage de nos produits de connectique.

Vous travaillerez en étroite collaboration avec une équipe d'ingénieurs et techniciens supérieurs et un atelier de prototypes et développement de machines. Vous serez sous l'autorité directe du directeur de production.

Vous avez une formation d'ingénieur mécanique et une expérience de 2-3 ans dans l'engineering. Cette expérience vous a permis d'acquérir des connaissances en micro-informatique et automates programmables.

La faculté d'intégration dans une équipe jeune, soudée et dynamique est un facteur essentiel de réussite. Une bonne connaissance de l'anglais est également nécessaire.

Nous vous offrons un environnement motivant, une activité « pointue », et la possibilité de donner libre cours à votre ambition et à vos goûts, bref de créer vous-même votre carrière.

Alors envoyez votre CV, avec photo et rémunération sous référence 560 M à : Raychem - Direction du Personnel - B.P. 738 - 95004 Cergy-Pontoise Cedex.

Raychem

media system

CGR MeV
recherche

2 INGÉNIEURS D'ÉTUDES

Un spécialiste en mécanique et servo-mécanisme, capable d'assurer la conception mécanique et le suivi de machines nouvelles (accélérateurs scientifiques et médicaux). Diplômé d'une École d'Ingénieurs (Arts et Métiers...) parlant anglais, ce futur collaborateur aura déjà acquis une expérience de 3 ou 4 ans en Bureau d'Études.

Un jeune Ingénieur Grande École (Centrale, Physique-Chimie...), capable d'effectuer les calculs de base pour accélérateurs de particules (Études de trajectoire, optique, magnétisme). Connaissance de l'anglais requise.

Lieu de travail : BUC (Près VERSAILLES - Yvelines)

Les dossiers de candidatures (+ photo et rémunération souhaitée) sont à adresser à M. DECOBERT, CGR MeV, Rue de la Minière - BP 34 - 78590 BUC.

THOMSON
BRANCHE ÉQUIPEMENTS MÉDICAUX

HAVAS CONTACT

NORSOLOR

Un leader de la chimie européenne des produits acryliques, filiale en expansion d'un grand groupe chimique français, recherche pour son unité située en province

• INGENIEUR PROCEDES de fort potentiel

- formation à forte orientation génie chimique,
- quelques années d'expérience en procédés ou réalisations (la candidature d'un débutant ayant une solide formation et des stages intéressants peut être envisagée)

pour poste dans services Études Générales comportant les aspects suivants :

- amélioration de procédés,
- aide génie chimique à l'exploitation,
- études d'avant-projet (développement important prévisible),
- réalisations et modifications d'ateliers dont interface avec engineering interne au groupe et extérieur.

référence CK 385 AM

• INGENIEUR RECHERCHE

débutant ou quelques années d'expérience (thèse souhaitée).

- formation grande école chimique

pour poste en recherche appliquée dans le domaine des acryliques portant sur :

- amélioration et développement de procédés acryliques,
- optimisation sur pile de catalyseurs de type hétérogènes.

référence BJ 384 AM

Carrières évolutives notamment vers postes de responsabilités dans Direction Recherche, Technique ou Fabrication.

Ecrire en précisant la référence.

4, rue Massenet 75116 Paris

etap

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE D'ÉLECTRONIQUE
Leader sur son marché recherche pour
SECTEUR RHONE-ALPES

ingénieur de ventes technico-commercial DE FORMATION BTS-DUT MINIMUM

Sous la responsabilité du Directeur de Ventes, il est chargé :

- de développer les marchés existants
- de rechercher de nouveaux clients
- de promouvoir les nouveaux produits.

Cette fonction nécessite :

- une expérience confirmée dans les composants électromécaniques ou électroniques
- le sens aigu de la vente
- celui de l'organisation
- un excellent contact.

La connaissance de l'anglais serait appréciée. Le poste est basé à LYON.

Envoyer CV, photo et prétentions sous réf. 91137 à CONTEXTE-PUBLICITE - 20, avenue de l'Opéra - 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra

Spie Batignolles Division Electricité et Nucléaire

(16.000 personnes - CA 6 milliards de F.) spécialisée en équipements électriques et automatismes industriels recherche plusieurs

Ingénieurs d'affaires électriciens (Paris - Strasbourg - Metz)

Chargés de piloter et de gérer d'importants contrats en électricité courants forts ou courants faibles dans les domaines bâtiment tertiaire et industrie. De formation ingénieur grande école d'électricité ou équivalent, les candidats auront une expérience en entreprise d'équipements électrotechniques de 2 à 10 ans. Des connaissances en anglais seront appréciées. Nous donnerons aux candidats à potentiel les moyens de gérer leur carrière au sein d'un groupe pluridisciplinaire et international.

Merci d'adresser CV dét. photo et prétentions sous réf. 273 M à Spie Batignolles, Division Electricité et Nucléaire, D.P./G.R.H., 202 quai de Cligny, 92111 Cligny Cédex.

Spie Batignolles

Analyste de crédit confirmé

La BANQUE PARIBAS recherche, pour son DEPARTEMENT INTERNATIONAL à PARIS, un analyste de crédit confirmé.

PROFIL :

- Âgé de 26 ans minimum,
- formation grande école,
- 2 à 3 ans d'expérience bancaire dans l'analyse de crédit,
- excellent anglais pratique couramment,
- SENS DE L'AUTONOMIE et dynamisme.

Ce poste, à pourvoir très rapidement, peut déboucher sur une évolution de carrière à l'étranger après 2 ou 3 ans passés au siège.

Merci d'adresser C.V. accompagné d'une lettre manuscrite, sous réf. AF/M à la Direction des Relations Humaines de la BANQUE PARIBAS - B.P. 141 - 75078 PARIS CEDEX 02.

BANQUE PARIBAS

media system

UN INGEI

Handwritten signature or mark.

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

4, rue Massenet 75116 Paris

Ecrire en précisant la référence - Discretion absolue

etap

Directeur d'usine

référence SZ 382 AM

SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE PERFORMANTE spécialisée dans les produits d'assemblage métalliques et plastiques (moyennes et grandes séries) recherche un Directeur d'Usine.

Chef d'établissement rattaché au Directeur Général, il assumera la responsabilité complète de l'unité de production (350 personnes) et sera tout spécialement chargé de l'élaboration et de la mise en œuvre d'un plan de modernisation. **INGÉNIEUR MÉCANICIEN DIPLOMÉ** (Centrale, AM ou équivalent) d'environ 40 ans, son expérience de la production en série (équipements automobiles, petit électroménager...) ne sera pas inférieure à 6/8 années. Associé au développement de l'entreprise, il devra faire la preuve de qualités incontestables d'homme de terrain, d'animateur mais aussi d'organisateur rigoureux. Poste : proche banlieue sud-est Paris. Rémunération : 350 000 F +

Attaché de direction administrative et financière poste évolutif

référence CV 378 AM

DELAS-WEIR

La Société DELAS-WEIR offre un poste formateur et une réelle opportunité de développement de carrière à un candidat, ESSEC, ESCP, ESC, SCPO... désireux de valoriser et développer une première expérience de 3 à 5 ans dans le domaine finance ou gestion.

Dans un premier temps, il se verra confier des missions variées, en particulier :
• reporting avec le groupe Alstom Atlantique et les filiales Delas-Weir à l'étranger ;
• contrôle de gestion de la société et de ses filiales ;
• développement d'applications informatiques ;
• amélioration des procédures de contrôle de gestion et d'organisation administrative.

Sa réussite lui permettra d'assumer des responsabilités plus larges. Ce poste conviendrait à un candidat de très bon potentiel, disposant de bonnes capacités d'analyse et de synthèse, ayant le tempérament d'un opérationnel et témoignant d'excellentes aptitudes relationnelles. Poste à Levallois-Perret.

Directeur d'usine

référence DC 386 CM

UNE SOCIÉTÉ PERFORMANTE (export 35% chiffre des mélanges caoutchouc - résines) et extrusion recherche un Directeur d'Usine.

Ce poste conviendrait à un ingénieur, ayant de solides connaissances en mécanique, organisation et animateur, capable d'optimiser et d'améliorer les installations, de former le personnel (effectif 100 personnes environ). Une expérience de Directeur de Fabrication est indispensable. La connaissance de la transformation des élastomères serait un atout. Poste : 200 km sud de Paris.

Jeune contrôleur budgétaire

référence EX 388 AM

IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE (C.A. 5 milliards de francs), filiale d'un groupe français de dimension internationale (plus de 25 000 personnes), offre au sein de son Département de Gestion un poste intéressant et évolutif.

La mission : Dans le cadre d'un système de gestion décentralisé, le titulaire du poste devra :
• faire vivre et développer le système de gestion et les procédures en place ;
• animer le processus de contrôle budgétaire en liaison avec les gestionnaires de la société et de ses filiales ;
• assurer l'élaboration des résultats de gestion et leur analyse pour la Direction Générale ;
• assurer la liaison avec les services informatiques.

Ses profils : De formation HEC, ESSEC, ESCP ou équivalent, il devra, au sein d'une entreprise industrielle, avoir acquis une expérience de 3 à 5 ans en contrôle de gestion ou comptabilité analytique et la pratique des liaisons avec l'informatique. Réelles perspectives d'évolution de carrière au sein du groupe (filiales françaises et étrangères) pour candidat dynamique et performant. Lieu de travail : proche banlieue ouest de Paris.

Ingénieurs qualité

référence BO 388 FM



SOCIÉTÉ D'APPLICATIONS DES MACHINES MOTRICES

Cette firme française (1 050 personnes - 400 millions de C.A.), filiale du groupe Peugeot spécialisée dans des fabrications de haute fiabilité pour l'Aéronautique et la Défense, recherche deux ingénieurs Qualité pour sa Direction Technique.

Affectés à une ligne de produits (équipements électro-hydrauliques ou systèmes d'armement), ils seront chargés de définir et de mettre en place toutes les actions visant à promouvoir la qualité dans le cadre des directives applicables à l'ensemble de la société :

- établissement de "chartes" par produit en fonction des normes et des exigences des clients ;
- élaboration, rédaction de procédures pour la normalisation des processus de développement ;
- audit et contrôle du respect des règles en vigueur ;
- analyse des incidents, expertise interne et externe.

Ces postes seront confiés à des ingénieurs mécaniciens de préférence diplômés (AM, ENI, HEI, ENSI...) ayant plusieurs années d'expérience dans le même domaine et souhaitant intégrer une entreprise dynamique, convaincue de l'importance d'une maîtrise totale de la qualité. Postes à Issy-les-Moulineaux puis à Bléville en 1985.

ESC et/ou DECS débutant

référence JT 379 CM

Débuter dans le contrôle comptable, évoluer vers le contrôle général, le conseil et la gestion.

UNE SOCIÉTÉ FRANÇAISE LEADER, ayant plus de 20 filiales en France, rattachée à un important groupe, recherche un Cadre diplômé débutant.

Au sein d'une équipe d'auditeurs, il sera, dans un premier temps, chargé du contrôle comptable des filiales. Puis il évoluera vers l'audit général (comptable, fiscal, juridique, administratif) et aura un rôle de conseil. Ultérieurement, il pourra assumer des responsabilités opérationnelles au sein d'une filiale. Poste formateur pour un candidat ayant solides qualités d'analyse et d'excellentes capacités relationnelles. Poste à Paris.

conduire des missions d'audit interne

(12 états, 4.500 pers.)

- cette fonction réside sur les procédures ex. coordonnées avec l'informatique et l'organisation ;
- vous avez une première expérience d'audit en Cabinet (niveau Senior) ;
- vous connaissez un groupe industriel privé et français ;
- vous pourrez par la suite évoluer soit au siège soit en filiale.

Si vous désirez participer à ce recrutement, envoyez votre C.V. sous la référence 663-13 à notre Conseil :

ONOMA

26, rue de Berri 75008 PARIS (confidentialité, réponse assurée)

Paris

Bureau à Cologne cherche TRADUCTEUR allemand, français. Envoyer C.V. et prétentions. Boite 7.703 Le Monde pub. service ANNONCES CLASSÉES. 6, rue des Italiens, 75008 Paris.

SSCI recrute 2 ANALYSTES PROGRAMMEURS IBM 34/36

Poste stable immédiat. Pour r.v. 678-58-30.

Organisme de formation cherche

PROF. D'ANGLAIS. Expérience groupe d'adultes pour 4 h. par semaine. Tél. : 750-70-11.

GUERBET

Groupe pharmaceutique français à vocation internationale établi en région parisienne (proche banlieue nord-est),

- leader dans sa spécialité en France ;
- croissance moyenne annuelle de 25 %, fruit d'une politique de recherche, d'innovation et de développement du potentiel humain ;
- 65 % de sa production voués au marché international ;
- produits à destination essentiellement hospitalière ;
- activité dans un environnement scientifique de niveau élevé ;
- renforce son Département de RECHERCHE PHARMACEUTIQUE et recrute

1) LE RESPONSABLE DU SERVICE DE PHARMACODYNAMIE HF

Il lui appartiendra d'animer, de motiver et de former, avec l'assistance de 2 agents de maîtrise, une équipe d'une dizaine de personnes. Il aura entre autres pour rôle de stimuler la créativité de ses collaborateurs. Dans le cadre de l'établissement et du suivi du planning de développement des produits, il travaillera en étroite collaboration avec les Responsables de la Recherche Chimique et du Développement.

Ce poste peut représenter une étape de carrière intéressante pour un candidat Pharmacien, ou possédant un diplôme équivalent, ayant une expérience de la recherche en Physiologie / Pharmacologie, et intéressé par la nouvelle Imagerie Diagnostique et la Biotechnologie.

2) LE RESPONSABLE DU SERVICE DE RECHERCHE CLINIQUE HF

Son rôle s'exercera dans le cadre des études de Phases I et II : création des protocoles, choix des centres d'expérimentation dans différents pays, suivi de la réalisation des essais cliniques, analyse des résultats. Cette fonction, qui comporte une part très importante de contacts scientifiques, tant à l'intérieur de l'entreprise qu'à l'extérieur, s'adresse à un candidat Pharmacien, Médecin ou équivalent désirant développer une expérience internationale.

Une expérience en immunologie serait appréciée. Ces Responsables de Services auront tous deux une large autonomie dans la détermination et l'optimisation des moyens propres au fonctionnement de leur service : plan et budget annuels, investissements...

POUR CES DEUX POSTES, LA MAÎTRISE DE L'ANGLAIS ÉCRIT ET PARLÉ EST INDISPENSABLE.

Adresser lettre manuscrite avec C.V. détaillé et photo sous réf. BB 27384, à :



guerbet s.a.

BP N° 15, 93601 AULNAY SOUS BOIS Cédex.

TELE IMPRIMEURS - IMPRIMANTES - IMPRIMANTES LIGNES UN INGENIEUR COMMERCIAL Très «technical minded»

Filiale d'un grand constructeur informatique US, nous sommes aujourd'hui très bien placés dans notre domaine d'activité. Et la fulgurante expansion que nous enregistrons nous permet même de convoiter la place de leader (CA 100 M de \$ US, + 2000 pers.). La gestion de comptes existants, la prospection et l'implantation de nouveaux produits, cela appuyé par un marketing que vous aurez vous-même acquis, telle est globalement la définition du challenge qui vous est proposé. Il sera sûrement bien mené, si responsable commercial par exemple de produits périphériques auprès des distributeurs, ou des grands comptes pour les constructeurs, vous n'en demeurez pas moins un technicien de haut niveau par une formation en électronique.

Vous êtes très à l'aise en anglais ne serait-ce que pour suivre un stage aux États-Unis, mais pour aussi favoriser votre évolution au sein de notre groupe. Une voiture de fonction est attachée à ce poste basé dans le 8^e arr. Adresser CV, photo et prétentions sous référence 872 M à notre Conseil ALPHA CDI - 181 Av. Ch. de Gaulle - 92200 NEUILLY SUR SEINE.

ALPHA-CDI

LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE A VOCATION INTERNATIONALE EN FORT DEVELOPPEMENT RECHERCHE

JEUNE JURISTE INTERNATIONAL

- Diplômé d'un D.E.A. de droit des affaires et/ou de droit international, possédant de solides connaissances en droit communautaire et de la concurrence, bilingue anglais et si possible espagnol, il a déjà une première expérience professionnelle en cabinet ou en entreprise.
- Dans un premier temps, responsable de la rédaction et du suivi des contrats

internationaux, il se verra par la suite associé à leur négociation. De réelles possibilités de carrière seront offertes à un candidat de valeur.

Adresser lettre de candidature manuscrite + CV + photo en précisant sur l'enveloppe la réf. 6188 à Média-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris.

Mission «number one» : implanter une production française !

Vous allez devenir le responsable de l'implantation d'une nouvelle fabrication de produits à base de polymères thermorétractables. Le marché est en fort développement, les idées ne manquent pas, les moyens ne font pas défaut. Vous allez devoir créer la fonction, mettre en place les outils de production, gérer votre budget, recruter vos hommes. Tout ceci requiert une expérience pratique de 3 à 5 ans, une formation d'ingénieur, Centrale, AM, ENI, ainsi que créativité personnelle, esprit d'entrepreneur et sens de l'humour.

Evidemment vous devrez bien pratiquer l'anglais pour établir tous les contacts nécessaires, en particulier avec Raychem Belgique qui sera un de vos interlocuteurs privilégiés.

Qui sommes-nous ? Une société dont les efforts en R. et D. dans le domaine des polymères thermorétractables, des polymères conducteurs et des métaux à mémoire apportent des solutions originales dans des secteurs industriels porteurs : aéronautique, énergie, offshore, télécom...

Notre activité est internationale, à terme la vôtre devra l'être également.

Pour un premier contact, adressez votre C.V. avec photo et rémunération, sous référence 562 M, à : Raychem - Direction du Personnel - B.P. 738 - 95004 Cergy-Pontoise Cédex.

Raychem

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

TO 7

THOMSON
MICRO-INFORMATIQUE GRAND PUBLIC

Le département de conception de cette société (SMIV) désire renforcer son équipe (35 personnes) en intégrant un

INGÉNIEUR
RESPONSABLE DE LA COLLECTION
DES LANGAGES ET MACHINES

Dans un premier temps, vous travaillerez dans l'équipe ARCHITECTURE chargée de la conception des matériels et logiciels de base (système et langage), dans le but d'acquies une connaissance approfondie des produits que nous développons, et de mettre en place un réseau d'auteurs.

Par la suite, vous serez amené, en fonction de vos premiers succès, à prendre des responsabilités importantes au sein de notre mission d'adoption TOTEX.

Pour cette création de poste, nous recherchons un ingénieur ayant une bonne connaissance de l'informatique et des technologies qu'elle met en œuvre.

Indépendamment de l'aspect technique de ce poste, nous souhaitons rencontrer un homme de communication, capable d'initier et de suivre des contacts avec les auteurs extérieurs les plus divers, et motivé par la mise à la portée des non initiés de la connaissance scientifique et technologique.

Vous avez compris, la mission est vaste mais passionnante et le poste sera à la mesure de vos ambitions. La pratique de l'ANGLAIS est indispensable. L'ALLEMAND serait un "plus".

Merci d'adresser CV, photo et présentations, sous réf. 114/M aux consultants de: ALPHA CDI - 181, av. Charles-de-Gaulle - 92200 NEUILLY.

THOMSON
GRAND PUBLIC

MATRA VELIZY

La Division Administration et Gestion de la Branche Espace met en place un nouveau système de gestion et recherche (H.F.):

Cadre HEC - ESSEC - SUP de CO pour des missions d'organisation

Il a pour mission de coordonner, en plan fonctionnel, le développement du système dans les domaines gestion, comptabilité, approvisionnements etc... Il établit un dialogue ouvert avec les utilisateurs pour la définition de nouvelles applications et l'amélioration de celles qui existent.

Ce poste peut être une opportunité pour un cadre en organisation, issu d'un Cabinet Conseil et intéressé par une fonction intégrée dans l'Entreprise. Outre sa compétence comptable et une expérience de 3 ans environ des études fonctionnelles préalables aux réalisations informatiques, il devra, pour réussir dans ce poste, révéler des qualités de relation et de rigueur.

Possibilité d'évolution vers des responsabilités opérationnelles. Anglais courant.



Adresser CV, rémunération souhaitée et photo en indiquant la référence NK 1131 au Service Recrutement des Ingénieurs et Cadres - Centre de MONTIGNY - 3, avenue du Centre - 78182 SAINT-QUENTIN - YVELINES CEDEX

IMPORTANT ETABLISSEMENT FINANCIER QUARTIER OPERA

recherche pour son Département Informatique et Organisation un

Analyste confirmé

(GRANDE ECOLE D'INGENIEURS OU DE COMMERCE)

ayant acquis deux à quatre années d'expérience informatique dans le domaine bancaire, de préférence dans un environnement IBM.

Il vous propose de vous confier rapidement la conception et la mise en place d'importants projets, et de vous intégrer à ses équipes qui utilisent, depuis de nombreuses années, des techniques de pointe.

De réelles possibilités d'évolution personnelle vous seront offertes.

L'annonceur chargé de cette mission vous assure la plus totale discrétion, et s'engage à ne pas communiquer votre candidature aux sociétés dont vous lui aurez communiqué les noms.

Adresser C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions sous référence 1303 à: ORGANISATION ET PUBLICITE - 2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

S.G.N. INGENIERIE - 1 200 personnes, Filiale du Groupe CEA/COGEMA Spécialisée dans les techniques de pointe (nucléaire - biotechnologie - productique) intervenant en France et à l'Etranger

recherche

Adjoint du responsable ligne de produits bio-industries

Il participera :

- à la définition des technologies à mettre en œuvre, dans le domaine des bioénergies
- à la promotion technico-commerciale en liaison avec la Direction Commerciale
- à la coordination et au suivi des opérations (analyses des besoins, préparation des propositions techniques, suivi des affaires en réalisation).

Cette fonction s'adresse à un Ingénieur de haut niveau, agronome de préférence, présentant 10 ans d'expérience d'Ingénieur d'affaires dans l'industrie agro-alimentaire.

Le candidat devra être bilingue anglais et mobile (environ 30% de son temps en déplacements FRANCE et ETRANGER).

Adresser CV, photo et prétentions sous référence RLP à :



Direction du Personnel

1 rue des Hérons, Montigny-le Bretonneux 78184 - Saint-Quentin-en-Yvelines Cedex

SA DECROIX
1000 personnes - CA 300 Millions de F

REJOINDRE UNE EQUIPE DE JEUNES INGENIEURS DESTINES A DEVENIR NOS FUTURS DIRECTEURS D'EXPLOITATION

C'est l'opportunité que vous offre SA DECROIX au sein de sa division BTR spécialisée dans la LOCATION, l'ENTRETIEN d'ARTICLES TEXTILES destinés aux industries, au commerce et aux collectivités.

Pour maintenir le rythme de notre expansion nous créons aujourd'hui notre équipe de demain et recrutons un

JEUNE INGENIEUR ou équivalent,
120.000 F +, ambicieux, volontaire, mobile sur le territoire national, attiré par l'animation d'une équipe.

Vous serez dans un premier temps **ADJOINT AU DIRECTEUR** d'une de nos exploitations situées dans l'OISE. Si votre objectif est de faire carrière au sein d'une société dynamique et en pleine expansion adressez-nous votre CV avec photo et prêt. ss réf. 500 LM à SA DECROIX Direction des Relations Humaines - 11, rue Diaz 92100 Boulogne Billancourt

BTR

Filiale Groupe Multinational Equipements Automobile recherche

INSPECTEUR COMMERCIAL EXPORT

Le candidat sera diplômé d'école de commerce ou équivalent et aura une première expérience de la vente de produits industriels proche du secteur automobile de préférence.

Il parlera l'anglais et si possible l'allemand.

Sa mission : - assurera par ses déplacements et son dynamisme la vente en 28 équipements de nos produits sur une zone géographique qui sera l'Afrique ou l'Europe suivant l'expérience.

Poste basé à Paris.

La candidature retenue se verra offrir de réelles possibilités d'évolution dans notre groupe.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous N° 91113 à CONTEXTE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75004 Paris Cedex 01 qui transmettra.

VENDRE A L'INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

[150 000 F]

Un important laboratoire anglo-saxon, leader mondial dans sa spécialité, recherche un cadre de haut niveau pour promouvoir ses produits intermédiaires pour l'industrie pharmaceutique en France et à l'étranger. Il devra suivre et développer une clientèle de laboratoires, l'assister dans l'utilisation des produits, et aborder le terrain avec un sens du marketing et de la stratégie permettant une réelle efficacité à long terme.

Le poste basé à Paris ou dans ses environs immédiats implique au moins 60% du temps en déplacements.

Une excellente formation permanente sera assurée au siège européen, en Suisse, auquel le poste est fonctionnellement rattaché. Nous recherchons un homme jeune et disponible, diplômé d'une grande Ecole de Commerce (ESSEC, ESC, ...) ou bien pharmacien ayant acquis une première expérience de quelques années parlant l'Anglais et si possible l'Espagnol.

Nous proposons une carrière évolutive au sein d'une société jeune d'esprit et dynamique dans l'action avec une rémunération variable selon l'expérience et qui avoisinera 150 000 F avec en outre une voiture de fonction. Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats.

Nous vous remercions d'adresser votre C.V. à notre Conseil chargé de ce recrutement sous la référence 6234 M - P.A. 3, qui tiendra à jour le fichier.

67055 Strasbourg Cedex.



Laboratoires Beecham-Séviné

Nous sommes un des premiers groupes pharmaceutiques mondiaux. En France, nous représentons 600 personnes pour un C.A. de 400 MF. Pour mieux assumer les études et la gestion budgétaire, nous créons une fonction neuve :

Analyste fonction personnel

Rattaché(e) au Directeur des Relations Humaines, vous serez chargé(e) de l'établissement des travaux budgétaires (plan à trois ans - budget annuel - révision), du suivi des dépenses et de l'analyse mensuelle des écarts. Vous consoliderez pour la Société (siège + usine + recherche) les études telles que : tableaux de bord, bilan social, simulations diverses. Vous participerez à l'étude et au démarrage d'une gestion informatisée.

Cette fonction de rigueur et de méthode, basée à Paris (quartier Etoile), s'adresse à un jeune diplômé supérieur de gestion, ou à un DUT de personnel avec une première expérience. Une ouverture sur l'outil informatique est nécessaire, la connaissance de l'anglais très souhaitable. Possibilités d'évolution de carrière.

Merci d'adresser votre dossier complet (C.V., lettre manuscrite, photo et salaire souhaité) sous la référence 4/CBB/LM à notre Conseil qui vous garantira toute discrétion.

AFCOREM



Raymond Poukain Consultants
74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

Société dynamique dans secteur en expansion, chiffre d'affaires 1 Milliard, recherche deux

Cadres Diplômés

pour son département administratif : - l'un de formation I.U.T., Ecole de Commerce ou équivalent, sans une première expérience et devra avoir le goût des problèmes de droit commercial et de législation du travail ; il sera responsable de la gestion du budget d'un service important.

- l'autre, Ingénieur, (chimiste si possible), recevra des missions pointuelles.

Lieu de travail PARIS. Perspectives assurées.

Envoyer lettre et curriculum-vitae en rappelant la référence 24826 sur enveloppe à : JEAN REGNIER Publicité 39, rue de l'Arcade 75008 PARIS, qui transmettra.

Le Crédit Coopératif

Siège situé à Nanterre - Préfecture dans le cadre de son développement recherche

1 REDACTEUR CONTENTIEUX HF POUR SON DEPARTEMENT JURIDIQUE

Le candidat de formation maîtrise en droit privé et ayant de bonnes connaissances pratiques en comptabilité, aura une expérience de 6 à 8 ans acquise au sein d'une banque ou d'un établissement financier dans un service contentieux.

D'autre part, des déplacements en Province de courte durée sont à prévoir.

Envoyer C.V., photo, lettre manuscrite et prétentions à N. 3827 PUBLICITES REUNIES - 112, Bd Voltaire - 75011 Paris

مكتبة الامم المتحدة

Jeune Responsable

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Composants grandes séries pour biens d'équipement grand public

FILIALE FRANÇAISE
(spécialiste au niveau international)
D'UN GRAND GROUPE INDUSTRIEL EUROPÉEN,
recherche

NÉGOCIATEUR COMMERCIAL EXPORT
(Europe surtout)

250.000 F +

Basé à PARIS, il est personnellement chargé de développer les ventes (par marchés) aux FABRICANTS en Europe (notamment dans d'autres pays industrialisés), de rechercher d'autres composants grandes séries compatibles avec l'outil de production PERFORMANT de la Société.
Interface Clients-Usine en Province.

POSTE ÉVOLUTIF
BONNE OPPORTUNITÉ POUR

- un **INGÉNIEUR commercial** diplômé électromécanicien, parlant ANGLAIS couramment.
- Ayant l'EXPERIENCE DE LA VENTE négociée DE COMPOSANTS (grandes séries) A DES FABRICANTS D'APPAREILS (si possible Grand Public).

DISCRETION ABSOLUE. Lettre manuscrite, C.V. détaillé, rémunération et photo sa réf. 7068 a

SC sélection conseil
98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS



RIBER
DIVISION D'INSTRUMENTS S.A.
SPECIALISTE MONDIAL EN ÉQUIPEMENTS DE RECHERCHE POUR LA MICRO-ELECTRONIQUE ET L'ANALYSE
en très forte expansion sur le marché international
(JAPON, USA, URSS...)

recherche

CHEF DE SERVICE

études industrialisation

Directement rattaché au **DIRECTEUR TECHNIQUE**, il sera chargé avec son équipe de 10 techniciens, d'assurer la liaison entre le service **DÉVELOPPEMENT** et la **FABRICATION**. Partant d'une analyse critique des appareils dans leur version prototype (ou de la remise en cause des produits existants), il devra assurer la mise en fabrication en petites séries des éléments micro-mécaniques et leur intégration dans des systèmes comprenant de la mécanique et de l'électronique. Gestionnaire de son service, il aura le souci d'améliorer les coûts, de respecter les délais et de former ses collaborateurs, notamment à l'utilisation de l'informatique dans la gestion des données techniques.

Ce poste comporte une part importante de relations humaines et de coordination technique et offre de larges possibilités d'évolution. Il s'agit d'un **INGÉNIEUR** de formation MINES, ENSTA, CENTRALE, A & M... ayant quelques années d'expérience acquises dans les services Études ou Méthodes de sociétés utilisant des technologies très avancées (industrie aéronautique, nucléaire, spatiale...), intéressé à la fois par les problèmes de conception et de réalisation. La connaissance de l'ANGLAIS est indispensable, compte tenu du caractère très international de la Société.

Les dossiers de candidatures - sous réf. 2823 M à préciser sur l'envoie - seront traités confidentiellement par

DÉVELOPPEMENT

10, rue de la Paix - 75002 Paris.

FUTUR

directeur financier

200/250.000/an

Une SOCIÉTÉ de TRES HAUTE TECHNOLOGIE renforce sa structure et recherche le **FUTUR DIRECTEUR FINANCIER** qui gèrera son développement rapide. La Société qui est dans sa 5^e année, a pour actionnaires des Groupes Français de tout premier plan et pour clients de ses travaux, les plus grands groupes internationaux.

Directement rattaché au **DIRECTEUR GÉNÉRAL**, le responsable de la gestion prendra progressivement la responsabilité des problèmes **COMPTABLES, FINANCIERS** et de **GESTION**. Il devra proposer la création de procédures nouvelles, les mettre en œuvre et les améliorer.

Ce poste exige - outre des compétences professionnelles, financières et de gestion, de bonnes facultés d'adaptation -, et nécessitera à **DIPLOMÉ HEC, ESSEC, ESC** (+ si possible DECS), ayant de préférence acquis une bonne pratique des procédures dans un **Cabinet d'Audit ANGLO-SAXON** ou une **ENTREPRISE** importante réputée notamment pour la qualité de sa gestion. L'ANGLAIS courant est indispensable.

Les dossiers de candidatures - sous réf. 2825 M à préciser sur l'envoie - seront traités confidentiellement par

DÉVELOPPEMENT

10, rue de la Paix - 75002 Paris.

Jeune responsable administratif et comptable

Adjoint à la Direction Générale

230 000 +

Jeune fille française (75 ans) d'un important groupe anglo-saxon, nous faisons actuellement une belle percée sur le marché français grâce à la qualité et à l'originalité de nos produits. Notre CA de 35 MF nous laisse envisager une progression de 100% d'ici 2 ans tant en France qu'à l'étranger. Ce développement que nous connaissons déjà nous permet d'accueillir aujourd'hui le bon droit de notre Directeur Général.

Nous comptons sur lui pour prendre en charge la comptabilité générale et analytique, bilan, CE, déclarations fiscales et sociales, trésorerie, relations avec les banques mais aussi pour assurer la mise en place de notre nouveau système de gestion informatisée (comptabilité commerciale, gestion, stocks...).

Il s'agit d'une véritable opportunité pour un jeune diplômé de l'enseignement supérieur (Sup de Co, Maîtrise Gestion...), complété évidemment par un DECS. Une première expérience acquise au sein d'une PME dans le domaine comptable vous a permis de maîtriser tous les aspects de cette fonction. Vous souhaitez maintenant élargir cette expérience et participer concrètement à des tâches qui impliquent la vie de l'entreprise. Vos futures relations avec nos partenaires anglo-saxons impliquent une excellente pratique de l'anglais. Ready to join us?

Merci d'adresser lettre de candidature, CV détaillé, photo et salaire actuel sous réf. M 30403 à Nicole Le Brevilly - TRG - 18, place H. Bergson 75008 PARIS.

Adjoint de SYSTEMA

ENSAE, ISUP, DEA mathématiques... pour des études financières

L'une de nos filiales, jeune compagnie d'assurances a connu une croissance très rapide en créant des produits d'épargne et de prévoyance originaux et performants.

Elle souhaite renforcer son équipe par un cadre débutant de formation scientifique, statistique ou économique.

Après formation, au sein d'une petite équipe de haute technicité, travaillent avec des outils informatiques appropriés, il participera aux études actuarielles, statistiques, économiques concernant la mise au point de nouveaux produits.

Par son ouverture sur l'ensemble de la société ce poste offre des possibilités d'évolution diversifiées.

Pour un premier contact, merci d'adresser votre CV photo, sous réf. 159M à Michèle Chiron, Compagnie Bancaire - Service Orientation - Recrutement - 5 avenue Kléber - 75791 Paris Cedex 16

compagnie bancaire

Futur chef du personnel

Succursale française d'un groupe d'assurances multinationales, nous proposons aux entreprises et aux particuliers des assurances accident et incendie. L'une de nos caractéristiques : notre ouverture à l'innovation : dans la profession, nous faisons d'ailleurs dans certains domaines figure de pionnier.

Adjoint dans un premier temps du Chef du Personnel et des Relations Humaines, le cadre recherché supervisera une petite unité composée de trois services centrés sur la gestion administrative du personnel : vie des contrats de travail - paye - déclarations - législation sociale - statistiques - gestion informatique.

Le responsable des Relations Humaines en place devant partir à la retraite sous 3 ans, vous prendrez progressivement en charge l'ensemble de la fonction : gestion budgétaire du personnel - gestion des carrières - relations avec les partenaires sociaux - recrutement... ; ceci dans un esprit de concertation et avec la recherche de l'adhésion des collaborateurs.

Votre formation supérieure (Ecole de gestion - maîtrise droit...) et votre expérience de généraliste de la fonction personnel ou de spécialiste de la gestion administrative du personnel font de vous l'homme que nous souhaitons intégrer. Une expérience du secteur tertiaire serait un atout supplémentaire.

Bernard Juhiel Psycom vous assure étude sérieuse de votre dossier (lettre, CV, photo, prétentions) ; réponse et discrétion. Merci d'adresser sous référence 6918M, 1 rue de Béri - 75008 Paris.

Bernard Juhiel Psycom

Membre de Syntec

GUERBET

Groupe Pharmaceutique Française, en expansion régulière, 250 MF de CA, 500 personnes, renforce le service **METHODES** de sa filiale chimique et recherche :

UN INGÉNIEUR CHIMISTE HF

Avec l'assistance d'un technicien, il prendra la responsabilité complète des méthodes pour nos produits huileux : optimisation des procédés (recherche du meilleur rapport coût-qualité) et étude des incidents de fabrication (causes et remèdes) dans un souci constant d'amélioration de la Sécurité et des Conditions de Travail.

Il aura par ailleurs la charge de la rédaction et / ou de la mise en forme des procédures d'application des modes opératoires, pour la totalité de nos produits.

Cette fonction permettra à un ingénieur chimiste débutant ou possédant quelques années d'expérience, de développer ses connaissances techniques, de renforcer ses qualités d'organisation et de rigueur, et d'acquiescent des compétences dans le domaine des relations humaines.

Adresser lettre manuscrite avec C.V. détaillé + photo sous réf. PC 28384, à :

guerbet s.a.
BP N° 15,
93601 AULNAY SOUS BOIS Cedex.



Nous sommes une société d'ingénierie de logiciel en pleine expansion de 70 personnes.

Nous avons conçu le premier atelier logiciel français SOFTPEN.

Nous intervenons sur des projets d'ingénierie en téléphonie, avionique, contrôle de processus.

Nous recherchons, pour ces projets, des ingénieurs (2 à 4 ans d'expérience des systèmes temps réel) désireux de mettre en pratique les méthodes avancées de développement de logiciels.

Adressez votre candidature et prétentions, sous réf. M 86 B à : I.P.L. - 26, rue du Renard 75004 Paris.

GENERAL ELECTRIC U.S.A.
AUTOMATISMES INDUSTRIELS ET ENGINEERING

Responsable des Ventes :

Vente de produits et services industriels d'affaires d'un solide technicien, d'un habile responsable des ventes.

Certains de nos systèmes entrent dans le cadre de l'automatisation des procédés d'usinage, de fabrication, conditionnement, contrôle... Tous font appel à l'électronique et l'informatique. Les « clients » dans les entreprises industrielles de toutes tailles, usiniers, vous vous en doutez, autant de compétences techniques éprouvées qu'une habile démarche commerciale. Vous êtes l'homme de la situation si, doté d'une formation en électromécanique, électronique, informatique ou automatisme vous avez prouvé - notamment au cours de quelques années d'expérience dans la

vente de produits comparables - que vous n'en demeuriez pas moins un négociateur. Dans nos structures, vous définirez activement le marketing des produits et des services. À 35 ans environ, vous restez très ouvert aux nouvelles technologies et avez acquis la maturité nécessaire à l'encadrement d'une équipe de vendeurs. Ce poste de responsable commercial suppose une grande disponibilité, exige une bonne pratique de l'anglais et est appelé à une belle évolution, à l'intérieur du groupe.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo, et niveau de rémunération souhaitée) à Ph. HUGON - Direction du Personnel - GENERAL ELECTRIC (GETSCO) 42, Avenue Montaigne 75008 Paris.

LE CENTRE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE DU BATIMENT

Établissement Public
à caractère industriel et commercial
recherche

UN INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE CONFIRMÉ

(X, PONTS-ET-CHAUSSEES, MINES, CENTRALE...)

pour effectuer des recherches et des études dans le domaine de la **THERMIQUE DU BATIMENT** avec comme thème principal l'utilisation rationnelle de l'énergie dans les systèmes de chauffage.

Envoyer C.V., prétentions à :

STATION DE RECHERCHE DE MARNE-LA-VALLÉE
Service Conception des usages des Bâtiments et des Équipements
84, avenue Jean-Jaurès, CHAMPS-SUR-MARNE 77421 MARNE-LA-VALLÉE, Cedex 2.

UN GROUPE BANCAIRE SPECIALISE DANS LES CREDITS AUX PARTICULIERS
offre à de

jeunes diplômés de l'Enseignement Supérieur
débutants (IEP, Sciences Eco., Droit, ...) HF

de participer activement à son développement.

Les candidats titulaires des O.M. devront faire preuve :
- d'une grande motivation commerciale,
- de larges facultés d'adaptation,
- d'une réelle mobilité résidentielle.

Au terme d'un stage complet, ils pourront se voir offrir des postes à responsabilité au sein des agences du groupe.

Adresser lettre manuscrite, c.v., photo et prétentions s/réf. 6591 à Axial Publicité, 27, rue Thibout 75009 Paris, qui transmettra.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

AETA

recherche pour ses activités
**TELECOMMUNICATIONS
ET AUTOMATISMES**

**INGENIEURS
CONFIRMES ET
DEBUTANTS**

**POUR ETUDES DE LABORATOIRE
ET GESTION DE PROJETS**

Adresser C.V. à Société AETA
12, rue des Frères Caudron
B.P. 34 - 78142 Vélizy Cedex

**Créer
des programmes vidéo**

C'est l'opportunité que nous proposons à :

2 Ingénieurs logiciels Ingénieur support

Jeunes diplômés Sup. Elec, MIAGE ou équivalent, vous savez programmer en Assembleur, vous parlez anglais et vous souhaitez participer à la réalisation de programmes éducatifs ou de jeux pour micro-ordinateurs. (Réf. 4003/A/L.M.)

De formation équivalente, connaissant l'anglais technique, vous intervenirez comme conseil interne ou externe en assistance aux clients sur tous les problèmes de fonctionnement d'un micro ou de leurs logiciels de base. (Réf. 4003/B/L.M.)

Nous rejoindrez aujourd'hui, c'est participer en France au très important développement d'Atari, leader mondial de l'informatique domestique.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prêt à notre Conseil, sous la réf. cholest.

Ressources & Développement
6, rue Casimir Delavigne - 75006 PARIS

Filiale (300 personnes)
d'un très important Groupe Industriel International (8000 personnes)
exerçant son activité dans un domaine très spécialisé (métallurgie fine métaux non ferreux) recherche

**Ingénieur ou
Docteur 3ème cycle
(domaine chimie)**

**Adjoint responsable
laboratoire d'analyse**

Expérience de 2 - 3 ans en laboratoire souhaitée.

A terme ce poste peut ouvrir à d'autres fonctions dans notre groupe.

Anglais lu indispensable, courant souhaité.

Immédiate banlieue Sud.

**Cabinet
Leconte**

nous garantissons la qualité
de collaboration offerte par
nos clients.

4, rue Amiral Courbet 75116 Paris s / réf. 90871

**De l'informatique terrain
au marketing produit**

Votre expérience de la mise en place d'applications scientifiques, complétée si possible par la vente de systèmes graphiques, vous a préparé à maîtriser la vie d'un produit.

Rejoignez au sein de notre organisation commerciale en France, nos équipes marketing produit et prenez en main avec elles : la connaissance des marchés, l'analyse des besoins clients et la définition des produits adaptés, mais aussi le support des forces de ventes, du lancement promotionnel au renouvellement du produit. Vous êtes au cœur du développement de la Société : un rôle-clé pour assurer le vôtre, au service des technologies de pointe en informatique.

Ecrivez au Service du Personnel
Zone Industrielle des Petites Haies, 1 rue Jean Lemoine - 94015 Créteil

benson

**IMPORTANT GROUPE CHIMIQUE
INTERNATIONAL**

recherche un

**cadre
fiscaliste**

de préférence diplômé de l'Ecole Nationale des Impôts ayant de 3 à 5 ans d'expérience dans le domaine de la fiscalité.

Pour le Département fiscal de sa Direction Financière au Siège Social parisien du groupe.

Au sein d'une équipe, il traitera de toutes les questions fiscales françaises concernant les Sociétés du Groupe en matière d'impôts directs, de taxes et d'impôts locaux.

Il assurera les contacts nécessaires avec les responsables des établissements du groupe et les services fiscaux locaux pour assurer la gestion de ces impôts.

Adresser lettre manuscrite avec CV et photo
sous référence 90824 à CONTESSÉ PUBLICITE
20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

**GROUPE INDUSTRIEL
MULTINATIONAL**

SA DIRECTION DE LA COMMUNICATION
(Banlieue Ouest PARIS)
recrute un

**Journaliste Technicien
REDACTEUR EN CHEF**

DOUBLE FONCTION

- de **REDACTEUR EN CHEF** : il proposera une politique globale et dynamique de revues et publications d'information pour la clientèle, la mettra en œuvre et en assurera la réalisation matérielle (rédaction, mise en page, édition);
- de **CHARGE DES RELATIONS PRESSE** : Préparation d'interviews, de communiqués, dossiers et conférence de presse,...

**POSTE PASSIONNANT
MAIS 3 CONDITIONS INDISPENSABLES**

- INGENIEUR diplômé
- Connaissance des AUTOMATISMES INDUSTRIELS dans les technologies ELECTROMECANQUES et ELECTROTECHNIQUES
- être JOURNALISTE ou rédacteur technique régulier

S.C. vous garantit une DISCRETION ABSOLUE et vous remercie d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et rémunération) sous réf. 7085

SC sélection conseil
98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS

Une des premières sociétés françaises
d'Ingénierie Nucléaire
implantée en Région SUD PARIS
recherche

**Ingénieur d'études
(Mécanicien nucléaire)**

pour projets d'installations d'usines et de laboratoires (assainissement radioactif - déchets),
environ 30 ans.
Quelques années d'expérience dans société d'ingénierie en nucléaire (cellules blindées, téléopérations, radioprotection et sûreté).
Anglais courant.

Adresser CV, lettre manuscrite et prétentions sous réf. 91176 à
CONTESSÉ PUBLICITE - 20, avenue de l'Opéra
75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

QUAKER FRANCE

QUAKER FRANCE est la filiale française d'un important groupe agro-alimentaire américain.

Nous fabriquons et commercialisons les céréales pour petit déjeuner QUAKER et les aliments pour chiens et chats FIDO et FIDEL.

Notre CA est de 950 millions de F et notre croissance de 20 % par an.

multiconsult
RECRUTEMENT

Société de Transports Européenne, en forte expansion,
recherche pour la proche banlieue parisienne

son Directeur Administratif

Directement rattaché au Directeur Général, le candidat retenu âgé d'environ 35 ans, possédant une formation supérieure en gestion et sera responsable de la gestion du personnel, des problèmes juridiques et de l'informatique (déjà en place). Il supervisera aussi le service comptable et financier et devra savoir communiquer en anglais.

Le succès dans cette fonction implique un tempérament de véritable manager et d'excellentes capacités relationnelles.

Adresser lettre manuscrite + CV + photo sous réf. 8432 à F. Chemarin
MULTICONSULT RECRUTEMENT
83, avenue Marceau - 75116 PARIS

**une carrière évolutive pour un
ingénieur style arts & métiers**

Nous vous proposons dans un premier temps (3 ou 4 ans) de prendre la responsabilité du SERVICE ENTRETIEN de notre usine de Veauche près de Saint-Etienne, unité de production très moderne inaugurée récemment. Rattaché au Directeur de l'usine, vous disposerez d'une grande capacité d'initiative pour prendre des responsabilités dans tous les domaines techniques (principalement automatismes, entretien des bâtiments, problèmes de chauffage) et vous animeriez une équipe de 20 professionnels.

Vous êtes passionné par la technique et vous avez acquis sur le terrain une première expérience d'au moins deux ans, si possible dans l'industrie alimentaire. Pour progresser dans le groupe, il est indispensable de parler anglais ou du moins d'avoir des notions suffisantes pour être perfectionné.

Nous avons chargé notre conseil, la CORT, de prendre les premières contacts.

Maryse PERCHE vous remercie de lui envoyer votre curriculum-vitae + photo en précisant votre rémunération actuelle sous réf. 2985 M-CORT-65, avenue Kleber - 75116 PARIS.

CORT

MEMBRE DE SYNTec

**BANQUE DE CREDIT
A MOYEN ET LONG TERME
PARIS**

recherche

**SPECIALISTE DE
COMMUNICATION
ECRITE MF**

Ce cadre aura pour fonction :

- la rédaction d'articles, communiqués de presse, brochures et tous documents de l'établissement à usage externe.

Le (la) candidat (s) présentera :

- une formation économique supérieure complétée par une spécialisation dans le domaine de la communication ainsi qu'une première expérience professionnelle de communication écrite.

Envoyer C.V., prétentions, s / réf. 3497 à
PIERRE LICHOU S.A., BP 220
75063 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

intel

Avec 22 000 collaborateurs répartis dans le monde entier et un CA de 1 milliard de dollars en 1983, Intel est un leader sur le marché des micro-processeurs et des systèmes micro-ordinateurs. Intel Europe représente 30 % du CA de Intel Corporation et Intel France est le siège de la région Sud-Europe (France, Espagne).

Dans le cadre de l'expansion rapide du département de la maintenance, nous recherchons

**UN TECHNICIEN
DE MAINTENANCE**

EXPERIMENTE PARIS

BTS/DUT avec 3 ans d'expérience dans la maintenance de systèmes informatiques sur produits INTEL ou similaires. Grande disponibilité pour déplacements fréquents de courte durée sur l'ensemble de la France.

Bonne connaissance de l'anglais.
Rémunération motivante et voiture de fonction.

Merci d'adresser CV et photo à INTEL Corporation, Direction du Personnel,
5 place de la Balance, Silic 243, 94528 Rungis Cedex.
(sous réf. 273).

ELECMA
division électronique de la SNECMA

recherche un

**AGENT TECHNIQUE
INFORMATICIEN**

niveau V1 ou V2

Outre de solides connaissances en informatique, il aura une expérience de 2 à 3 années de la programmation des microprocesseurs MOTOROLA 68000 en langage assembleur et connaîtra si possible le langage PASCAL.

Ce poste nécessite le goût du travail en équipe, de bonnes facultés d'analyse et de synthèse et le sens de la communication.

SNECMA

Merci d'adresser lettre, CV avec photo et prétentions sous référence 104 à SNECMA
B.P. 305 - 92156 SURESNES CEDEX

Nous sommes un important ensemble
français, leader sur le marché des hôpitaux
et en fort développement à l'étranger.

Nous recherchons un

**ACHETEUR
matériel médical**

DE HAUT NIVEAU

pour la recherche de fournisseurs internationaux, les négociations, la passation et le suivi des commandes de matériel médical sophistiqué dans le cadre d'importants contrats clés en mains pour l'exportation.

De plus, ce collaborateur devra être capable de créer et développer un service achats matériel médical dans le cadre de la forte expansion en cours.

Nous souhaitons rencontrer un professionnel confirmé des achats de matériel médical.

Merci d'envoyer CV détaillé, photo, rémunération actuelle et souhaitée, sous réf. ACH 3,8 à COFAP 40, rue de Chabrol - 75010 Paris.
Confidentialité assurée.

مكتبة

	Le jour	Le jour T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	83,00	98,44
DEMANDES D'EMPLOI	25,00	29,85
IMMOBILIER	55,00	66,42
AUTOMOBILES	55,00	66,42
AGENDA	55,00	66,42
PROP. COMM. CAPITALUX	164,00	194,50

ANNONCES CLASSEES

	Le jour	Le jour T.T.C.
ANNONCES ENCADREES	47,00	55,74
OFFRES D'EMPLOI	14,00	16,60
DEMANDES D'EMPLOI	36,00	42,70
IMMOBILIER	36,00	42,70
AUTOMOBILES	36,00	42,70
AGENDA	36,00	42,70

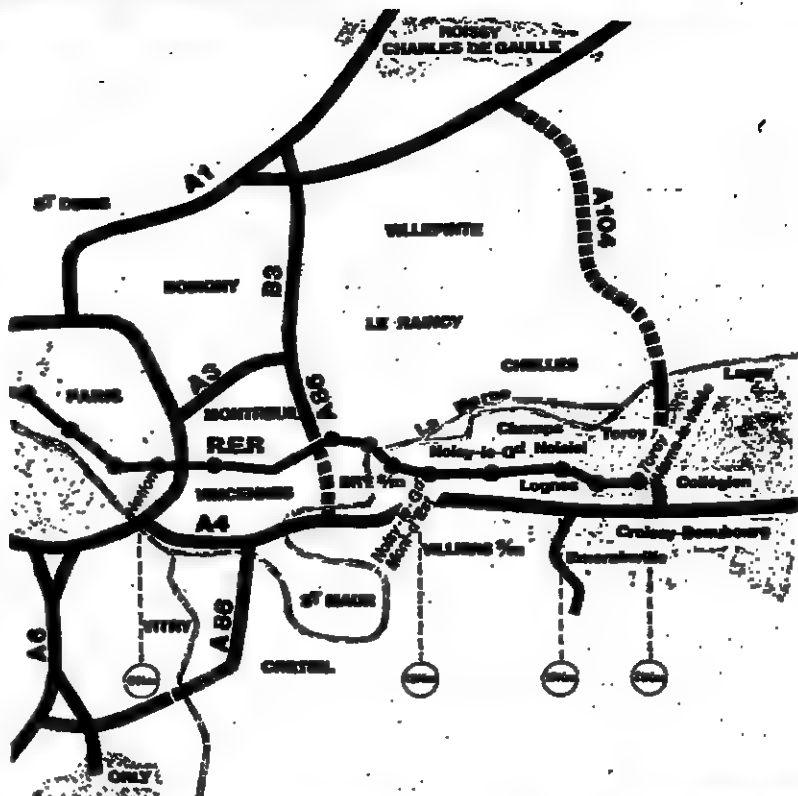
* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.

L'immobilier

Immobilier d'entreprise et commercial — Immobilier d'entreprise et commercial

MARNE LA VALLEE:
un nouvel atout pour
le développement
économique de
l'Est Parisien

renseignements:
activités 005.90.20
logements 005.10.10



2^e tranche 9000 F* le m²
13^e
un événement à PARIS!

LE LOUIS-VERT
rue de BAUDRICOURT
90 appartements du studio au 4 pièces
dans 3 petits immeubles neufs
PRETS CONVENTIONNES
le logement français (1) 256.45.90

3^e arrdt
Grds appts, grds volumes
HOTEL DE TALLARD
sur place, 78, rue des Archives
14 à 19 h, 274-16-02
ou la matin, 502-13-43.

4^e arrdt
BEAUBOURG
DS IMMOBILIER RENOVE, ASC
BEAUX STUDIOS ET 3 PIECES
RESTAURATION QUALITE
GARDIEN - 567-22-98.

Métro SAINT-PAUL
ATELIER rue de Ch. d'Orléans
100 m², clair, 272-40-18.

5^e arrdt
M^e JUSSIEU
bon imm., 2^e ét., batic., solail,
liv. chab., 2 chbres + 1 petite
piche, entr. direct, b. bain,
agrémenté, aménag. chaudi.
central individuel.
12, RUE CARDINAL-LEROUINE
marché, mercredi 14 à 17 h.

GAY-LUSSAC récent
beau studio ch. terrasse
400.000 F - Tél. 326-67-16.
R. BUFFON, imm. 17^e, style
+ home anglais, réducteur,
pied-à-terre, Champs-Élysées, 45 m²,
Pr. 485.000 F. T. 709-91-13.

MAUBERT
3 p. duplex + chbre à réunir
2 terrasses, 980.000 F.
LEFANS - 536-14-40.

Concier, studio 12 ch. meub.
meub. ent. solail, poutres.
533-44-00/(35) 90-27-08.

MONGE/MAUBERT
2 PIECES
GRAND CONFORT, GRAND
STANDING, ETAGE ELEVE.
GARDIEN - 567-22-98.

6^e arrdt
PL. ST-GERMAIN-DES-PRÉS
Living d'angle, 2 chbres.
Pr. élev. Tél. : 320-32-71.
115 m² Concorde, 324-42-70.
PROXIMITE SEINE
Etage élevé, meub., travaux.

Métro VAVIN
Imm. récent 12 ch. parking, sé-
jour, 1 chbre, cuisine, bain,
solail, agréablement aménag.
18, RUE DELAUNAY
marché, mercredi, 14 h à 17 h.

7^e arrdt
MÉTRO BAO - SUR JARDIN
ET BELLE COUR, 4^e ET.
SANS ASC., 3-4 p., 85 m²,
TERR. 18 m², 633-08-11.
Entre sous le n° 044.908 M
REGIS-PRÉFECTURE

8^e arrdt
ST-GEORGES, 60 2 PIÈCES,
cuis., bain, BON PLAN.
380.000 F. 528-98-04.
ST-GEORGES, 4 p., 95 m², ch.
2^e s. s. s. s., platons 3.15 m.
Imm. me. ALGERIA 235-00-08.

RUE LE PELETIER
Angle Vieux dans imm. pierre
de taille en rénov. 2 p., 2
confort, 146 m², 282-09-00.

14^e arrdt
Métro PERNETTY, 3^e étage
BEL APPT 3 pièces, 60 m²,
675.000 F. Tél. 585-40-34.

15^e arrdt
CONVENTION
R. RUE POUQUADE
de bel imm. 2 p. coin cuisine,
12 ch. 32 m², exceptionnel.
320.000 F. v. vite s/p. place
de 13 h à 16 h. 200-15-30.

MIRABEAU
4 p., 2 s. s. s., solail, état im-
pec. 1.200.000 F. BRANCON.
S.A.R.L. 576-73-64.

MAISON PARTICULIERE
cette avec jardin
SERGE KAYSER 325-50-80.

CECIDI CONSTRUCT
329, RUE LECOURBE
IMMOBILIER GRAND STANDING
2 ET 3 PIECES
2 p. à partir 709.400 F
3 p. à partir 945.300 F
LIVRAISON IMMEDIATE
Bureaux de vente ouvert :
- Mercredi et vendredi,
14 heures à 19 heures :
- Samedi, 10 h 30-13 h 30.
Tél. : 576-02-78.

16^e arrdt
AUTEUIL
Prestige et dans immeuble
pierre de taille, restauration de
qualité, après occupation 2, 3, 4,
5 pièces et possibilité duplex.
R.C. - 789-12-21.

17^e arrdt
M^e PIERRE GRAND 2 PIÈCES
TI CONFORT GO STANDING
Tél. : 528-98-04.

BATIGNOLLES
IMMOBILIER NEUF STANDING
SUIF PLACES CLASSEES
DOCTEUR-PELLOUSSE
Studio 2, 3, 3/4 p.
T.L. 14/15 h. 226-26-60.
06, rue des Batignolles.

WAGRAM/VILLERS 354-42-70
300 m² GO STANDING

ORDREUR (PRÉS)
SÉJOUR + CHBRE 11 ch +
TERRASSE, 84 m², me.
Pr. 360.000 F - 252-94-94.
504-51-33.

53, RUE DU SIMPLON
23 APPTS de STANDING
STUD. 2, 3 P., PARK.
Studio à partir de 322.500 F
2 p. à partir de 451.000 F
3 p. à partir de 680.500 F
OFFRE EXCEPTIONNELLE
3 p. PRET CONVENTIONNÉ
à 846.870 F
BUREAU DE VENTE
MARDI - JEUDI - SAMEDI
de 14 h à 19 h.
Tél. : 576-02-78.

NOGENT-SUR-MARNE
BOIS ET RER
TRES BEAU 3 PIES, 74 m²
+ balcon + garage
ETAT EXCEPT. - solail
TRES BELLE AFFAIRE
DEMICHELI
573-50-22 et 43-71.

NOGENT-SUR-MARNE
S/BOIS VINCENNES
RER à proximité, SÉJOUR
3/4 CHAMBRES, 190 m²,
+ terrasse 125 m²
DEMICHELI
573-50-22 et 43-71.

Province
QUESTREHAM (14) à 100 m
rue : BEL APPT, 12 ch. 95 m²
+ logg. + grand terr. Pr.
350.000 F. (11) 708-45-55.

20^e arrdt
A. DUMAS, 4 p., 95 m², 9^e ét.,
me. 1000, 18 m², imm. 74,
et ch. après 285.000 F.
12 m² sur 15 ans. ALGERIA.
285-00-08.

78-Yvelines
VERSAILLES RD. prestigieuse
résidence pierre Second Empire.
11 p. divisibles en 2 appts.
Pr. 1.200.000 F. Exklusivité
MAY Immobilier 323-22-27.

VERSAILLES
GLAGNY-GLAGNY
Dans beau stand, pierre de t.
APPT 3 pièces, entrée, ré-
de jard., part. privat. 90 m²,
cuisine, SOLAIL, cave.
me. Pr. 1.350.000 F.
PETHAQUE - 553-00-00.

92
Hauts-de-Seine
Près PONT DE SURESNES
VUE SUR BOIS
PANORAMA SUR PARIS
déjà dev. partie résidence
SUPERSE 63 m² + TERRASSE
45 m², gd confort, 2 bains.
T.L. 14/15 h. 226-26-60.
VERNEL 526-01-50.

94
Val-de-Marne
ST-MANDÉ, gd 3 p., balcon,
vue dégagée, pierre de taille,
meub., 600.000 F - 347-57-07.

NOGENT-SUR-MARNE
PROXIMITE IMMEDIATE
BOIS ET RER
TRES BEAU 3 PIES, 74 m²
+ balcon + garage
ETAT EXCEPT. - solail
TRES BELLE AFFAIRE
DEMICHELI
573-50-22 et 43-71.

NOGENT-SUR-MARNE
S/BOIS VINCENNES
RER à proximité, SÉJOUR
3/4 CHAMBRES, 190 m²,
+ terrasse 125 m²
DEMICHELI
573-50-22 et 43-71.

Province
QUESTREHAM (14) à 100 m
rue : BEL APPT, 12 ch. 95 m²
+ logg. + grand terr. Pr.
350.000 F. (11) 708-45-55.

appartements
achats
GROUPE DORESSAY
rech. pour DIPLÔMÉS
Appts 150 à 250 m²
ACHAT OU LOCATION
Rue Gassier, 10, Neuilly.
573-20-57, même le soir.

maisons
de campagne
MAISON NEUVE, 90 m² habita-
ble, gd liv., cuisine aménagée,
3 chbres, garage, terrain
2.500 m², région Blois.
MORILLON, 101, rue du
Gut. Mont. prie Chambré,
41250 BRACUS.
573-20-57, même le soir.

fermettes
PERMETTE NIVERNAISE,
15 km Neuilly, 105 m² Tot.
neuf, 3 pièces, poutres app.
caves voûtées, garage, terrain
6.500 m², jard. et arbr.
meub. Tr. 507-00-78.

propriétés
VAR, MAISON À VENDRE
de 100 m² dans 800 m de pi-
cnic surplombant la mer avec
terrasse, en copropriété de 5.
Pr. 700.000 F.
Téléphone : (0) 507-81-38.

locations
non meublées
offres
Paris
LES PARTICULIERS ont
DES LOGEMENTS À LOUER
nombreuses LOCATIONS
garanties disponibles.
OFFICE DES LOCATAIRES
Téléphone : 296-50-46.

locations
non meublées
demandes
Paris
POUR LOGER Cadres et ar-
santés personnelles IMPOR-
TANTE SOCIÉTÉ ELECTRONI-
QUE rech. Appas, Prêt, Pav.
Paris et environs.
Pr. Indiv. 504-90-00.

locations
meublées
demandes
Paris
SERVICE AMBASSADE
pour cadres et cadres
rech. du STUDIO ou 5 p.
LOYERS GARANTIS par l'Etat
ou Ambassade. 285-11-08.

châteaux
DORDOGNE, Région Périgord,
belle maison bourgeoise en
pierre, grand confort, 350 m²
habitable + dépendances
parc 2.000 m², 8 m. 1.450.000 F.
CABINET OCCIDENT - 18, bd G.
62000 MONTAUBAN.
Tél. : (63) 68-08-88.

terrains
LE D'YEU (85), vd immédiat.
terrain constructible, vue mer.
Téléphone : 229-71-43.

viagers
17^e Wagram, 2 p. et ch. 4^e ét.,
me. 1.300 m², rénové, cuisine
81-88 à 120.000 + 1.350.
F. CRUZ 266-18-00.

LIBRE RÉGION LIÉGEOISE, Magni-
fique ferme style normand,
bon état, 6/7 p. et 3 ch. che-
minée, poutres + autre maison
+ dépendances sur parc arboré
1 ha. 420.000 + terrain 5.000 F.
78 ans. LOUËL - 325-00-44.

bureaux
Ventes
BON XV^e
BUREAUX DE PRESTIGE
Louvain-la-Neuve
Pr. 3.500.000 F
Loyer 300.000 F
Pr. 4.200.000 F. 789-13-21

Locations
8, AVENUE HOCHÉ
365 m² - GO STAND.
1.400 m² H. C. am. 19
563-07-08

FG ST-HONORÉ
A LOUER BUREAUX
PRESTIGE
138 m² à 100 m²
FRANCO SUISSE
284-18-18

ARTISAN 100 F.R.C. 180 F
Construction SARL 2.000 F
S.D.M. 21, r. Fécamp (12)
940-20-54, 940-20-55, 940-20-56.

ETOILE, GEORGE V
Luxe discret 1 bureau ou
+ dans imm. mod. 563-17-27.

NEUILLY MÉTRO
Luxe discret 1 bureau ou
+ dans imm. mod. 758-12-40.

DOMICILIATION
CHAMPS-ÉLYSÉES/BOULEVARD
Lévy 120 F/H/7 p. par
SIEGES SOCIÉTÉS
LOCATION BUREAUX MEUBLES
PERMANENCE TEL.
TELEX, SECRÉTARIAT,
CONS. STES
PARIS FLASCH BUREAUX
625-11-08.

CRÉATEURS d'entreprise!
SIEGES SOCIAUX
et adresses commerciales
et industrielles, 1000
CONSTITUTIONS STES
Pr. 200.000 F. 563-00-30.

BUSINESS BUREAU
Luxe bureau individuel et
ensemble 345-00-05.

CHAMPS-ÉLYSÉES
Bureaux équipés avec services
ou votre siège social. Tél. 71-
10, secrétariat, salles de réu-
nion en vidéo, bar, etc. Loc.
court ou longue durée.
ACTE - 562-66-08

DOMICILIATION
IMMEDIATE
DANS LE 16^e
Inscription R.C., location de
bureaux, télé, 551-23-77 en
permanence.

VOTRE RÉGIE SOCIAL
DOMICILIATIONS
SARL - RC - R-M
Constitutions de Sociétés,
Déclarations et tous services.
Permanence téléphonique.
355-17-50

bureaux
270 m² À LOUER
BUREAUX DE PRESTIGE
Louvain-la-Neuve
Pr. 3.500.000 F
Loyer 300.000 F
Pr. 4.200.000 F. 789-13-21

VOTRE RÉGIE SOCIAL
R.C. 100 F S.A.R.L. 180 F
Construction rapide de st.
G.S.M.P., 4, rue de Des-
camps, 19 : 885-01-11,
54, r. Clémence, 19 : 807-03-00.

locaux
commerciaux
Locations
LOUE OU VOUS ALBERT 80
très beau hall 1.000 m², bien
situé sur terrain 2.700 m²
S.A.L.C.F. Paris-Lille en face,
autoroute du Nord 20 km.
Tél. : (23) 77-00-48.

locaux
industriels
Ventes
BATIMENTS INDUSTRIELS
COMMENT
PAYER MOINS CHER
Les Etablissements
PRIVE commercialisent
directement les bâti-
ments industriels
(80 m² et +) de leur in-
terlocuteur.
Ces biens peuvent per-
mettre à l'acheteur de
réaliser de notables éco-
nomies sans conditions
suivantes :
- S'occuper de l'entretien
du bâtiment ;
- Faire réaliser une
étude de rentabilité par un
marché ;
- Faire son affaire de
montage ou acheter une
stationnement dédiée
pour le montage.
Les bâtiments peuvent
servir d'entrepôts ou
d'ateliers, et avec amé-
nagement de bureaux
et même de bureaux.
ALFRED CECIDI
PRIVE S.A., B.P. 30,
84701 FORCLOS
sous référence 52,
tél. 376-94-00 p. 52.

fonds
de commerce
Ventes
MANISSE CENTRE VILLE
vend très belle affaire :
- Un bar de levage, repasse-
ment ;
- Pressing moderne dans
400 m² + 160 m² cave
couverte, pour coiffe, bail
tout comm. Pr. 890.000 F.
Tél. : (91) 71-19-06.

boutiques
Ventes
M^e Voltaire, Rue Folle-
Régence, dans imm. récent
MARS de gde bout, étendue
230 m² + 70 m² ss/sol
+ 2 p. conv. Bail juillet 81.
Loyer 100.000 F révisé juil-
let. Loy. prévisible 130.000 F.
Pr. 1.100.000 F. 225-48-82.

Locations
IDÉAL PLACEMENT
Bonne Neuchâtel-Lesclap
boutique, louée 28.000 F/an,
prix moy. 320.000 F direct par
propriétaire 225-58-56
(après 19 h 329-06-42).

L'IMMOBILIER
dans
Le Monde
du Lundi au Vendredi
296-15-01

Handwritten signature or note.

C.E.E.

LA NÉGOCIATION AGRICOLE BLOQUÉE PAR L'IRLANDE

Les ministres des affaires étrangères s'efforcent de sortir la Communauté de l'impasse

De notre correspondant

Bruxelles (Communauté européenne). — Lundi 26 mars, les ministres des affaires étrangères de la Communauté européenne se sont réunis à l'Assemblée parlementaire de la Communauté européenne pour tenter de résoudre l'impasse créée par l'opposition de l'Irlande, qui entend se voir reconnaître le droit de continuer à augmenter sa production de lait. M. Austin Deasy, le ministre de l'Agriculture irlandais, a fait savoir qu'il s'agissait d'une « question d'intérêt vital » pour son pays et que, conformément au compromis de Luxembourg (1), il opposerait son veto à toute formule ne lui donnant pas satisfaction. La situation est totalement bloquée et c'est sans grand espoir de la faire évoluer que les ministres de l'Agriculture ont repris leurs travaux mardi matin.

Leurs collègues des affaires étrangères, qui se retrouvent ce même jour à Bruxelles pour faire le point après l'échec du conseil européen, délibéreront très vraisemblablement de l'affaire irlandaise. Une nouvelle réunion des ministres de l'Agriculture est prévue pour la fin de la semaine. Les Dix, dont les armoiries, ils en sont conscients, ne peuvent qu'entretenir l'effervescence dans les campagnes, voudraient parvenir à une conclusion définitive avant le 1^{er} avril, date du début de campagne pour les produits laitiers et la viande bovine.

Le blocage des Irlandais vient de l'application du plan communautaire qui leur permettrait de produire 12 et 13 millions de tonnes de lait en 1984 et 15 et 17 millions de tonnes en 1985. Plusieurs pays avaient demandé que le conseil européen donne son feu vert. Surtout, deux questions, jugées trop politiques pour être tranchées par les seuls ministres de l'Agriculture, avaient été transmises aux chefs d'Etat et de gouvernement : la demande des Irlandais de pouvoir continuer à augmenter leur production de lait, la politique de contingentement mise en œuvre dans la Communauté et la proposition de la Commission d'appliquer

une taxe sur les matières grasses végétales produites ou importées dans la CEE.

Cette seconde question, vu l'hostilité déterminée des pays du nord de la CEE, a été plus ou moins écartée de l'ordre du jour. La requête irlandaise, en revanche, a fait l'objet d'un débat devant le conseil européen, débat qui a mal tourné puisque, durant deux bonnes heures, M. Garrett Fitzgerald, le premier ministre irlandais, a quitté la salle de réunions.

La réalité de l'obstacle irlandais n'échappait à personne. La République d'Irlande est, après la Grèce et l'Italie, la plus pauvre de la Communauté. Son industrie est peu développée et l'ouverture des frontières, il y a dix ans, l'exposant à la concurrence des autres pays du Marché commun, l'a rudement secouée. Le principal objectif économique de l'Irlande, en adhérant à la CEE, était de trouver des débouchés pour les produits de son élevage et, par là même, d'enfin dégager les moyens nécessaires à la modernisation d'une

agriculture qui avait jusqu'alors vécu au gré des prix très bas que lui offrait son client quasi unique qu'était le Royaume-Uni.

D'autres controverses

Cet épanouissement de l'agriculture irlandaise, encore favorisé par l'octroi par la CEE d'aides financières « structurelles » substantielles, a effectivement eu lieu. Au cours des dix dernières années, les Irlandais ont accru de façon spectaculaire leurs productions et leurs exportations agricoles. Mais la phase de modernisation, qui devrait conduire leurs agriculteurs à des niveaux de productivité comparables à ceux atteints par les exploitants des autres pays membres, n'est pas achevée.

Les Irlandais, unanimes, craignent que la réforme de la PAC, et la politique de limitation de la production qu'elle implique, ne brise net l'essor de leur agriculture et, par

là même, leur espoir de devenir une nation moderne.

Les autres Etats membres comprennent ces préoccupations mais refusent d'en tirer les mêmes conséquences que le gouvernement de Dublin. L'application du plafonnement de la production, tel qu'il a été prévu il y a quinze jours, obligerait l'Irlande à ramener sa production de lait à 4,6 millions de tonnes, alors qu'elle a atteint 5,3 millions de tonnes en 1983 (à comparer à une production communautaire totale de 103 millions de tonnes). Les Neuf seraient plus ou moins d'accord pour accorder aux Irlandais une dérogation de 700 000 tonnes, ce qui leur permettrait de maintenir la production au niveau de 1983.

Les Français ont proposé mieux : l'autorisation en 1984-1985 d'une production égale à celle atteinte en 1983, plus 5 %, ce qui équivaudrait à une dérogation d'environ 1 million de tonnes, et la promesse d'un réexamen de la situation avant la campagne suivante. Une telle formule, qui est rejetée par les Allemands, les Britanniques, les Néerlandais et les

Danois, n'est toutefois pas considérée comme suffisante par les Irlandais. Ils veulent obtenir la garantie qu'ils pourront continuer à accroître leur production pendant plusieurs années.

Cette controverse « dure » en fait surgir d'autres. Les Italiens, les Grecs, qui se considèrent comme les principales victimes du compromis agricole d'il y a deux semaines, sont tentés de rouvrir les négociations. Les Britanniques, qui n'ont pas eu à paraître en première ligne lundi, entendent bien utiliser le mieux possible les circonstances pour atteindre ce qui constitue leurs principaux objectifs : le déblocage rapide de la compensation budgétaire de 750 millions d'ECU (plus de 5 milliards de francs) qui leur a été accordée à Stuttgart, et la reconnaissance d'un droit à compensation durable, au niveau le plus élevé possible, pour les années suivantes.

PHILIPPE LEMAITRE.

(1) Le compromis de Luxembourg, imposé par la France en 1964, prévoit que, s'agissant d'une question présentant pour lui un intérêt vital, un Etat membre peut exiger qu'une décision ne soit prise qu'à l'unanimité.

LES MANIFESTATIONS D'AGRICULTEURS

40 000 paysans dans les villes

Plusieurs dizaines de milliers d'agriculteurs (40 000 environ selon l'AFEP) ont manifesté dans de nombreuses villes de France tout au long de la journée du 26 mars, répondant à l'appel de la FNSEA (Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles) contre les mesures en cours de négociation à Bruxelles. La ville de Perpignan-Barcelone a été endommagée par un groupe de viticulteurs qui avaient défilé sur la voie un barrage de piquets et de poutres enflammées puis défilé des ruelles en chapeaux.

Mais, pour la plupart, les manifestations se sont déroulées dans le calme, de nombreux tracteurs participant au cortège avant de se rendre dans les parcs, où furent diversifiés parfois fumer et parer, où des concerts de blues de jazz ont été entendus.

On parlait des carcasses furent déposées. Ce fut le cas à Châteauneuf (Indre), à Amiens (Somme), à Dijon (Côte-d'Or), à Lyon (Rhône), à Beaune (Côte-d'Or), à Strasbourg et dans l'ensemble du Bas-Rhin, à Nancy (Meurthe-et-Moselle), à Bordeaux (Gironde) et dans toute l'Aquitaine. Les slogans incitaient en faveur M^{me} Thatcher et le ministre de l'Agriculture, M. Rocard.

Quelques incidents ont cependant eu lieu. A Avesnes-sur-Helpe (Nord), un agriculteur a été blessé au visage par une grenade lacrymogène. A Lézard (Calvados), une porte de la sous-préfecture a été incendiée. Au Fay (Haute-Loire), des hélicoptères ont survolé les manifestations et des hélicoptères ont été incendiés. Une seule région absente de ces manifestations : la Bretagne.

Lyon : le lait, l'Europe et la fiscalité

De notre correspondant

Lyon. — Environ 25 000 personnes ont participé, lundi 26 mars, à une manifestation dans le centre de la ville, puis à un rassemblement au palais des sports de Lyon, à l'appel du « Comité régional des jeunes agriculteurs (CRJA) » et de la Fédération régionale des syndicats d'exploitants agricoles (FRSEA).

Quatorze départements représentés : les agriculteurs n'ont pas totalement réussi leur mobilisation lyonnaise, puisque vingt-cinq mille personnes étaient espérées par les organisateurs. Les discours, l'après-midi, ont été marqués du sceau du réalisme : « Notre région », par exemple, indiquait M. Louis Pellerin, en nom de la Fédération régionale lyonnaise, « a fait une réflexion en matière de production laitière.

« Nous savons bien qu'il n'est plus possible, en période de crise, de produire à perte. Mais, pour produire à perte, il faut vendre à perte. » Pour autant, a poursuivi l'orateur, « nous ne devons pas être sacrifiés sur l'autel de l'Europe ».

M^{me} Thatcher, héroïne involontaire des slogans et des caricatures, était, en première ligne le personnage central de la colère des agriculteurs : « Les principes sur lesquels l'Europe agricole a été fondée sont remis en cause par la Grande-Bretagne et, derrière tout cela, les Etats-Unis se précipitent dans la brèche à la première occasion » (M. François Cognat du CRJA).

Autres cibles : le ministre français de l'Agriculture, M. Michel Rocard, et l'ensemble du gouvernement français.

Le dernier orateur, M. Claude Berger, de la Fédération du Rhône, a soulevé une autre idée, bien hexagonale, celle de la fiscalité agricole, « qui touche les plus dynamiques d'entre nous ». « Il ne faut pas confondre le revenu d'exploitation et le revenu disponible des familles. (...) Il n'y a aucune raison de pénaliser les groupements agricoles. » Il est vrai que l'orateur avait constaté, au préalable, la complicité de la majorité parlementaire, composée d'élus « qui ne connaissent pas la réalité du travail agricole ».

CLAUDE RÉGENT.

Particularisme breton

De notre envoyée spéciale

Rennes. — « L'action des agriculteurs va reprendre », disait-on en Bretagne depuis le début de l'année, après la crise du porc et la dans l'attente des décisions sur les quotas laitiers. Pourtant, le 26 mars, les agriculteurs bretons n'ont pas bougé, ignorant l'appel lancé par la FNSEA.

Si les agriculteurs bretons sont unanimes à reconnaître que leur situation est difficile, les divergences d'analyse sont profondes entre les syndicats, les revendications divergentes, et cela ne facilite pas l'unité d'action. Pour la FDSEA (Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles), majoritaire dans les quatre départements bretons, la crise actuelle est la faute de l'économie libérale de la Communauté européenne et de la France. « On a mis en place un type de développement qui pousse à la concentration, en assimilant l'exploitation à une entreprise privée, affirme M. Etienne Arianx, de la FDSEA du Morbihan. Les agriculteurs sont surendettés et prennent de plein fouet la moindre crise. »

An sein de la FDSEA du Finistère plaident les jeunes du CDJA (Centre départemental des jeunes agriculteurs) qui ne cachent ni leurs divergences d'analyse avec les plus âgés ni leurs options pour des méthodes d'action expéditives (c'est le CDJA qui a saisi la sous-préfecture de Brest, dans la nuit du 19 au 20 janvier), au point que la Fédération a exclu les jeunes agriculteurs de ses instances il y a quelques mois. Libéraux ? Il l'affirment. « Nous ne demandons pas aux pouvoirs publics de nous aider, déclare M. Guy Roca, secrétaire général, nous voulons seulement être à égalité avec les autres pays de la CEE. C'est pourquoi nous demandons la

suppression des montants compensatoires.

Si les jeunes sont minoritaires au sein de la FDSEA (les dernières élections leur ont donné 45 % des voix), et leurs méthodes de combat sont désavouées par les autres syndicats, il n'en demeure pas moins qu'ils sont largement suivis par les agriculteurs bretons, car ils reflètent leur désarroi devant une situation bloquée. C'est l'appel aux « anciens combattants » des années 1960 (M. Alexis Gourvenec, considéré comme un homme de droite, toujours présent aux côtés du CDJA) qui suscite le plus de commentaires dans les rangs du syndicalisme agricole et entraîne le débat sur le terrain politique. Mais, aujourd'hui encore, le CDJA envisage des actions dures sur le terrain. Le libéralisme du CDJA est également mis en cause par la Confédération nationale des syndicats de travailleurs paysans (CNSTP). « La croissance à tout prix, la recherche de la rentabilité à outrance, portent en elles-mêmes leur échec, affirme M. René Ferec, elles se traduisent par un exode massif des agriculteurs. Nous réclamons un schéma de planification française et européenne qui permette d'enrayer cette hémorragie. » La CNSTP réclame la mise en place d'un quantum (prix garanti pour un montant de production autorisé par travailleur) permettant de réguler les productions et de protéger les petits exploitants. Quant au MODEP (Mouvement de défense des exploitants familiaux), qui représente 26 % des éleveurs des Côtes-du-Nord, il réclame une augmentation des prix agricoles de 8 % à 10 %, la suppression des montants compensatoires, celle des quotas laitiers et refuse tout élargissement du Marché commun. Il demande, en

outre, un contrat de filière pour les petits éleveurs de porcs.

Autre divergence : celle qui oppose les FDSEA bretonnes à la Fédération nationale. « La FNSEA ne prend pas en compte les problèmes des agriculteurs bretons, affirme M. Etienne Arianx, elle ne nous défend pas vraiment. » Depuis dix ans, après la grève du lait, après l'affaire de la taxe de corresponsabilité, avec le problème des montants compensatoires, dont la Fédération n'a pas demandé la disparition, la rupture est de plus en plus évidente. Les fédérations départementales ne paient plus que le minimum de leurs cotisations et participent du bout des lèvres aux débats nationaux. Les FDSEA affirment que « les Bretons ne doivent compter que sur eux-mêmes » et espèrent que « la conscience régionale des agriculteurs leur permettra des actions d'envergure ».

Ces divergences ne sont pas les seules à opposer les syndicats. Dans le Morbihan, des jeunes ont quitté le CDJA pour s'affilier à la Fédération nationale des syndicats paysans. Dans les Côtes-du-Nord, l'Assemblée des groupements d'éleveurs organisés (AGEO) est née en septembre 1983 afin de lutter plus efficacement que les syndicats traditionnels pour la disparition des montants compensatoires ; l'AGEO a proposé aux agriculteurs, avec un certain succès, de retirer une partie de leurs impôts et de bloquer les taxes sanitaires porcines. Si les positions des syndicats divergent au point de les voir parfois manifester les uns contre les autres (ce fut le cas pour la CNSTP protestant contre les méthodes du CDJA dans le Finistère), il y a gros à parier que les Bretons reprendront l'action, unis ou non.

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

Que la fête continue !

Même si leur situation est difficile — mais sont-elles nombreuses les catégories de Français qui, aujourd'hui, rient sur l'or ? — les agriculteurs ont tort de jouer aux vandales en arrachant des volets ferrés, en saccageant des lieux publics, en défonçant des autoroutes, en détruisant des parcs, des vitrines, des cabines téléphoniques, comme de vulgaires loubards.

Ils ont tort, car ils ne forcent pas, de la sorte, la sympathie des autres Français, alors qu'ils

devraient plutôt rechercher leur appui. Ils ont tort, car il faudra réparer tous ces dégâts et faire appel au contribuable. Ce sera donc autant de subventions publiques en moins pour les aider à écouler leurs produits ou à reconstruire leurs exploitations. Ils ont tort, tout simplement, de gâcher et de détruire.

Mais ils auraient tort de se gêner puisque leurs violences succèdent à leurs exactions en toute impunité ou presque. Forces de l'ordre (pourquoi pas ?).

Justes (pourquoi pas ?), victimes (pourquoi pas ?), restent le plus souvent passives.

On verra même un commissaire de la République recevoir une délégation d'agriculteurs qui, quelques minutes auparavant, avaient défilé les grilles de la préfecture. Le haut fonctionnaire leur a tout de même « cédé la motte des choses » exprimé « son mécontentement » après les incidents.

Que la fête continue !

F. Gr.

INFORMER AU PLUS HAUT NIVEAU POUR TROUVER DES SOLUTIONS INNOVATRICES

Invitation à l'Exportforum de la Foire Suisse d'Echantillons à Bâle 5-14 mai 1984



Pour rencontrer la Suisse des innovations, nous vous conseillons de venir à Bâle à l'Exportforum de la Foire Suisse d'Echantillons.

Les grandes sociétés suisses de renommée mondiale ainsi que les petites et moyennes entreprises, spécialisées dans la sous-traitance, figurent parmi les exposants. Des solutions intégrées, partielles ou complètes, élaborées dans tous les domaines en fonction des besoins individuels spécifiques des clients du monde entier, y sont présentées. Des projets concrets et des preuves d'efficacité illustrent le savoir-faire suisse, la flexibilité, la fiabilité et un sens inné pour la qualité. Au cours d'un symposium de deux jours, « New Vistas for World Development through Technological Progress », éminents conférenciers de renommée internationale envisageront dans une perspective scientifique, économique, financière, politique et sociale, les répercussions à long terme du progrès technologique sur l'économie mondiale. Ce symposium est placé sous le patronage de monsieur le Conseiller fédéral

Kurt Furgler, chef du Département fédéral de l'économie publique.

Pour en savoir plus sur l'Exportforum suisse, il vous suffit de nous retourner le coupon-contrat ou de nous téléphoner.

Exportforum, c/o Foire Suisse d'Echantillons, case postale, CH-4021 Bâle/Suisse, tél. 62 685 lairs ch

COUPON-CONTACT

Nous sommes intéressés à l'Exportforum et au symposium « New Vistas ». Veuillez envoyer des informations détaillées à l'adresse suivante :

Nom, société et adresse postale exacte :

Envoyer le coupon à :
 Exportforum
 c/o Foire Suisse d'Echantillons
 case postale
 CH-4021 Bâle/Suisse

INDUSTRIE

LA RESTRUCTURATION DE LA SIDÉRURGIE

Faut-il construire le « train universel » de Gandrange ?

Le gouvernement doit-il autoriser le groupe Sacilor à construire un train de laminage universel à Gandrange, en Lorraine ? De toutes les décisions à prendre dans le cadre de la révision du plan acier d'août 1982, l'approbation de ce train universel (TU) est la plus délicate, car elle engage l'avenir de sept mille personnes et d'une moitié de la sidérurgie de cette région. Solac, filiale de Sacilor qui fabrique des produits plats (des tôles) dans la vallée de la Fensch, a été autorisée, après hésitations, à se moderniser pour un investissement total de 3,2 milliards de francs.

La question posée à Gandrange concerne l'avenir de la vallée de l'Orne, distante de quelque 5 kilomètres, où sont laminés les produits longs : les rails, les palanques et les poutrelles, aciers regroupés sous le terme de profilés. L'investissement se monte à 1,3 milliard de francs auxquels s'ajoutent des outils de

parachèvement pour un coût de 500 millions de francs, que Sacilor estime néanmoins pouvoir réduire à 200 millions, voire différer.

Le conseil des ministres devait faire connaître sa réponse le 21 mars. Faute de temps pour examiner le dossier, la décision a été reportée au 29 mars. Comment juger de l'intérêt du train universel ? Sur quels critères s'appuyer ? Le moins que l'on puisse dire est que tout le monde n'a pas les mêmes références. Les experts sont d'avis opposés : le TU est un « gouffre financier » pour ses détracteurs, et « un investissement indispensable pour l'équilibre de Sacilor » selon ses défenseurs. Une divergence anormale. Si la sidérurgie, par ses conséquences sociales et régionales, ne doit pas être observée du seul point de vue de « la règle à calcul », selon l'expression de M. Fabius, adepte d'une approche socio-industrielle, il devrait être néan-

moins possible de faire la part des choses et de connaître, au franc près, les coûts, les marchés, les rentabilités.

C'est mal connaître cette industrie. Les cartels et les fastes passés y ont ancré de bien curieuses légendes. La sidérurgie ne dispose guère de comptabilité analytique ni d'études sérieuses de marché. Si les nouvelles directions ont pu, ces dernières années, apporter un peu de rigueur dans les comptes, le mal n'est pas extirpé. Chacun trie encore sur les coûts et les quantités d'acier coulé : l'ingénieur ment à son président, lequel, à l'évidence, choisit ses arguments devant son ministre.

Ce flou des chiffres explique qu'il soit encore si difficile aujourd'hui de faire la part du vrai et du faux et que les arguments soient d'ordre passionnel. Ainsi en est-on arrivé à de suicidaires surenchères syndicales qui ont opposé les ouvriers d'Usinor-Valenciennes à ceux de Sacilor-Gandrange (le Monde daté 26-27 février).

La production française de profilés a été de 996 000 tonnes en 1983, partagées entre Usinor (400 000) et Sacilor (600 000). Usinor fabrique des petites poutrelles à Longwy (250 000 tonnes) et des grosses poutrelles à Valenciennes (150 000 tonnes).

Sacilor partage ses productions entre ses sites de Hayange, de Longwy, de Rombas et de Villorupt. Son objectif est de se concentrer toutes à Gandrange, grâce au train universel, qui fabrique tous les produits profilés par un changement en une demi-heure des « cages » de laminage. D'une technologie très moderne et brevetée par Sacilor, le TU aura, à partir de 1987-1988, une production de 800 000 tonnes, soit 170 000 de plus que le carnet de commandes 1983 de Sacilor. « Mais la production de 1983 n'est pas une bonne référence, dit-on au siège du groupe. Dès 1984, notre carnet est remonté à 715 000 tonnes. De toute façon, nous nous engageons à ce qu'il n'y ait aucun risque de manque de débouchés pour Valenciennes jusqu'en 1990. A cette époque, le train d'Usinor sera vieux, et l'on devra repenser le problème. »

On prend acte de cette promesse chez Usinor, mais sans y croire vraiment. La logique voudrait en effet que l'on concentre la fabrication de toutes les grosses poutrelles au même endroit. Le groupe du Nord propose que cela soit réalisé « au moins chez lui le pays », c'est-à-dire chez lui à Valenciennes, où l'usine dispose d'une capacité de production (480 000 tonnes) largement inemployée.

Selon ce plan, les palanques pourraient être rapatriées également à Valenciennes moyennant un investissement de 100 millions de francs. Les rails resteraient laminés sur le site modernisé de Hayange. Quant aux petites poutrelles, « seule la voie électrique permettrait de recon-

quérir les marchés perdus ces dernières années face aux Italiens et aux Espagnols », estime Usinor. Le TU sera alimenté par l'aciérie de Gandrange, qui fabrique son acier à partir de la fonte. « C'est une technologie beaucoup trop chère pour les produits banalisés comme le fil ou les petites poutrelles », affirme Usinor. La solution est de bâtir une aciérie électrique à Longwy où le train à petites poutrelles est lui aussi sous-employé (sa capacité est de 380 000 tonnes). « Le TU ne permettra en aucune façon de reconquérir une part du marché intérieur comme certains le disent », ajoute-t-on chez Usinor.

Sacilor en convient mais estime que cette solution Usinor coûterait 900 millions de francs. L'avantage est jugé faible.

Qui dit vrai ? A creuser les arguments des uns et des autres on en vient à conclure que ce n'est pas le train lui-même qui est en question mais bien l'aciérie de Gandrange. Usinor estime que l'acier coulé à partir du minerai lorrain (la minette) est trop cher et qu'en conséquence tous les produits fabriqués en aval sont, de ce fait, handicapés. « Le train est un très bon outil mais qu'on le construise ailleurs », disent même certains experts gouvernementaux qui partagent les craintes du groupe nordiste.

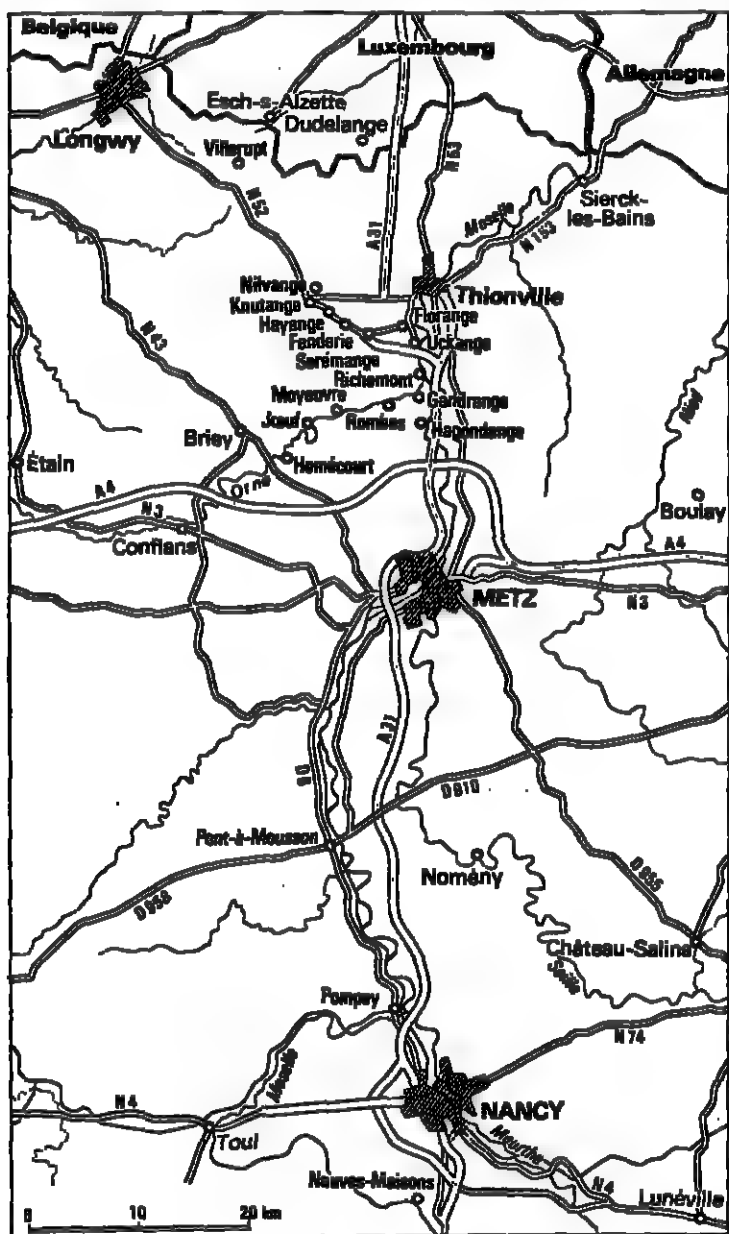
Le « flottement » de M. Fabius

Sacilor, dont l'essentiel des activités sont situées dans l'Est, conteste évidemment ce point de vue. Ses calculs démontrent que le surcoût de 200 F observé actuellement sur une tonne d'acier par rapport à son concurrent principal le groupe luxembourgeois Arbed, peut être réduit à 100 F par diverses mesures (coulée continue à Gandrange, revalorisation du gaz des hauts fourneaux, etc.). A 100 F la tonne, pour une production d'acier de 2 millions de tonnes, voilà un surcoût de 200 millions de francs par an. Considéré comme une sorte de prime d'aménagement du territoire pour la sauvegarde de 7 000 sidérurgistes, c'est assez peu, si ces chiffres sont corrects.

Mais il faut clairement le dire alors que l'usine de Valenciennes est condamnée à fermer après 1990. D'autre part, consolider l'aciérie de Gandrange impose de conserver aussi le train à fil de Rombas, alimenté par la même aciérie. Comme la Commission européenne demande la fermeture d'un train à fil français, il faudra arrêter celui de Neuvemaisons.

Mais il reste l'essentiel. Selon Sacilor, le train permettra, si tout se déroule comme prévu, d'améliorer le résultat de sa division produits longs de 280 millions de francs par an. « L'ensemble de notre plan permet d'atteindre un équilibre d'exploitation positif en 1987 », explique le groupe... mais hors frais financiers et hors amortissements, qui comptent pour 1 milliard dans le trou actuel (supérieur à 1,6 milliard de francs). Les difficultés du choix gouvernemental révèlent donc un problème financier plus grave. Le train universel n'est peut-être pas en tant que tel un mauvais investissement, mais autorisé ou non, il est difficile de voir comment Sacilor recouvrera son équilibre en 1987 comme le souhaite le gouvernement. Ne fallait-il pas, dans ces conditions, réviser autrement sérieusement le plan acier ? Ne fallait-il pas, pour sortir des contradictions, fusionner Usinor et Sacilor ? Le gouvernement a en effet de deux ans pour tout remettre à plat. Mais, depuis qu'il a repris le dossier, l'an passé, M. Fabius a « flotté ». Il a longtemps refusé de s'engager, arguant que les groupes devaient décider eux-mêmes, ce dont ils étaient manifestement incapables. Puis, il s'est brutalement déclaré favorable à la solution Sacilor, provoquant un étonnement général. Aux dernières nouvelles, l'Élysée semble avoir également changé d'opinion dans le même sens. Quant à M. Mauroy, il n'a pas encore fait sa religion. Pour avoir trop tardé, il est encore plus qu'ailleurs, le gouvernement et M. Fabius se sont placés dans une impasse industrielle et sociale.

ÉRIC LE BOUCHER.



De Longwy à Neuvemaisons, 42 000 sidérurgistes dans des sites éparpillés.

Occasions d'affaires Robotique

Notre client, une société américaine ayant très bonne réputation en ce qui concerne la qualité et la fiabilité de ses machines-outils, est à la recherche d'un acheteur pour tous les droits concernant la technologie qu'elle a développée en matière de robotique. Cette société n'est pas connue dans ce domaine, et ses activités de robotique n'ont pas été rendues publiques.

La société a mis au point un robot à six axes, commandé électriquement et muni d'un bras articulé, avec une capacité de charge de 115 kg, une précision, une reproductibilité et une vitesse aussi élevées que possible dans l'état actuel de la technologie, et un volume de travail de 35 mètres cubes. Les fonctions de contrôle avancées sont basées sur la microplaque MC 68000 et sur un programme autonome à langage de haut niveau mais facile à utiliser. Notre client veut vendre le prototype - opérationnel - ainsi que tous les brevets, dessins, brevets et logiciels.

Afin d'aider à identifier un acheteur et à réaliser la transaction souhaitée, nous allons officiellement présenter les détails techniques du robot, y compris un film documentaire et des comparaisons avec d'autres modèles du même type : New-York, mardi 24 avril ; Detroit, mercredi 25 avril ; San Francisco, jeudi 26 avril.

Pour les inscriptions et tous autres renseignements, veuillez contacter : Dr. Gerald J. Michael, Project Manager, ou M^{me} Jane A. Steenstra, Project Administrator,

Arthur D. Little, Inc. 20 Acorn Park, Cambridge MA 02140, USA
Téléphone (617) 864-5770
Telex 921436

Arthur D. Little, Inc.

DANS UNE CIRCULAIRE SUR LES MUTATIONS INDUSTRIELLES

M. Mauroy demande aux préfets d'accélérer les procédures d'aide aux entreprises

Le premier ministre a adressé, le 23 mars, une longue directive (publiée au Journal officiel du 27 mars) aux préfets de la République (de départements et de régions) qui ont dans leur circonscription administrative les quinze pôles de conversion délimités lors du conseil des ministres du 8 février, qui avait défini les grandes lignes de la politique de restructuration industrielle.

M. Mauroy met l'accent sur le nécessaire dialogue qui doit se développer entre pouvoirs publics, représentants des salariés, élus et responsables économiques, notamment les chambres de commerce. Il indique que les préfets auront autour d'eux « une équipe légère » composée d'une personne spécialement chargée des questions d'animation économique et de réindustrialisation et d'un représentant des services du travail et de l'emploi. Un chargé de mission s'occupera plus particulièrement de la formation. Des crédits seront débloqués par le DATAR aux préfets pour faire les audits d'entreprises.

Les procédures d'attribution des aides publiques seront accélérées. « Une diligence particulière doit être portée à tous les niveaux dans l'instruction des dossiers qui concernent les entreprises ou les établissements situés dans les pôles

de conversion, qui ne devra en aucun cas excéder un délai de deux mois », précise M. Mauroy.

Au chapitre intitulé « L'accompagnement social des restructurations et le développement de l'emploi », le premier ministre donne les précisions suivantes :

« Il est prévu une amélioration de l'aide à la réduction du travail, qui doit constituer un volet important des actions en faveur de l'emploi. Une plus grande souplesse sera laissée en ce qui concerne l'engagement de maintien des effectifs, afin de ne pas dissuader les entreprises en situation incertaine de signer des contrats de solidarité sur la réduction du temps de travail ;

« Dans les pôles de conversion, le recours aux contrats emploi-formation sera facilité. On pourra, à cet égard, utiliser plus largement les contrats emploi-formation pour les chômeurs âgés de plus de vingt-cinq ans, dès lors qu'ils consistent en une difficulté d'insertion professionnelle ;

« Les entreprises situées dans un pôle de conversion auront la possibilité de signer des conventions d'ASFNE (1) en contrepartie d'embâches.

(1) Allocation spéciale du Fonds national de l'emploi.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MARC	DEUX MARC	SIX MARC
	+ sou - sou	Rep. + ou dév. -	Rep. + ou dév. -	Rep. + ou dév. -
SE-IL	7,928	7,970	+ 120	+ 120
DM	6,238	6,225	+ 180	+ 180
Yen (100)	3,557	3,561	+ 175	+ 175
DM	3,489	3,485	+ 180	+ 180
FR (100)	16,975	16,970	+ 180	+ 180
SE-IL	3,775	3,710	+ 270	+ 270
SE-IL	4,957	4,965	+ 190	+ 190
SE-IL	11,549	11,575	+ 190	+ 190

TAUX DES EURO-MONNAIES

	10	15	18	18 1/2	18 1/2	18 1/2	18 1/2	18 1/2	18 1/2
	10	15	18	18 1/2	18 1/2	18 1/2	18 1/2	18 1/2	18 1/2
SE-IL	10	15	18	18 1/2	18 1/2	18 1/2	18 1/2	18 1/2	18 1/2
DM	10	15	18	18 1/2	18 1/2	18 1/2	18 1/2	18 1/2	18 1/2
FR (100)	10	15	18	18 1/2	18 1/2	18 1/2	18 1/2	18 1/2	18 1/2
SE-IL	10	15	18	18 1/2	18 1/2	18 1/2	18 1/2	18 1/2	18 1/2
SE-IL	10	15	18	18 1/2	18 1/2	18 1/2	18 1/2	18 1/2	18 1/2
SE-IL	10	15	18	18 1/2	18 1/2	18 1/2	18 1/2	18 1/2	18 1/2
SE-IL	10	15	18	18 1/2	18 1/2	18 1/2	18 1/2	18 1/2	18 1/2

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués au fin de matière par une grande banque de la place.



SOLDES INCROYABLES MOINS 30, 40, 50 %
Fauteuils, chaises dactylo. Bureaux, bibliothèques. Armoires métalliques et bois.
ROGER H. FRANCE
SPÉCIALISTE DU MOBILIER
BUREAU DIRECTION
58-61, rue La Fayette, 75009 Paris.
Tél. : 286-42-41. Métro Cadet.
Parking gratuit de 9 h à 18 h 30 du lundi au samedi sans interruption. Expédition dans toute la France.

AVIS DE PRÉQUALIFICATION LA RÉPUBLIQUE GABONAISE

Lance un avis de préqualification
Avant de procéder à une consultation restreinte pour le choix d'un consultant chargé, dans le cadre d'un programme d'électrification et d'adduction d'eau de 12 centres de l'intérieur du pays, d'une partie des tâches d'études, direction et contrôle des travaux. Cette préqualification concerne les bureaux d'étude de la zone franc. Les dossiers peuvent être retirés dès le 27 mars 1984 à la :

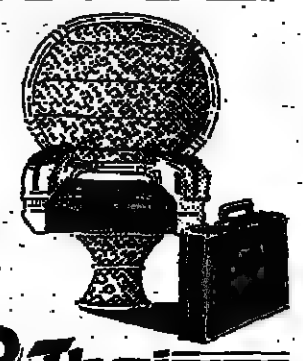
SOCIÉTÉ D'ÉNERGIE ET D'EAU DU GABON (SEEG)
avenue Félix-Eboué
3^e étage - porte 303
B.P. 2187
LIBREVILLE (République gabonaise)
Téléphone : 74-06-48
Téléfax : ENELIB 5222 GO

Les réponses doivent parvenir à la même adresse le 11 avril 1984 à 17 heures au plus tard.

Onze Thai chaque semaine.

11 liaisons hebdomadaires Europe-Asie pour Séoul.

Du lundi au dimanche, Thai vous propose 11 occasions de vous envoler vers l'Asie, à bord de nos Boeing 747. Onze liaisons hebdomadaires pour découvrir les plaisirs d'un voyage inoubliable à l'image de la légendaire et souriante Asie. Et pour vous permettre à tous moments de régler vos affaires dans toutes les parties de l'Asie. Alors, pour partir d'où vous voulez et quand vous voulez, contactez votre agence de voyages, ou nos bureaux : THAI INTERNATIONAL, 123 Champs-Élysées, 75008 PARIS. Tél. : 720 86 15. Park Hôtel, 6 av. George V, 75000 NICE. Tél. : (93) 53 39 82.



ÉTRANGER

En Belgique

Le gouvernement devrait gagner la bataille de l'austérité

De notre correspondant

Bruxelles. — Après l'approbation parlementaire du plan d'austérité, la bataille économique n'est pas terminée, à cause notamment de certaines réactions syndicales. Toutefois, il semble bien que la coalition chrétienne-libérale, au pouvoir depuis plus de deux ans, franchira une fois de plus avec succès les obstacles. Mais le temps presse : les arrêtés d'application devront être publiés avant la fin du mois, date à laquelle expirent les pouvoirs spéciaux.

Le programme gouvernemental vise avant tout à réduire d'ici à 1986 le déficit « monstrueux » des finances publiques, qui dépasse 12 % du produit national brut (PNB). Il s'agit de trouver quelque 550 milliards de francs belges pour ramener ce déficit à la moyenne européenne de 7 % du PNB.

Un élément essentiel de la stratégie consiste à imposer de nouvelles « modérations salariales ». De 1984 à 1987, l'ensemble des Belges seront privés de 2 % de la hausse des traitements et salaires qui, grâce au système d'indexation, résulterait automatiquement de la hausse des prix. En outre, des assainissements structurels devraient entraîner une réduction sensible des dépenses dans les secteurs de la sécurité sociale, de l'éducation, de la fonction publique et de la défense.

Toutes ces mesures, dont le premier ministre a lui-même souligné qu'elles « feraient mal », se heurtent aux réticences d'une population qui a déjà fait des sacrifices pénibles. Elles se heurtent encore plus aux résistances de l'opposition politique et syndicale. Sur ce point toutefois,

M. Martens vient, semble-t-il, d'enregistrer un avantage précieux.

Dès l'annonce du plan gouvernemental, les syndicats chrétiens (CSC) avaient formulé un certain nombre d'exigences visant à répartir plus équitablement les nouveaux sacrifices demandés à la population. Sans se faire prier, M. Martens a donc reçu les dirigeants de la CSC — très liés eux-mêmes au Parti social-chrétien — et leur a accordé plusieurs satisfactions notables. Le niveau de certaines allocations familiales et indemnités de chômage notamment sera réduit un peu moins que ne l'avait prévu le plan initial.

Cependant, le FGTR, une fois de plus isolé, a lancé un mot d'ordre de grève générale de vingt-quatre heures pour le 3 avril. Il reste cependant à voir si, à un moment où les organisations ouvrières, notamment celles proches du Parti socialiste, sont plutôt désemparées, les protestations contre le nouveau plan d'austérité constitueront pour le gouvernement un péril sérieux.

Le congrès tenu par le Parti socialiste francophone, samedi dernier à Gembloux, ne paraît pas en tout cas avoir « donné des ailes » à l'opposition. Avant même l'ouverture du débat, la présidence du parti, M. Guy Spitaels, avait dit annoncer qu'il renouait « provisoirement » la constitution d'un grand front des forces politiques « progressistes », les syndicats chrétiens — ainsi d'ailleurs que les partis écologistes — ayant clairement refusé de se joindre à une telle action.

JEAN WETZ.

En RFA

L'OFFICE DES CARTELS AUTORISÉ DÉFINITIVEMENT LA PRISE DE CONTRÔLE DE GRUNDIG PAR PHILIPS

L'Office fédéral des cartels de Berlin-Ouest a autorisé, le 26 mars, la prise de contrôle de Grundig par le groupe néerlandais Philips.

Dans un communiqué, l'Office indique que les deux sociétés se sont engagées contractuellement à remplir les deux conditions qu'avait posées l'Office pour autoriser l'opération, à savoir que Philips cède sa participation de 15 % dans le capital du constructeur ouest-allemand de téléviseurs Loewe Opta, et que Grundig abandonne son activité de dictaphones, jugée trop importante.

A compter du 1^{er} avril, Philips va donc contrôler Grundig de facto. D'une part, le groupe néerlandais détiendra une participation directe de 31,6 % (contre 24,5 %). D'autre part, un consortium bancaire prendra 28 % de la gestion de la société allemande étant confiée au groupe néerlandais. Un renouveau du conseil de surveillance de Grundig va intervenir, les représentants de la Fondation Max Grundig démissionnant et étant remplacés par des représentants de Philips.

[M. Max Grundig, président la parole jusqu'à la fin du conseil de surveillance de la société, a accusé Thomson-Brandt et Blaupunkt d'être « les chiens de garde des Japonais ».]

• États-Unis. — General Electric et Coherent vont construire des lasers industriels en commun. — Les sociétés General Electric et Coherent ont annoncé, le 26 mars, la constitution d'une filiale commune (60 % Coherent) Laser General, pour la construction de lasers industriels. Six mille lasers industriels sont actuellement en service dans le monde (dont quatre mille aux États-Unis et mille deux cents en Europe).

Affaires

• Cora-Réville s'apprête à prendre le contrôle de Radar. — Lourdement déficitaire, Radar est prêt à céder au groupe Cora-Réville sa branche « hypermarchés » (un quart de son chiffre d'affaires), qu'il s'avère incapable de moderniser pour parvenir à la rentabilité. Déjà actionnaires à 40 % de Radar, ce groupe prendrait aussi le contrôle de l'entreprise. Cette cession permettrait de concentrer les efforts de redressement sur les autres activités (supermarchés, supérettes, succursales) grâce à la plus-value dégagée, nettement supérieure aux pertes (108 millions de francs en 1982, 184 millions en 1983). Le chiffre d'affaires de Radar dépasse 12 milliards de francs. Outre Réville, Radar compte actuellement parmi ses actionnaires les Galeries Lafayette (26 %), la famille Gompel (7,5 %) et le CCF (12,5 %). Cora-Réville détiendra 98 % et a réalisé un chiffre d'affaires de 10 milliards de francs en 1982.

• Les vélocitateurs Honda restent interdits de séjour en Italie. — Le gouvernement italien vient, une nouvelle fois, de refuser au constructeur japonais Honda d'exporter vers la péninsule les vélocitateurs montés dans son usine belge d'Alors, bien que ces derniers soient conformes à la réglementation communautaire, qui impose la fabrication dans la CEE d'une partie des pièces. Les instances de Bruxelles ont été saisies du dossier par le gouvernement belge et vont tenter d'infirmer la décision de Rome.

• US Gypsum lance une OPA sur Masontite. — La première société mondiale de plâtre US Gypsum a annoncé, le 26 mars, le lancement d'une offre publique d'achat « amicale » (avec l'accord de la société reprise) sur Masontite, firme spécialisée pour la construction de l'aménagement intérieur des immeubles et des magasins. L'offre porte sur 380 millions de dollars. — (AFP.)

FAITS ET CHIFFRES

• Fiat-France double ses bénéfices avant impôts. — Les sociétés du groupe Fiat en France ont réalisé en 1983, avant impôts et provisions, 34 millions de francs de bénéfices, sur un chiffre d'affaires de 9,3 milliards de francs (contre 8,7 milliards en 1982), annonce le constructeur automobile.

Social

• Trois cents suppressions d'emplois chez Thomson - Jeumont - Câbles. — La direction de Thomson-Jeumont-Câbles a annoncé, le 26 mars, au cours d'une réunion du comité central d'entreprise à Bohain (Aisne), la suppression de 300 emplois à Bohain, Jeumont (Nord) et au Havre, soit 25 % du personnel de ces usines. Les effectifs avaient déjà été réduits en 1983. Cette nouvelle réduction est rendue nécessaire, selon la direction, par l'état du marché du câble.

• Un conseil national pour les handicapés. — Un conseil national des personnes handicapées, prévu dans la loi d'orientation de 1975, est créé par un décret publié au Journal officiel du 25 mars.

• Un « trou » de 11 millions de francs dans les comptes du CE de Renault-Filins. — Le comité d'entreprise de l'usine Renault de Filins (Yvelines), dont le budget s'élève à 35 millions de francs, a 11 millions de francs de dettes, a annoncé un tract de la CFDT distribué dans l'usine (17 000 salariés). La CFDT, qui a depuis mars 1983 la direction du CE, indique qu'elle a découvert ce « trou » dans les comptes après une expertise comptable demandée à un cabinet spécialisé. Elle estime qu'il est dû à des erreurs de gestion du comité d'établissement, dirigé de 1971 à 1983 par la CGT, mais qu'il n'y a pas eu « malversation ou détournement de fonds ».

La CGT, pour sa part, demande une augmentation de la subvention accordée par la direction (actuellement de 2,0026 % de la masse salariale, le minimum légal étant de

2 %). La direction accepterait d'aider le comité d'entreprise si celui-ci s'engage à « une gestion plus rigoureuse ».

LA RENCONTRE FRANCO-ESPAGNOLE SUR LA PÊCHE

Contrairement à ce qu'avait annoncé M. Bernard Dubreuil, président du Comité central des pêches maritimes (CCPM), le 24 mars au cours d'une conférence de presse, la réunion entre professionnels de la pêche française et espagnols prévue le 27 mars à Bordeaux n'a pas été annulée (le Monde du 27 mars). Deux délégations, après un accord de dernière heure, devaient en effet se retrouver ce mardi dans la capitale d'Aquitaine pour discuter de relations de bon voisinage dans le golfe de Gascogne. Des négociations entre le gouvernement français et Madrid ont permis, lundi 26 mars, de faire modifier la composition de la délégation espagnole et de l'élargir.

Dans ces conditions, le gouvernement a demandé à M. Dubreuil de présider la délégation française et de se rendre à Bordeaux, mais celui-ci n'en a pas averti les organes de presse...

L'ORDINATEUR PERSONNEL

HORS SERIE

"SPECIAL IBM-PC"

125 pages d'informations indispensables pour l'achat et l'utilisation du "Personal Computer" d'IBM.

chez votre marchand de journaux

Un prêt d'urgence nippo-américain serait prochainement accordé aux Philippines

Tokyo. — Les gouvernements américain et japonais ont mis au point un programme de sauvetage d'urgence d'une valeur de 500 millions de dollars au bénéfice du gouvernement philippin.

La décision (politique) d'une pareille contribution avait été prise en novembre (le Monde du 26 novembre 1983) lors des entretiens entre le président Reagan et le premier ministre japonais, M. Nakasone. Elle devait initialement servir de complément à un prêt du Fonds monétaire international (FMI) de 650 millions de dollars dont le principe a été acquis depuis des mois, mais dont l'octroi traîne en longueur. Il semble donc, pour cette raison, que l'assistance nippo-américaine, sans laquelle il serait difficile à Manille de faire face à ses échéances financières les plus pressantes au cours du premier trimestre, sera octroyée de toute urgence, avant même celle du FMI.

Cette dernière, qui fait l'objet d'une négociation permanente entre

le premier ministre philippin, M. Cesar Virata, et les dirigeants de la Banque internationale, butte encore sur certaines modalités contraignantes, dont la limitation du déficit budgétaire à 1,5 % du PNB. Elle a été retardée à diverses reprises par la découverte de multiples malversations financières.

La dette globale, qu'on évalue aujourd'hui à 25 milliards de dollars, avait été sous-estimée, tandis que, au contraire, les réserves de change avaient été surestimées. Il faut reconnaître qu'elles étaient inférieures de 600 millions de dollars au montant officiellement annoncé. Tout cela coïncide à M. Jaime Laya son poste de gouverneur de la Banque centrale, en janvier dernier. M. Laya avait perdu la confiance des milieux bancaires internationaux mais pas celle du président Marcos qui l'a promu ministre de l'Éducation.

Américains et japonais, dont les intérêts économiques et politiques sont considérables aux Philippines, et dont la coopération stratégique ne cesse de se renforcer dans la région, doivent partager équitablement les frais de cette opération de sauvetage. Outre leur contribution financière exceptionnelle, ils accepteraient le report de certains remboursements philippins.

On apprend d'autre part que M. Virata, qui vient de terminer un nouveau round de négociations avec le FMI et avec les représentants des trois cent cinquante banques ayant des créances philippines, a demandé à ces derniers d'étendre pour la troisième fois consécutive le moratoire sur le remboursement de la dette philippine.

R.-P. P.

MONNAIES

LE DOLLAR EN DESSOUS DE 8 F

Sur des marchés des changes très calmes, le dollar a poursuivi, mardi 27 mars, son effacement amorcé la veille. Son cours, à Francfort, est resté de 2,61 DM à 2,59 DM contre 2,62 DM, de 8,04 F à 7,97 F. Ce réajustement est attribué à une légère baisse des taux d'intérêt à New-York et, contrairement à l'attente générale, la Bourse fédérale n'a pas été sonnée d'alarme.

(Publicité)

DÉPARTEMENT DES HAUTS-DE-SEINE
DIRECTION DE L'ÉQUIPEMENT

AVIS D'OUVERTURE D'ENQUÊTE PUBLIQUE

COMMUNE DE NANTERRE

Avenue Pablo-Picasso (entre l'avenue Jolles-Curie (D 131) et la rue Edgar-Quinet).
Classement dans la voirie départementale sous l'immatriculation chemin départemental n° 23 A.

Le public est informé qu'un arrêté préfectoral en date du 15 mars 1984 a prescrit une enquête publique concernant le projet susvisé sur le territoire de la commune de Nanterre.

Les plans du dossier concernant cette enquête seront déposés pendant quatre-vingt jours consécutifs, du 16 avril au 19 mai 1984 inclus à la mairie de Nanterre, où le public pourra les consulter du lundi au vendredi, de 8 h 30 à 12 h et de 13 h 30 à 18 h, le samedi de 8 h 30 à 12 h.

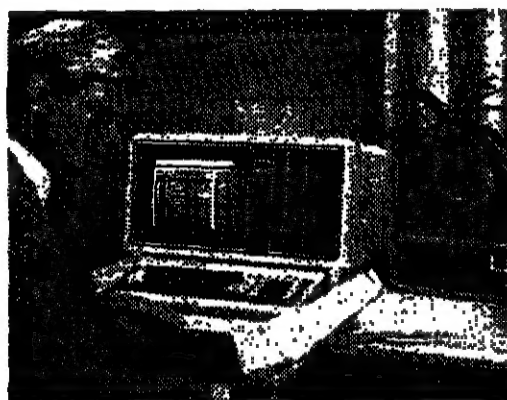
Les personnes désirant émettre un avis sur ce projet pourront consigner leurs observations sur le registre ouvert à cet effet aux jours, heures et lieux ci-dessus. Elles pourront de même les adresser à M. Pierre Cuisinier, directeur départemental honoraire des P.T.T., demeurant 14, rue Mozart, 92700 Colombes, soussigné Commissaire Enquêteur.

À l'issue de cette enquête, les copies des conclusions du Commissaire Enquêteur sont à la disposition du public, en la Mairie de Nanterre et à la Préfecture des Hauts-de-Seine, Direction Départementale de l'Équipement, accueil du Public, niveau +1 aux heures normales d'ouverture.

Cette publication est effectuée en application de l'article R 11.4 du Code de l'Équipement pour cause d'utilité publique.

Le TRS-80 Modèle 12.

Sa structure modulaire en fait le micro-ordinateur aisément adaptable au développement de votre entreprise.



De la comptabilité au traitement de texte, en passant par l'analyse financière, les stocks, la facturation, la paye... le micro-ordinateur TRS-80 Modèle 12 couvre tous les secteurs d'activité de la plupart des entreprises. Voilà pour le présent. Mais il est intéressant de savoir qu'en dormant la préférence à ce précieux auxiliaire, vous prenez une excellente option sur l'avenir. Conçu, en effet, dans une optique d'extensibilité, le Modèle 12 suit aisément l'évolution et la croissance de vos activités. Une certitude plutôt rassurante, non ?

Investissement judicieux, le Modèle 12 est bien l'outil de gestion par excellence des entreprises soucieuses de rentabilité et d'efficacité. Aujourd'hui et demain.

Pour vous en convaincre, adressez-nous le coupon ci-dessous et vous recevrez une documentation détaillée. Ou mieux : venez exposer vos besoins informatiques dans l'un de nos Centres Ordinateurs ou magasins spécialisés en micro-informatique.

Modèle illustré : 262-4005, avec 2 unités de disques souples

39.995F* (TVA 18,60 % incl.)

Il existe également un Modèle 12 avec 1 unité de disques souples (réf. 262-4004)

32.995F* (TVA 18,60 % incl.)

TRS-80®

Exclusivement chez
Tandy®

- Fiabilité exemplaire : le micro-ordinateur TRS-80 est un des plus utilisés dans le monde.
- Performances et possibilités d'évolution à la hauteur de vos besoins.
- Service après-vente efficace : deux formules de Contrat de Service (en nos ateliers ou maintenance sur site).
- Assistance et conseils dans tous nos Centres Ordinateurs et magasins spécialisés en micro-informatique (une centaine en Europe).
- Formation dans nos Centres Ordinateurs.

TRS-80, le micro-ordinateur toutes professions.

* Prix au 1^{er} novembre 1983 sous réserve de modification du programme de vente ou des tarifs. Les prix peuvent varier dans les magasins franchisés.

Tandy®

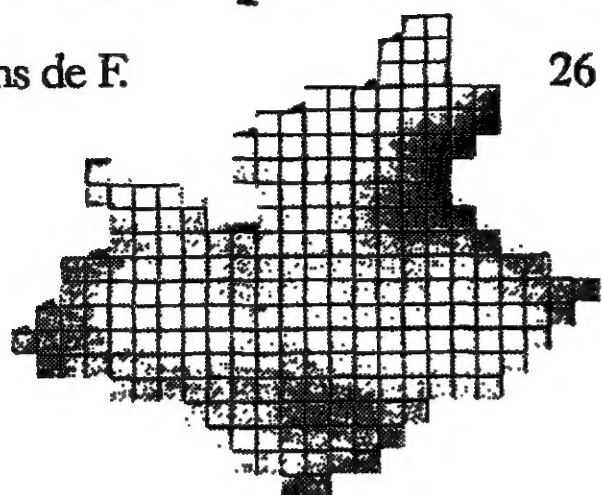
TANDY FRANCE S.A. - Département TRS-80 (M. Benoit)
211-223, boulevard Macdonald - 75009 PARIS - Tél. 172830359
Tandem en savoir plus sur le TRS-80 Modèle 12
Nom Profession Rue Boite Locaux Tél. Code postal

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Pour construire le futur avec passion. Emprunt Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur

810 millions de F.

26 Mars 1984



14,10%

Émission de 162.000 obligations de 5.000 F. Prix d'émission : le pair.
Jouissance, règlement : 9 avril 1984. Durée de l'emprunt : 12 ans.
Amortissement : 12 annuités constantes (demi-tirage, demi-rachat).

Taux de rendement actuariel brut : 14,10%

Souscription dans les Banques, chez les Comptables du Trésor, dans les Bureaux de Poste et les Caisses d'Épargne.
Les intérêts de ces titres figurent parmi les revenus ouvrant droit à l'abattement de 5.000 F par an.
Une note d'information (visé C.O.B. n° 8456 du 22.03.84) peut être obtenue sans frais auprès de la CAECL.
56, rue de Lille - 75356 PARIS, et des établissements chargés du placement.

Avec le concours de la CAECL

Le Monde
RÉALISE CHAQUE SEMAINE
UNE SÉLECTION HEBDOMADAIRE
spécialement destinée à ses lecteurs
résidant à l'étranger
Exemplaire spécimen sur demande

LOCATEXTE
vous livre rapidement le
VISIOTEXTE
IBM

PRIX PUBLIC 88 860 F.H.T.
PRIX LOCATEXTE 80 000 F.H.T.

PIERRE BACHET
293.08.44

Matériel neuf sous garantie

Ecran. Clavier. Module électronique 256 K.
Lecteur de disquette grande capacité 2 D.
Imprimante 60 CPS. Alimentation feuille.

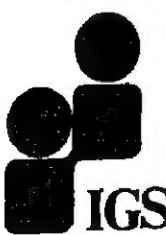
INSTITUT DE GESTION SOCIALE

2^e CYCLE
GESTION DE
PERSONNEL

12 mois de formation de haut niveau
7 mois de stages spécialisés en entreprise

L'admission est réservée aux titulaires
d'un DEUG, DUT, BTS ou 2 ans de Prépa.

Prochaine session de recrutement : 6 avril 1984



Non
Age
Diplôme
Adresse

souhaite recevoir une brochure détaillée du
2^e cycle Gestion de Personnel

63, avenue de Villiers, 75017 PARIS
Etablissement privé d'enseignement supérieur

TENNIS
entraînement et stages
tous niveaux
aux portes de Paris
Tél: 628.02.32 (4 lignes)



robinetterie
sanitaire
à fermeture automatique
temporisée

économie
d'eau
documentation sur demande

LES ROBINETS
PRESTO
7, rue Racine - B.P. 551
92542 Montrouge Cedex
Tél. : 655.07.70
Robinet standard Presto n° 7342

augmentation de capital

en numéraire de F 25 400 300
à F 31 750 300 par l'émission de
63 500 actions nouvelles
de F 100 nominal

DAFSA
Siège social :
125, rue Montmartre - 75002 Paris
R.C.S. : Paris B 732 030 432

Prix d'émission : F 300
Jouissance : 1^{er} janvier 1984
Droit de souscription :
• à titre irréductible : une action nouvelle pour quatre actions anciennes
• à titre réductible : souscriptions admises
Délai de souscription : du 5 mars au 4 avril 1984
Lieux de souscription : Banque Indosuez
Une note d'information, qui a reçu le visa de la C.O.B. n° 84.26 en date du 14 février 1984, est à la disposition du public.
BALO du 27 février 1984.

S.I. EST Société d'investissement à capital variable

L'assemblée générale ordinaire du 22 mars 1984 a approuvé les comptes de l'exercice 1983, qui se soldent par un montant distribuable de 20 782 839,07 F.

Le dividende revenant à chacune des actions composant le capital social a été fixé à 34,70 F assorti d'un avoir fiscal de 4,17 F.

Ce dividende, qui sera mis en paiement contre remise du coupon n° 53 pour les actions au porteur, se décompose comme suit :

- Revenus d'obligations françaises non indexées bénéficiant des avantages fiscaux attachés à ces obligations : 21,41 F + crédit d'impôt 1,22 F, soit 22,63 F dont 1,17 F provenant de l'emprunt d'Etat 8,30 % 1977 et de 6,02 F de primes de remboursement, ces deux sommes étant exonérées de l'impôt sur les personnes physiques.

- Autres revenus : 13,29 F + crédit d'impôt 2,95 F soit 16,24 F dont 3,49 F + 1,90 F de crédit d'impôt provenant d'actions françaises et ouvrant éventuellement droit à abatement.

Le conseil d'administration qui a suivi l'assemblée a décidé le détachement du coupon au 5 avril 1984 et a décidé de donner aux actionnaires la possibilité de réinvestir, jusqu'au 5 juillet 1984 inclus, le montant de dividende qui leur est versé, en actions de la société sans frais ni commission.

B
BOTTIN
DIDOT-BOTTIN
Fondé en 1796

Réunie le 21 mars 1984 sous la présidence de M. Vincent Holland, l'assemblée générale ordinaire a approuvé, à l'unanimité, les comptes et le bilan de l'exercice clos le 30 septembre 1983.

L'assemblée a décidé la distribution d'un dividende net de 15 F par action, assorti de l'impôt déjà versé au Trésor (avoir fiscal) de 7,50 F.

Le dividende (coupon n° 38) sera mis en paiement à compter du 9 avril 1984.

L'assemblée a renouvelé le mandat de M. Jean Verrier, administrateur directeur général de Didot-Bottin, pour une durée de six ans, en outre, nommé M. Philippe Clément comme administrateur pour une durée égale.

SOURCE PERRIER

L'assemblée générale ordinaire, tenue à Voreppe (Gard) le 23 mars 1984, a approuvé les comptes de l'exercice clos le 30 septembre 1983, se soldant par un bénéfice net de 119 500 246 F, contre 92 268 475 F pour l'exercice précédent (+ 30 %).

Le résultat consolidé s'est élevé, à la même date, à 176 761 957 F, contre 118 792 301 F au 30 septembre 1982 (+ 49 %).

Elle a décidé la distribution d'un dividende de 9,45 F par action, soit 14,175 F compte tenu de l'impôt déjà payé au Trésor. Ce dividende sera mis en paiement le 28 mars 1984 contre remise du coupon n° 45.

(Publicité)

AVIS D'APPEL D'OFFRES GOUVERNORAT DU DISTRICT DE BAMAKO

Les derniers d'appel d'offres pour le ramassage des ordures ménagères dans le centre-ville du district de Bamako peuvent également être retirés contre 200 F.F. à l'Ambassade du Mali :
89, rue du Cherche-Midi
75006 Paris

INTERNATIONAL GEMMOLOGICAL INSTITUTE

Certificats acceptés et reconnus dans le monde entier

ANTWERP NEW-YORK

COURS INTENSIFS D'UNE SEMAINE DE DIAMANTS ET PIERRES DE COULEUR

Pour toutes informations :

Schepens 177 - 2018 Antwerp

Tél. : 03/232.07.08 - Belgique

ESSO

RÉSULTATS 1983 D'ESSO SAF

En cours de sa réunion du 23 mars 1984, le conseil d'administration d'ESSO SAF a arrêté les comptes de l'exercice 1983.

Le résultat des activités de raffinage-distribution est une perte comptable de 88 millions de francs, après réintégration de provisions au niveau de 680 millions de francs. Compte tenu du dividende reçu d'ESSO REP de 422 millions de francs, le résultat net comptable d'ESSO SAF est un profit de 334 millions de francs. Cela se compare à la perte nette de 54 millions de francs pour l'exercice précédent.

Le conseil recommandera à l'assemblée générale la distribution d'un dividende net de 20 F par action, soit 238 millions de francs, identique à celui des trois exercices précédents.

La société ajoute les commentaires suivants :

Déjà en perte au premier semestre, les résultats des activités de raffinage-distribution se sont encore dégradés au second semestre, par suite de décisions arbitraires des pouvoirs publics modifiant la formule de prix des produits, et notamment imposant pour le calcul une

valeur du dollar inférieure à son cours réel. De telles décisions bouleversent les résultats des sociétés et compromettent à la fois la justification et le financement des investissements nécessaires au maintien d'une industrie de raffinage compétitive en France. Il est donc absolument indispensable que la formule instituée en mai 1982 soit désormais correctement appliquée.

Par ailleurs, les pouvoirs publics ont levé en 1983 certaines obligations de stockage. Cette mesure a permis un détachement important, qui a rendu disponible un profit sur stocks qui avait été consacré au cours des années antérieures en période de forte hausse du cours du pétrole brut. La société a décidé de réintégrer une partie de la provision pour fluctuation des cours, pour tenir compte de la réduction structurelle du volume de ses stocks ainsi que de la baisse de valeur unitaire du stock intervenue en 1983.

Hors effet prix sur stocks et hors réintégration de provisions, le résultat économique, qui représente le résultat constant de l'exercice pour les activités de raffinage-distribution, est une perte de 668 millions de francs.

	1983	1982
Ventes sur le marché intérieur (KT)	10 246	9 308
Marge brute d'auto-financement comptable (hors dividende ESSO REP) (MF)	(144)	(449)
Élimination de l'effet prix sur stocks	(1 415)	100
Marge brute d'auto-financement économique (hors effet stocks)	(1 559)	(349)
Amortissements et provisions	(288)	(319)
Résultat économique activités raffinage-distribution (hors effet stocks)	(1 847)	(668)
Variation de la valeur des stocks à volume constant	1 415	(100)
Réintégration de provision pour fluctuation des cours	—	680
Résultat net comptable raffinage-distribution	(432)	(88)
Dividende reçu d'ESSO REP	378	422
Résultat net comptable ESSO SAF	(54)	334

COMPAGNIE LEBON

Le conseil d'administration s'est réuni sous la présidence de M. Roger Pichet-Marmont, le 21 mars 1984, pour arrêter les comptes de l'exercice 1983.

Celui-ci se soldant par un bénéfice de 72 592 908,87 francs qui incorpore des plus-values nettes de cession à long terme pour 39 490 744,46 francs.

En 1982, le résultat avait été de 47 674 968,12 francs dont 26 635 839,59 francs de plus-values à long terme.

Le résultat de l'exercice 1983 inclut un solde conséquent de dividendes de 11 660 448,60 francs comptabilisés dans les revenus de portefeuilles de titres de participation et un montant de 21 323 269,82 francs de plus-values

nettes à long terme relatives aux cessions de titres C.D.M.B.

Pour tenir compte des recommandations gouvernementales concernant la modulation de l'évolution des dividendes, le conseil propose à l'assemblée générale des actionnaires, appelée à se réunir le 16 mai 1984, un dividende de 19 francs par action contre 16,80 francs en 1983 et 18 francs en 1982. A ce dividende de 19 francs s'ajoutera un avoir fiscal de 9,50 francs, soit au total 28,50 francs.

Le conseil d'administration a copié au cours de cette séance M. Didier Piffier en remplacement de la société Pichet-Marmont démissionnaire et propose à l'assemblée l'élection de M. Gilles Brac de La Perrière.

CAISSE NATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

CNT - Obligations 14,80 % - 1980

Les intérêts courus du 1^{er} avril 1983 au 31 mars 1984 seront payables à partir du 1^{er} avril 1984 à raison de 262,80 F par titre de 2 000 F nominal contre détachement du coupon n° 4 après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 29,20 F.

En cas d'option pour le régime de prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément du prélèvement libératoire sera de 43,78 F augmenté de 1 % des intérêts bruts (contributions au bénéfice de la Caisse nationale des allocations familiales), soit un net de 216,10 F.

A compter de la même date, les obligations comprises dans la série des numéros 178 034 à 244 471 sortis au tirage au sort du 31 janvier 1984 cesseront de porter intérêt et seront remboursables à 2 000 F, coupon n° 5 au 1^{er} avril 1985 au plus tard.

Le paiement des coupons et le remboursement des titres seront effectués sans frais aux caisses des comptables directs du Trésor (trésorerie générale, recettes des finances et perceptions), auprès des bureaux de poste, au siège de la CNT, 3, rue de l'Arrivée, Paris (15^e), ainsi qu'aux guichets de la Banque de France et des établissements désignés ci-après : Société générale, Banque nationale de Paris, Crédit lyonnais, Ban-

que de l'Indochine et de l'Extrême-Orient, Banque de Neufchâteau-Schulmberger-Mallet, Banque Paribas, Banque de l'Union européenne, l'Européenne de banque, Banque Vernet et Commerciale de Paris, Caisse centrale des banques populaires, Crédit commercial de France, Crédit industriel et commercial, Crédit du Nord, Lazard Frères et Co, Société centrale de banque, Société générale alsacienne de banque, Société marseillaise de crédit, Caisse des dépôts et consignations, Crédit agricole.

Il est rappelé :
- d'une part, que les intérêts concernant les titres nominatifs seront réglés directement aux titulaires par la CNT;
- d'autre part, que le remboursement des obligations désignées ci-dessus et comprises dans les certificats nominatifs sera effectué également par la CNT dès réception, sans bordereau, des certificats nominatifs concernés;
- enfin, que les titres compris dans les séries de numéros 462 985 à 550 484, 649 993 à 693 742 et 364 921 à 412 230 sont respectivement remboursables depuis le 1^{er} avril 1981, le 1^{er} avril 1982 et le 1^{er} avril 1983.

Handwritten signature: Joly, in Lito

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

27 mars

Effacement

Pas terrible la séance de mardi à la Bourse de Paris, peu d'affaires et beaucoup d'irrégularité dans tous les compartiments et sans grands écarts de cours. Mais cette fois l'indicateur le plus sûr a glissé (- 0,3 % environ), reculant ainsi la moitié du gain péniblement acquis la veille.

Sur le « parquet », on parlait de sujets sans rapport avec les problèmes financiers. Un habitué parlait de son récent croisière de vacances et s'inscrivait de perdre son permis. Interrogé, le professionnel répondait : « Il n'y a rien à faire ». Cela devient une attitude. « Brevé donc qu'en Bourse l'on expédie les affaires courantes », nous jeta l'un d'eux. Cependant, quelques-uns étaient plus avisés.

A leur avis, abstraction faite du facteur new-yorkais, dans le cadre de la situation actuelle, difficile, les opérations sont à l'ajustement des résultats d'entreprises pour 1983, les dividendes, report leurs calculs en fonction des données futures, pécuniaires et futures, pour établir de nouveaux ratios. Ainsi, pour être bons, les renseignements sur la situation de Télécom ont été.

Bref, la séance est à la prudence. Deux secteurs, dans les travaux, étaient jugés défavorables : les pétroles et l'agrochimie.

Le Crédit Comptoir a été réajusté à la hausse (+ 7,3 %) et Anrep a baissé de 3,7 %.

La devise-titre a continué de s'affaiblir et s'est échangée entre 9,83 F et 9,88 F contre 9,80/10,15 F.

Légère reprise de l'or à Londres : 389,10 dollars l'once contre 387,40 dollars.

Avec l'effet dollar, à Paris, le lingot a baissé, successivement 100 050 F puis 100 000 F, enfin de nouveau 100 050 F. Le lingot s'est redressé : 634 F (+ 13 F).

Nouvelle augmentation du volume des transactions : 18,67 millions de francs contre 15,48 millions.

NEW-YORK

Irégulier

La semaine s'est ouverte sur une note très calme à Wall Street. Peu d'affaires, avec seulement 69,07 millions de titres échangés contre près de 80 millions vendus, mais aussi des variations de cours, certes irrégulières, peu prononcées toutefois dans l'ensemble. A la clôture, l'indice des industrielles représentait un modeste repli de 1,89 point à 1 523,94.

C'est toujours le statu quo. Autour de la corbeille, toutes les conversations portaient sur la réunion de la commission de l'« open market » de la Fed, beaucoup se demandant si la décision serait prise de durcir la politique de crédit. Mais la réponse ne sera pas connue avant trois semaines, comme à l'habitude. Pour l'instant, la fin de premier trimestre approche et les grands investisseurs schématisent de procéder à des ajustements de portefeuille en prévision de la présentation des bilans.

Sur le front des sociétés, les premiers résultats pour les trois mois écoulés ne tombent pas avant quelques semaines. Alors, l'attentisme se poursuit. Le bilan de la journée a été sans surprise : sur 946 valeurs traitées, 505 ont progressé, 684 ont baissé et 458 n'ont pas varié.

VALEURS	Cours de 23 mars	Cours de 26 mars
Alcoa	41 1/8	40 3/8
Amstar	37 1/2	37 1/2
Boeing	48 1/2	48 1/2
Chrysler	42 1/2	42 1/2
General Motors	42 1/2	42 1/2
IBM	102 1/2	102 1/2
Intel	32 1/2	32 1/2
Johnson & Johnson	52 1/2	52 1/2
Merck	42 1/2	42 1/2
Microsoft	32 1/2	32 1/2
Oracle	32 1/2	32 1/2
Rockwell	32 1/2	32 1/2
Spacelabs	32 1/2	32 1/2
Unisys	32 1/2	32 1/2
US Steel	32 1/2	32 1/2
Verilog	32 1/2	32 1/2
Wang	32 1/2	32 1/2
Xerox	32 1/2	32 1/2

LA VIE DES SOCIÉTÉS

SALSIGN. — Cette société, qui exploite la plus grande mine d'Europe, située à Salzgitter, près de Carlsbourg (Allemagne), a réalisé un chiffre d'affaires de 28,5 millions de francs, contre 23,5 millions.

La société des Mines et Produits chimiques de Salzgitter, dont 47 % du capital est détenue par la Compagnie française de mines (Comifrance), filiale minière de la SIFIM, a réalisé un chiffre d'affaires de 28,5 millions de francs, en hausse de 61 % par rapport à 1982.

Pour 1983, la production d'acier s'est élevée à 1 700 000 tonnes et celle d'acier laminé à 3 395 000 tonnes. Elle a réalisé un chiffre d'affaires de 28,5 millions de francs, en hausse de 61 % par rapport à 1982.

Le chiffre d'affaires de la société de traitement du minerai a été engagé afin d'accroître la productivité. Mais le processus industriel en aval se déroule pas en France. L'effacement s'effectue en Suède ou en Norvège, car cette opération implique...

INDICES QUOTIDIENS
(base 100 le 1er mars 1983)
Cote des Agences de Change
(base 100 le 1er mars 1983)
Cote des Agences de Change
(base 100 le 1er mars 1983)

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE
Effet 90 jours : 12,5 %
COURS DU DOLLAR À TOKYO
(1 dollar en yen) : 225, 223,95

BOURSE DE PARIS Comptant

27 MARS

VALEURS	Cours de 23 mars	Cours de 26 mars
Alcoa	41 1/8	40 3/8
Amstar	37 1/2	37 1/2
Boeing	48 1/2	48 1/2
Chrysler	42 1/2	42 1/2
General Motors	42 1/2	42 1/2
IBM	102 1/2	102 1/2
Intel	32 1/2	32 1/2
Johnson & Johnson	52 1/2	52 1/2
Merck	42 1/2	42 1/2
Microsoft	32 1/2	32 1/2
Oracle	32 1/2	32 1/2
Rockwell	32 1/2	32 1/2
Spacelabs	32 1/2	32 1/2
Unisys	32 1/2	32 1/2
US Steel	32 1/2	32 1/2
Verilog	32 1/2	32 1/2
Wang	32 1/2	32 1/2
Xerox	32 1/2	32 1/2

VALEURS	Cours de 23 mars	Cours de 26 mars
Alcoa	41 1/8	40 3/8
Amstar	37 1/2	37 1/2
Boeing	48 1/2	48 1/2
Chrysler	42 1/2	42 1/2
General Motors	42 1/2	42 1/2
IBM	102 1/2	102 1/2
Intel	32 1/2	32 1/2
Johnson & Johnson	52 1/2	52 1/2
Merck	42 1/2	42 1/2
Microsoft	32 1/2	32 1/2
Oracle	32 1/2	32 1/2
Rockwell	32 1/2	32 1/2
Spacelabs	32 1/2	32 1/2
Unisys	32 1/2	32 1/2
US Steel	32 1/2	32 1/2
Verilog	32 1/2	32 1/2
Wang	32 1/2	32 1/2
Xerox	32 1/2	32 1/2

VALEURS	Cours de 23 mars	Cours de 26 mars
Alcoa	41 1/8	40 3/8
Amstar	37 1/2	37 1/2
Boeing	48 1/2	48 1/2
Chrysler	42 1/2	42 1/2
General Motors	42 1/2	42 1/2
IBM	102 1/2	102 1/2
Intel	32 1/2	32 1/2
Johnson & Johnson	52 1/2	52 1/2
Merck	42 1/2	42 1/2
Microsoft	32 1/2	32 1/2
Oracle	32 1/2	32 1/2
Rockwell	32 1/2	32 1/2
Spacelabs	32 1/2	32 1/2
Unisys	32 1/2	32 1/2
US Steel	32 1/2	32 1/2
Verilog	32 1/2	32 1/2
Wang	32 1/2	32 1/2
Xerox	32 1/2	32 1/2

VALEURS	Cours de 23 mars	Cours de 26 mars
Alcoa	41 1/8	40 3/8
Amstar	37 1/2	37 1/2
Boeing	48 1/2	48 1/2
Chrysler	42 1/2	42 1/2
General Motors	42 1/2	42 1/2
IBM	102 1/2	102 1/2
Intel	32 1/2	32 1/2
Johnson & Johnson	52 1/2	52 1/2
Merck	42 1/2	42 1/2
Microsoft	32 1/2	32 1/2
Oracle	32 1/2	32 1/2
Rockwell	32 1/2	32 1/2
Spacelabs	32 1/2	32 1/2
Unisys	32 1/2	32 1/2
US Steel	32 1/2	32 1/2
Verilog	32 1/2	32 1/2
Wang	32 1/2	32 1/2
Xerox	32 1/2	32 1/2

VALEURS	Cours de 23 mars	Cours de 26 mars
Alcoa	41 1/8	40 3/8
Amstar	37 1/2	37 1/2
Boeing	48 1/2	48 1/2
Chrysler	42 1/2	42 1/2
General Motors	42 1/2	42 1/2
IBM	102 1/2	102 1/2
Intel	32 1/2	32 1/2
Johnson & Johnson	52 1/2	52 1/2
Merck	42 1/2	42 1/2
Microsoft	32 1/2	32 1/2
Oracle	32 1/2	32 1/2
Rockwell	32 1/2	32 1/2
Spacelabs	32 1/2	32 1/2
Unisys	32 1/2	32 1/2
US Steel	32 1/2	32 1/2
Verilog	32 1/2	32 1/2
Wang	32 1/2	32 1/2
Xerox	32 1/2	32 1/2

VALEURS	Cours de 23 mars	Cours de 26 mars
Alcoa	41 1/8	40 3/8
Amstar	37 1/2	37 1/2
Boeing	48 1/2	48 1/2
Chrysler	42 1/2	42 1/2
General Motors	42 1/2	42 1/2
IBM	102 1/2	102 1/2
Intel	32 1/2	32 1/2
Johnson & Johnson	52 1/2	52 1/2
Merck	42 1/2	42 1/2
Microsoft	32 1/2	32 1/2
Oracle	32 1/2	32 1/2
Rockwell	32 1/2	32 1/2
Spacelabs	32 1/2	32 1/2
Unisys	32 1/2	32 1/2
US Steel	32 1/2	32 1/2
Verilog	32 1/2	32 1/2
Wang	32 1/2	32 1/2
Xerox	32 1/2	32 1/2

VALEURS	Cours de 23 mars	Cours de 26 mars
Alcoa	41 1/8	40 3/8
Amstar	37 1/2	37 1/2
Boeing	48 1/2	48 1/2
Chrysler	42 1/2	42 1/2
General Motors	42 1/2	42 1/2
IBM	102 1/2	102 1/2
Intel	32 1/2	32 1/2
Johnson & Johnson	52 1/2	52 1/2
Merck	42 1/2	42 1/2
Microsoft	32 1/2	32 1/2
Oracle	32 1/2	32 1/2
Rockwell	32 1/2	32 1/2
Spacelabs	32 1/2	32 1/2
Unisys	32 1/2	32 1/2
US Steel	32 1/2	32 1/2
Verilog	32 1/2	32 1/2
Wang	32 1/2	32 1/2
Xerox	32 1/2	32 1/2

VALEURS	Cours de 23 mars	Cours de 26 mars
Alcoa	41 1/8	40 3/8
Amstar	37 1/2	37 1/2
Boeing	48 1/2	48 1/2
Chrysler	42 1/2	42 1/2
General Motors	42 1/2	42 1/2
IBM	102 1/2	102 1/2
Intel	32 1/2	32 1/2
Johnson & Johnson	52 1/2	52 1/2
Merck	42 1/2	42 1/2
Microsoft	32 1/2	32 1/2
Oracle	32 1/2	32 1/2
Rockwell	32 1/2	32 1/2
Spacelabs	32 1/2	32 1/2
Unisys	32 1/2	32 1/2
US Steel	32 1/2	32 1/2
Verilog	32 1/2	32 1/2
Wang	32 1/2	32 1/2
Xerox	32 1/2	32 1/2

Règlement mensuel

VALEURS	Cours de 23 mars	Cours de 26 mars
Alcoa	41 1/8	40 3/8
Amstar	37 1/2	37 1/2
Boeing	48 1/2	48 1/2
Chrysler	42 1/2	42 1/2
General Motors	42 1/2	42 1/2
IBM	102 1/2	102 1/2
Intel	32 1/2	32 1/2
Johnson & Johnson	52 1/2	52 1/2
Merck	42 1/2	42 1/2
Microsoft	32 1/2	32 1/2
Oracle	32 1/2	32 1/2
Rockwell	32 1/2	32 1/2
Spacelabs	32 1/2	32 1/2
Unisys	32 1/2	32 1/2
US Steel	32 1/2	32 1/2
Verilog	32 1/2	32 1/2
Wang	32 1/2	32 1/2
Xerox	32 1/2	32 1/2

COTE DES CHANGES

VALEURS	Cours de 23 mars	Cours de 26 mars
Alcoa	41 1/8	40 3/8
Amstar	37 1/2	37 1/2
Boeing	48 1/2	48 1/2
Chrysler	42 1/2	42 1/2
General Motors	42 1/2	42 1/2
IBM	102 1/2	102 1/2
Intel	32 1/2	32 1/2
Johnson & Johnson	52 1/2	52 1/2
Merck	42 1/2	42 1/2
Microsoft	32 1/2	32 1/2
Oracle	32 1/2	32 1/2
Rockwell	32 1/2	32 1/2
Spacelabs	32 1/2	32 1/2
Unisys	32 1/2	32 1/2
US Steel	32 1/2	32 1/2
Verilog	32 1/2	32 1/2
Wang	32 1/2	32 1/2
Xerox	32 1/2	32 1/2

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

VALEURS	Cours de 23 mars	Cours de 26 mars
Alcoa	41 1/8	40 3/8
Amstar	37 1/2	37 1/2
Boeing	48 1/2	48 1/2
Chrysler	42 1/2	42 1/2
General Motors	42 1/2	42 1/2
IBM	102 1/2	102 1/2
Intel	32 1/2	32 1/2
Johnson & Johnson	52 1/2	52 1/2
Merck	42 1/2	42 1/2
Microsoft	32 1/2	32 1/2
Oracle	32 1/2	32 1/2
Rockwell	32 1/2	32 1/2
Spacelabs	32 1/2	32 1/2
Unisys	32 1/2	32 1/2
US Steel	32 1/2	32 1/2
Verilog	32 1/2	32 1/2
Wang	32 1/2	32 1/2
Xerox	32 1/2	32 1/2

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. POLICE ET JUSTICE : Des réformes, pas le combat des chefs, par Alain Deschamps et Jean Dubreuil ; Un grand corps malade, par Nicole de Hautecloque.
11. La Vie quotidienne des résistants, de l'armistice à la Libération, d'Henri Noguères.

ÉTRANGER

- 3-4. AFRIQUE : La mort de Sekou Touré.
4. AMÉRIQUES
5. EUROPE
6. DIPLOMATIE : Le voyage du président de la République aux États-Unis.
6. PROCHE-ORIENT

POLITIQUE

7. Un livre d'Eric Roussel : Une histoire de la République pompidolienne.
8. La première ministre regrette le manque de discrétion dans la police parisienne.

SOCIÉTÉ

10. La croissance des dépenses de santé s'est fortement ralentie en 1983.
- Une déclaration au Monde du secrétaire général de l'enseignement catholique.
- Faits divers : Des brigades de commerçants dans le Rhône.
11. AU CONSEIL DE PARIS : la gauche conteste le choix de la majorité municipale concernant 80 000 m² de bureaux dans l'est de la capitale.
12. ÉCHecs.

CULTURE

13. MUSIQUE : Diderot et Enée, à l'Opéra-Comique.
- ACTION CULTURELLE : la crise des institutions.
- CINÉMA : les films de femmes, à Sceaux.
16. COMMUNICATION : le meeting sur la presse à la Mutualité.

ÉCONOMIE

29. CEE : la négociation agricole bloquée par l'Inde.
- INDUSTRIE : la restructuration de la sidérurgie.
- ÉTRANGER : le gouvernement belge devrait gagner la bataille de l'austérité.

RADIO-TÉLÉVISION (16) INFORMATIONS - SERVICES (12) :
Vie associative : « Journal officiel » ; Météorologie ; Mots croisés ; Loto.
Annonces classées (17 à 28) ; Carnet (11) ; Programmes des spectacles (14 à 16) ; Marchés financiers (33).

Le numéro de « Monde » daté 27 mars 1984 a été tiré à 493 065 exemplaires



DANS CE NUMÉRO :
J.L. Servan-Schreiber : portrait d'un patron
Livres : le poids d'Apostrophes
Informatique : une presse et ses publics
Cinéma : stars 84 Hitchcock et Proust
Films pub : l'offensive vidéo
TV : FR3 ne renonce pas
MÉDIAS
VENTE EN KIOSQUE

A B C D E F G

LE GÉNÉRAL DE GENDARMERIE GUY D'ELFOSSE TUÉ AU COURS D'UN HOLD-UP À LYON

Le général de gendarmerie Guy Delfosse, cinquante-neuf ans, commandant la cinquième région de gendarmerie, a été tué au cours d'un hold-up, qui a eu lieu, mardi 27 mars, vers 12 h 15, dans une succursale de la BNP, rue Victor-Hugo à Lyon. Le général, qui se trouvait sur les lieux en compagnie de plusieurs officiers, aurait voulu s'interposer entre les clients de la banque et les deux auteurs du hold-up. C'est alors qu'il aurait été atteint de plusieurs coups de revolver et achevé d'une balle dans la tête. Les deux malfaiteurs ont réussi à prendre la fuite.

L'affaire des avions renifleurs

L'ERAP A RÉCUPÉRÉ 150 MILLIONS DE FRANCS

L'ERAP, maison mère d'ELF-Aquitaine, a récupéré, lundi 26 mars, environ 150 millions de francs français sur l'argent dépensé dans l'affaire dite des « avions renifleurs », a annoncé, mardi, un représentant de M. Christian Goux qui dirige les travaux de la mission parlementaire sur cette affaire.

Le montant récupéré lundi par l'ERAP correspond presque exactement à la somme versée le 14 novembre 1983 au titre d'un prêt de 150 millions de francs par M. Philippe de Weck, ancien président de l'Union des banques saoudiennes, des transactions entre l'ERAP et les investisseurs (le Monde du 16 mars).

La crise de la sidérurgie lorraine appelle à la grève le 28 mars

L'ensemble des organisations syndicales de la sidérurgie et des mines de fer lorraines (CGT, CFDT, FO, CFTC, CGC) a lancé au soir d'hier un appel à la grève pour mardi 28 mars, veille du jour où le conseil des ministres doit adopter des décisions sur la sidérurgie.

M. Roland Dumas, ministre des affaires européennes, ancien député socialiste de la Dordogne, a assisté lundi 26 mars, à Brantôme, à la célébration du quarantième anniversaire de l'exécution par les Allemands de vingt-cinq résistants, parmi lesquels se trouvait son père, Jean Dumas, chef de réseau.

L'équipe de France de football contre l'Autriche. — Pour rencontrer la sélection autrichienne, mercredi 28 mars à Bordeaux, l'équipe de France aura la composition suivante : Bats ; Battiston, Le Roux, Bossis, Amoros, Tigana, Genhini, Fernandez, Giresse (cap.) ; Lacombe, Bellone. Le match sera retransmis en direct sur Antenne 2.

(Publicité)

Des vitres blindées et des calories économisées

Le fameux film anti-effraction Security-Film, appliqué sur vos vitrages, leur confère une résistance de 2,5 tonnes au centimètre carré. Il est invisible et peu coûteux. (Expéditions en Province). Et pour lutter très efficacement contre le froid et le bruit, posez vous-même ou faites poser le survitrage DUOFENÊTRE, très esthétique et l'un des moins onéreux du marché. PRIVAD, 5, rue Charlot, 93320 Pavillons-sous-Bois. Tél. : (1) 846-85-37.

DE LA PLUS SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VÊTEMENT
PRIX EXCEPTIONNELS
avec la garantie d'un grand maître tailleur
PANTALONS
A partir de 500 F
COSTUMES
MESURE
A partir de 1 550 F
NOUVELLE COLLECTION
3 000 tissus
Luxueuses draperies anglaises
Fabrication traditionnelle
Boutique Femme
TAILLEURS, JUPES, MANTEAUX
sur MESURE
UNIFORMES ET INSIGNES MILITAIRES
Prêt-à-porter Homme
LEGRAND Tailleur
27, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra
Téléphone : 742-70-61.
Du lundi au samedi, de 10 h à 18 h.

Au Liban Les forces de sécurité intérieures prendront la relève des unités françaises

Beyrouth, (AFP). — Le comité quadripartite de sécurité est parvenu lundi 26 mars à un accord concernant la relève des éléments du contingent français de la force multinationale, qui ont amorcé dimanche leur départ définitif de Beyrouth. Aux termes de cet accord en trois points, il est convenu que les forces de sécurité intérieures libanaises (FSI-gendarmerie) « prendront la relève dans les positions où se trouvent actuellement les éléments du contingent français ». Les autorités compétentes ont été invitées à préparer et à équiper les gendarmes afin qu'ils puissent occuper les positions françaises avant le retrait du contingent.

Le comité, formé de représentants de l'armée libanaise, des milices druze, chrétienne et chiite, est convenu de neutraliser la zone où se trouve actuellement le contingent français, située sur le « passage du musée » entre les deux secteurs de Beyrouth, et de maintenir la libre circulation sur ce passage. Les différentes parties en présence se sont engagées à ne pas « profiter de l'occasion pour améliorer leurs positions sur le terrain ».

L'ambassadeur de France au Liban, M. Fernand Wibaux, a assisté à une partie de la réunion tenue à proximité de la résidence des Pius, quartier général du contingent français à Beyrouth, et a exprimé le souhait de son gouvernement de voir appliquer ces arrangements.

M. Wibaux a informé les membres du comité quadripartite de sécurité de la décision du gouvernement français d'envoyer prochainement des observateurs à Beyrouth.

MORT DE PAUL MARTIN FONDATEUR DE LA GALERIE DE FRANCE

Paul Martin, fondateur de la Galerie de France, vient de mourir à l'âge de quatre-vingt-neuf ans. (Ancien industriel lyonnais et amateur d'art, Paul Martin avait ouvert un 8 Février 1942, rue du Faubourg St-Honoré, une galerie d'art, à laquelle il donna le nom de Galerie de France. L'adhésion ne de son : pendant l'occupation allemande, c'était sa façon de résister au bêtage culturel mené dans Paris par les intellectuels collaborateurs, de résister aussi au courant pompier d'Arno Breker, le sculpteur de Hitler.)

Paul Martin exposait des jeunes artistes français qui utilisaient beaucoup dans leur peinture les couleurs du drapeau national. C'étaient, notamment, Matisse, Le Moir, Singier, Tal Coat.

C'est à la fin de l'année 1950 qu'il céda sa galerie à un jeune marchand, G. Caputo, qui allait, avec Myrtille Prévo, ouvrir une autre page de l'histoire de cette galerie et avec de l'art contemporain à Paris.

Créateur, vers 1933, de la Société des amateurs d'art et des collectionneurs, qui organisait des expositions, Paul Martin fut longtemps, après la Libération, président du Comité professionnel des galeries d'art.

La comédienne Anne-Marie Coffinet est morte le 26 mars d'un cancer à l'hôpital de Créteil. Elle était âgée de quarante-neuf ans.

Criquet de steiner
REMISE -15%
JUSQU'AU 31 AVRIL
SAISON 14 AVRIL
EN 140 x 190, (large)
EN 140 x 190, (large)
PRIX NORMAL 8.610
AVEC REMISE
7.320 F
CONVERTIBLE
à sommer à lattes de bois
couchage 80 x 190, 140 x 190, 160 x 190
Tissu Béat Marine rougegrise
CAPÉLOU DISTRIBUTEUR 37, av. de la REPUBLIQUE
75011 PARIS - Tél. 337.46.35 - Métro Parmentier

mars!
Un mois étonnant chez NEUBAUER
pour tout achat d'une 305 PEUGEOT essence ou diesel
TALBOT SOLARA
TALBOT HORIZON
Le bon prix - le bon service
NEUBAUER
M. GÉRARD 821.60.21

Sur le vif Un patient énervant

J'attends mon tour, au service des urgences, l'autre jour, aux Quinze-Vingts, un hôpital parisien où l'on soigne les yeux. C'était l'angoisse, je voyais passer des mouches devant les miens. On était une bonne demi-douzaine, plutôt mal en point : un vieux clochard à la ombre fleurie venu demander une carte blanche ; une bavarde qui nous gratifiait d'un radio-reportage sur ses états d'âme et de santé ; pépiements, palpitations, perpétuité ; un monsieur au sourire de lait et au regard assorti ; un autre très distingué et un peu enrhumé ; il ne voit plus les marches d'escalier, ça l'oblige à les descendre sur le dos.

La-dessus, surgit du cabinet des consultations un Maghrébin tout lisse, tout rond, un teint de bruyon, l'œil frais, la démarche dédaigneuse. Furax ! Qu'est-ce que cet hôpital de crête qui refuse d'hospitaliser les gens et qui se contente de délivrer des ordonnances ! Voilà ce qu'il en fait, de leur ordonnance. Il la déchire sous nos yeux distillés par de fortes giclées de collyre. Les infirmières de service, un Blanc, un Noir, essayent de le rassurer gentiment : allons, allons, ce n'est rien, il va très bien, un peu d'aspirine et au revoir les migraines.

Exit le Maghrébin. Qui se repointe dix minutes plus tard.

Ah, ça, oui ! soupire le chœur des patients. Un Français, on l'aurait vite vu faire. Tandis que là, on a tellement peur de passer pour raciste...

CLAUDE SARRAUTE.

M. MAUROY : l'action des casseurs est inacceptable

M. Pierre Mauroy, qui était, mardi matin 27 mars, l'invité du journal d'Europe 1, a sévèrement condamné les violences commises la veille au cours des manifestations paysannes, en particulier dans le midi viticole. Le premier ministre a déclaré : « Ce n'est pas en agitant, en mettant des camions sur les voies ferrées, qu'on trouvera des solutions. C'est en faisant preuve d'imagination, d'organisation. Il faut surtout une action concertée à Bruxelles. L'action de ces casseurs est inacceptable. Elle ne règle rien et elle aggrave tout. Elle veut attirer l'attention sur ses difficultés que tous le monde connaît. Ce sont des formes de violence que le gouvernement n'accepte pas, et il prendra toutes les dispositions pour y mettre fin ».

Pour M. Mauroy, la situation est, du reste, « assez curieuse » : « Je ressens, dit-il, et tout le monde me le dit, que les Français comprennent de plus en plus la politique de rigueur au niveau de la nation, mais que les mêmes Français, dans leurs organisations corporatives, revendicatives, s'agitent. Il y a une sorte de contradiction qu'on retrouve tout simplement dans la vie quotidienne selon que l'on est automobiliste ou piéton. Lorsqu'on regarde l'ensemble des problèmes, on estime que le gouvernement agit bien, que sa politique est adaptée [aux besoins] mais lorsqu'on regarde son pré carré on se dit que les choses vont mal... C'est pourquoi il ne faut pas aller de toutes ces manifestations des commentateurs pessimistes. Ces manifestations ne m'impressionnent pas et ne m'impressionneront pas, car l'essentiel c'est le salut de la France ».

Interrogé sur les déclarations faites dimanche soir par M. Valéry Giscard d'Estaing, le chef du gouvernement a répondu : « Comment celui qui a été président de la République pendant sept ans et qui insistait tellement sur la mondialisation de la crise peut-il dire aujourd'hui que la crise est finie ! La crise est finie avec les millions de chômeurs qu'il y a en Europe ? La crise est finie avec les politiques d'austérité du gouvernement belge, du gouvernement italien ? La crise est finie avec le déficit budgétaire et le déséquilibre extérieur des États-Unis ? Non, M. Valéry Giscard d'Estaing s'abuse et nous abuse. Répondant également à l'ancien chef de l'Etat sur la durée de l'« expérience socialiste », M. Mauroy a ajouté : « Nous en sommes à l'aube du socialisme. Le socialisme est en train de s'installer en Europe comme il s'installe dans le monde ».

A propos des négociations salariales dans la fonction publique, le premier ministre a indiqué : « Il est tout à fait normal que les fonctionnaires essaient d'avoir un pouvoir d'achat amélioré, mais, en masse, ce pouvoir d'achat est tout à fait maintenu. Il est essentiel, toutefois, de tenir les normes de la politique de rigueur telles qu'elles ont été définies par le gouvernement ». Il a de plus précisé que l'augmentation de 1 % accordée aux fonctionnaires au 1^{er} avril prochain était « pour 1984 », ajoutant qu'« en tout cas » la discussion salariale pour 1984 « n'a pas encore été ouverte » la réunion de ce mardi 27 mars n'étant consacrée qu'aux bas salaires.

Interrogé sur les réactions organisées par l'opposition contre le projet de loi sur la presse, le premier ministre a affirmé : « Je ne finirai pas d'être scandalisé par ces gens qui manifestent au nom de la liberté de la presse comme si la liberté de la presse était en cause ! ».

M. Le Pors réunit les fédérations de fonctionnaires sur les bas salaires

Pour la première fois depuis la grève du 8 mars dans la fonction publique, M. Anicet Le Pors, secrétaire d'Etat chargé de la fonction publique et des réformes administratives, a réuni, le 27 mars au matin, les fédérations de fonctionnaires. Étaient à l'ordre du jour de cette réunion non la politique salariale, mais « l'étude d'une seconde étape de réaménagement des carrières du bas de la grille indiciaire de la fonction publique ».

A la veille de cette réunion, M^{me} Thérèse Hirsberg, secrétaire générale de l'Union générale des fonctionnaires, a souligné devant la presse que « la bataille des salaires est loin d'être finie ». Elle a réclamé la suppression de la catégorie D, alors qu'un décret en date du 19 mars 1984 (publié au Journal officiel du 22 mars) précise, avec effet au 1^{er} janvier 1983, l'organisation des carrières des fonctionnaires des catégories C et D. Ainsi la catégorie D, échelle I, comprend huit échelons et chacun des groupes III à VII de la catégorie C dix échelons. Tout un état est prêt à discuter du

problème « urgent » des bas salaires, le CGT a réaffirmé son complet désaccord avec les décisions gouvernementales sur la prime de 500 F et le rajustement de 1 % au 1^{er} avril.

Condamnant « avec vigueur » les positions du gouvernement, l'Union interdépartementale des agents de la fonction publique FO a réaffirmé, le 26 mars, que ses responsables voulaient négocier « le respect de la convention salariale par un maintien pour tous, y compris les retraités, du pouvoir d'achat par rapport à la hausse des prix », et « l'ouverture immédiate des négociations salariales pour 1984 ».

Reste que la justice ne mène à une certaine mesure de l'importance d'une « grève » que, selon certains, la loi, qui marquerait le début de la fin pour une direction anachronique, même technique du Sud.

TREZ BIEN PLUS DE VOTRE
IBM PC
ORDI
30 F chez votre marchand de journaux